

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 374 - JUILLET/AOÛT 2025

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 374

Viandes bovines

Gros bovins

France

- La consommation de viande bovine recule en mai
- Abattages en hausse, les prix ralentissent

Jeunes bovins

Europe

- Offre en repli

Femelles

Europe

- Peu de réformes, hausse des cours

Maigre

- Le contexte sanitaire complique les échanges avec les zones régulées italiennes

Veaux de boucherie

- Reprise des cours néerlandais à la suite de la baisse de la production

Veaux laitiers

- Le manque de veaux laitiers continue de tirer les prix
- La dermatose nodulaire contagieuse bloque les Savoie

Lait de vache

Collecte laitière

- Hausse modérée de la production de lait dans les principaux bassins
- Un printemps encourageant rattrapé par la météo et le sanitaire

Marché des produits laitiers

- Tendances variables pour les prix des ingrédients

Viande ovine

France

- La baisse du cours s'accroît avec le repli de consommation lié à la chaleur

UE et monde

- La filière ovine britannique se relève progressivement
- La filière australienne recapitalise et le prix de ses agneaux s'envole

Lait de chèvre et viande

Lait de chèvre

- Les livraisons de lait de chèvre reprennent des couleurs

Les marchés des céréales fluctuent peu malgré les tensions géopolitiques

Des prix toujours hauts, des inquiétudes sur le sanitaire

Dernière révision le 21 juillet 2025

Viandes bovines » Gros bovins » France »

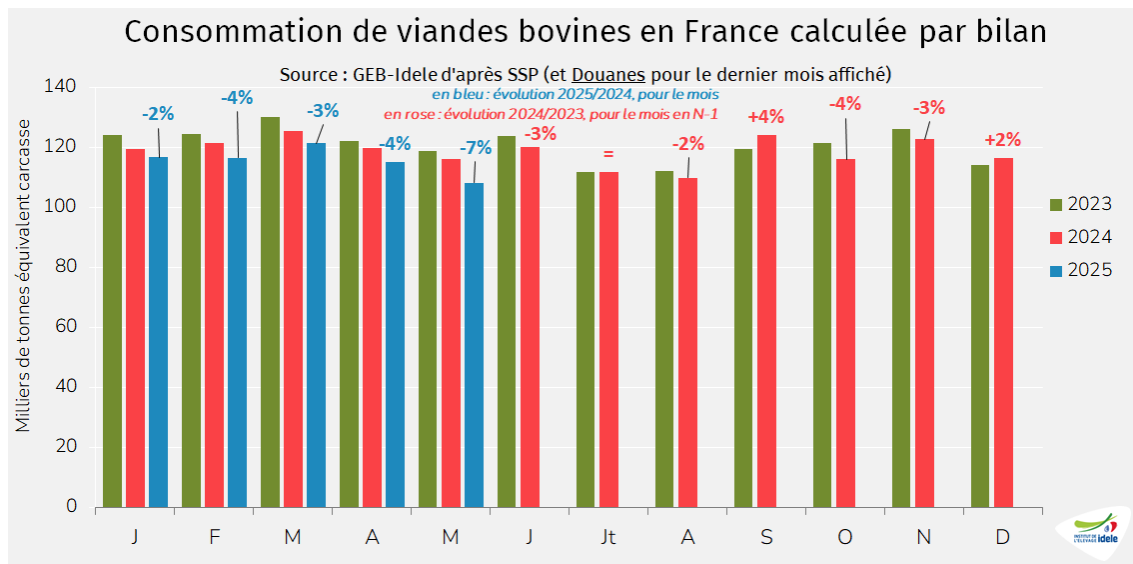
La consommation de viande bovine recule en mai

Dernière révision le 21 juillet 2025

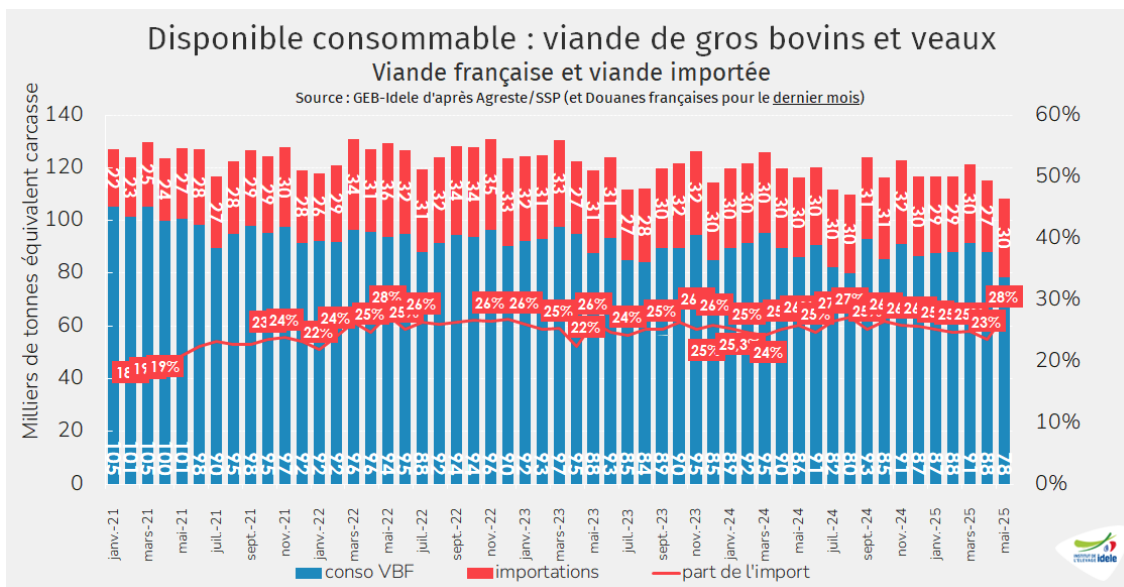
La consommation par bilan de bœuf et de veau a subi un revers en mai faute d'abattages suffisants et sans imports supplémentaires. Les exports de viande bovine progressent modérément.

Moins de disponible consommable en viande bovine en mai

En mai 2025, la consommation par bilan de viandes bovines (y compris veau) a chuté de 7% comparé à 2024, du fait du fort recul des abattages CVJA en mai 2025 : -6,4% en viande de gros bovins et même -13% en veau. Cette baisse des abattages n'a pas été compensée par les imports, qui étaient même en léger repli en mai 2024 (-1%). Le prix des viandes importées augmente (voir notre article sur les vaches en Europe) comme l'origine France. Le moral des ménages était par ailleurs un peu dégradé en mai 2025 selon l'INSEE. La consommation par bilan sur les cinq premiers mois de l'année enregistre donc une baisse de 4% /2024 contre -3% un mois plus tôt.



D'après Agreste pour les abattages, et les Douanes pour le commerce extérieur du dernier mois, le disponible consommable de mai était de 108 000 téc (-7% /2024). **La part d'import dans le disponible consommable a augmenté de deux points (à 28%) comparé à un an plus tôt**, car les abattages ont reculé en mai, mais pas les imports.



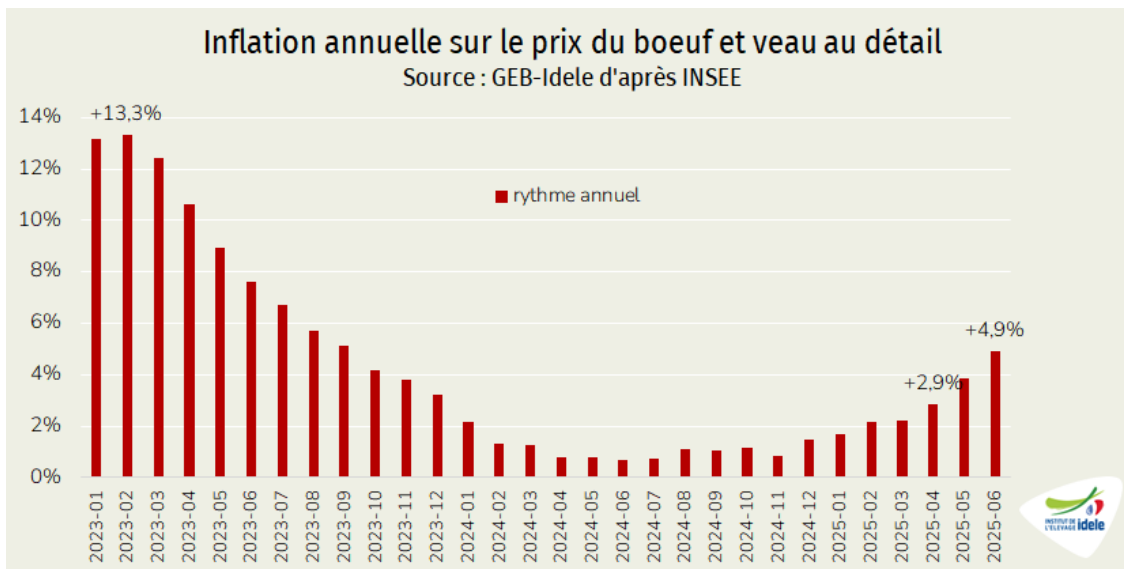
Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée.

Par ailleurs, depuis le Brexit début 2021, les statistiques douanières sont perturbées par la nouvelle organisation des opérateurs. En effet, plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexporter vers les Pays-Bas afin de faciliter les procédures de dédouanement. Ces effets ne sont pas déduits ici.

En juin, l'inflation sur la viande de bœuf accélère

En juin, l'inflation s'est poursuivie à un rythme annuel de 1,0%, contre 0,7% un mois plus tôt. Les prix de l'énergie ont moins reculé (-6,7% sur un an, contre -8,0% en mai) et les services ont accéléré leur hausse (+2,4% contre +2,1% avant) à travers l'augmentation des loyers, du prix de l'eau et du coût des ordures ménagères (+2,6% contre +2,1% précédemment). Le prix des produits manufacturés a légèrement faibli en mai comme depuis plusieurs mois (-0,2% en un an).

Le prix de l'alimentaire progressait un peu plus vite (+1,4% contre +0,6% trois mois plus tôt), en particulier pour les boissons non alcoolisées (+8,9% du fait de la hausse des taxes sur les boissons sucrées au 1er mars) tandis que les produits frais ralentissaient leur hausse (+1,2% contre +1,5% en mai). **Mais le prix du bœuf et du veau continue d'évoluer plus rapidement que l'inflation générale : +4,9% sur un an**, contre +2,9% deux mois plus tôt, du fait de la poursuite de la hausse des prix au producteur, qui se répercute dans les rayons.

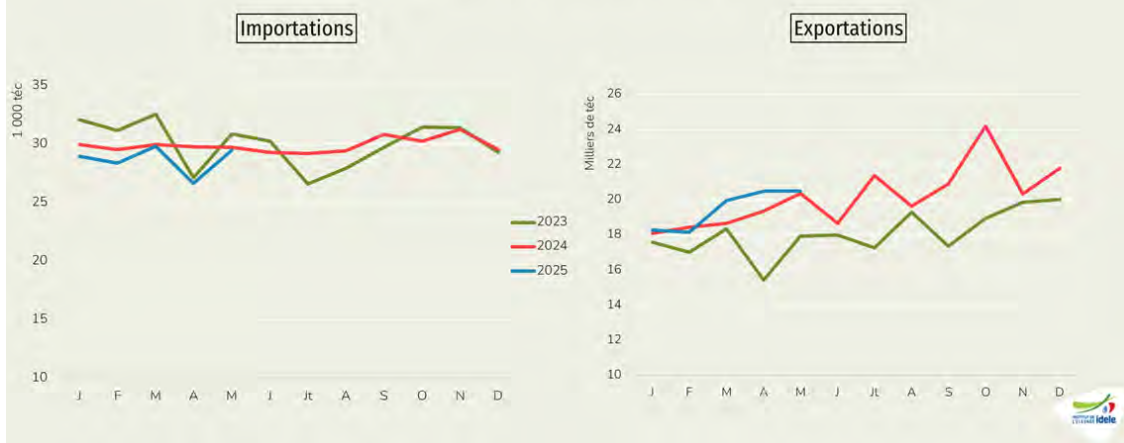


En mai, un commerce extérieur proche de celui de l'an passé

En mai 2025, les importations de viandes bovines étaient en légère baisse par rapport à l'an passé, à 29 500 téc (-1% /2024) après s'être écroulées en avril (-10%), du fait de la baisse des abattages et des exports de viande de veau des Pays-Bas. Les exportations de viandes bovines françaises du mois de mai restaient en légère hausse (+1% /2024) après une progression de 6% un mois plus tôt.

Commerce extérieur mensuel français de viande bovine*

*viande réfrigérée, congelée et transformée
Source : GEB-Idele d'après Douanes françaises



En cumulé sur les cinq premiers mois de l'année, nos importations ont reflué de 4% /2024 (-6 000 téc) à 143 000 téc.

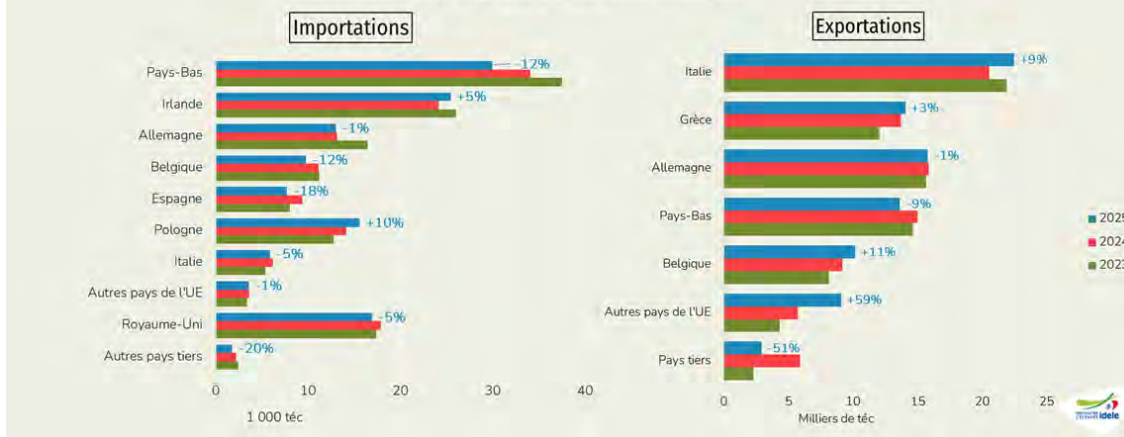
Dans le détail, elles ont reculé de 12% /2024 depuis les Pays-Bas, notre principal fournisseur (-4 000 téc, à 30 000 téc) du fait du recul historique des abattages néerlandais de veaux au premier quadrimestre (-18% / 2024 ou -13 000 téc). Nos achats depuis le Royaume-Uni, en partie envoyés vers d'autres États membres, ont reculé de 5% par rapport à 2024 (-1 000 téc, à 17 000 téc). Nos achats en Espagne s'effondrent depuis le début de l'année : -18% (-1 500 téc) à 8 000 téc, les abattages espagnols ayant reculé de 4% au premier quadrimestre et la demande de la rive sud méditerranéenne attirant une partie des carcasses ibériques.

Compensant, en partie, ces baisses, nos imports ont évolué en provenance d'Irlande et de Pologne :

- +5% depuis l'Irlande, à 25 000 téc,
- et +10% depuis la Pologne (+ 1 500 téc, à 15 500 téc), origine à prix plus attractif.

Commerce extérieur français de viande bovine réfrigérée et congelée en janv-mai 2025

Source : GEB-Idele d'après Douanes françaises



Nos exportations de viande bovine progressent sur les cinq premiers mois de l'année de 3% /2024, à 97 000 téc, surtout grâce aux bons mois d'export de mars et d'avril (+7% puis +6% par rapport à l'an passé). Les expéditions progressent ou sont stables vers nos trois principaux clients :

- vers l'Italie (+9% /2024 ou +2 000 tecs, à 22 500 téc) du fait de la baisse de la production transalpine, avec la raréfaction des broutards français et la compétition entre Italie et Espagne pour les acheter (voir notre article sur les broutards),
- vers la Grèce (+4% ou +500 téc, à 14 000 téc).
- et vers l'Allemagne (-1% ou -100 téc, à 16 000 téc).

Les envois de viande française bondissent vers d'autres États membres depuis début 2025 (+59% ou + 3 400 téc) notamment vers le Portugal (+58% à 2 800 téc) et vers l'Espagne (+92% à 2 300 téc) qui manquent de viande cette année.

En revanche, nos expéditions vers les Pays-Bas se sont réduites : -9% /2024 (-1 500 téc) à 13 500 téc, notamment en rapport avec le recul des imports français depuis le Royaume-Uni (-1 000 téc).

Attention, les échanges sont affectés par des flux « parasites » avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs britanniques font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas. Ces flux ne sont pas retranchés des chiffres ci-dessus.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

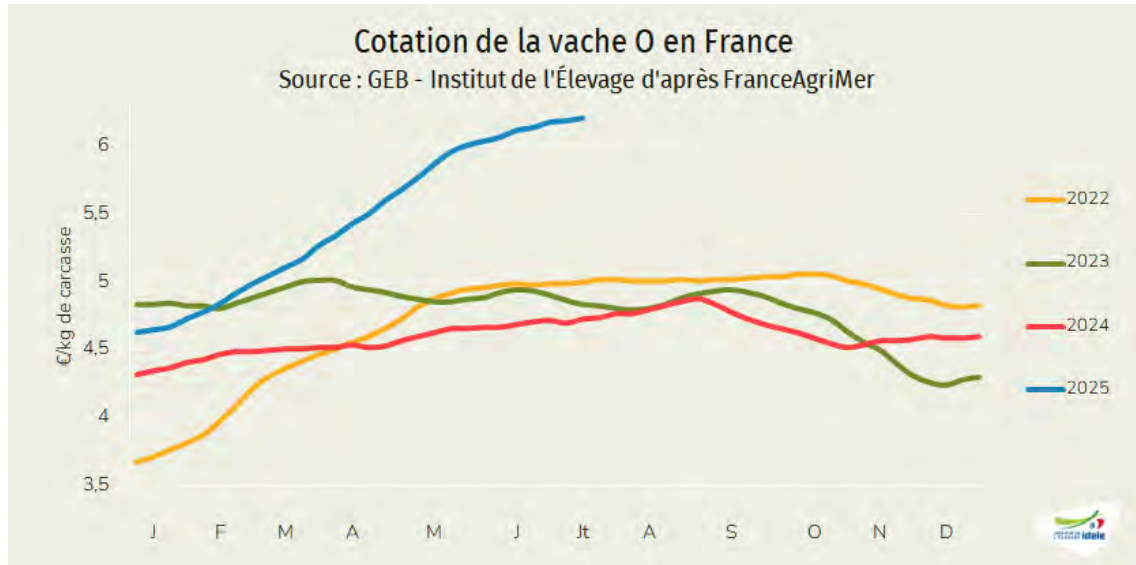
Abattages en hausse, les prix ralentissent

Dernière révision le 21 juillet 2025

Les cours des gros bovins français poursuivent leur hausse, mais plus timidement, alors que la sécheresse amène un regain d'abattage. Les coûts de production sont en très léger recul sur un an.

Avec la reprise des abattages, le cours de la vache O s'assagit

Le prix des vaches laitières françaises progresse toujours, gagnant 9 centimes en quatre semaines pour **la vache O, à 6,21 €/kg de carcasse en semaine 28**. La hausse est toutefois moins forte qu'un mois plus tôt où elle avait gagné 16 centimes en quatre semaines. Le marché européen reste très tendu, mais récemment les abattages en France ont retrouvé des niveaux normaux après un mois de mai fortement ralenti.

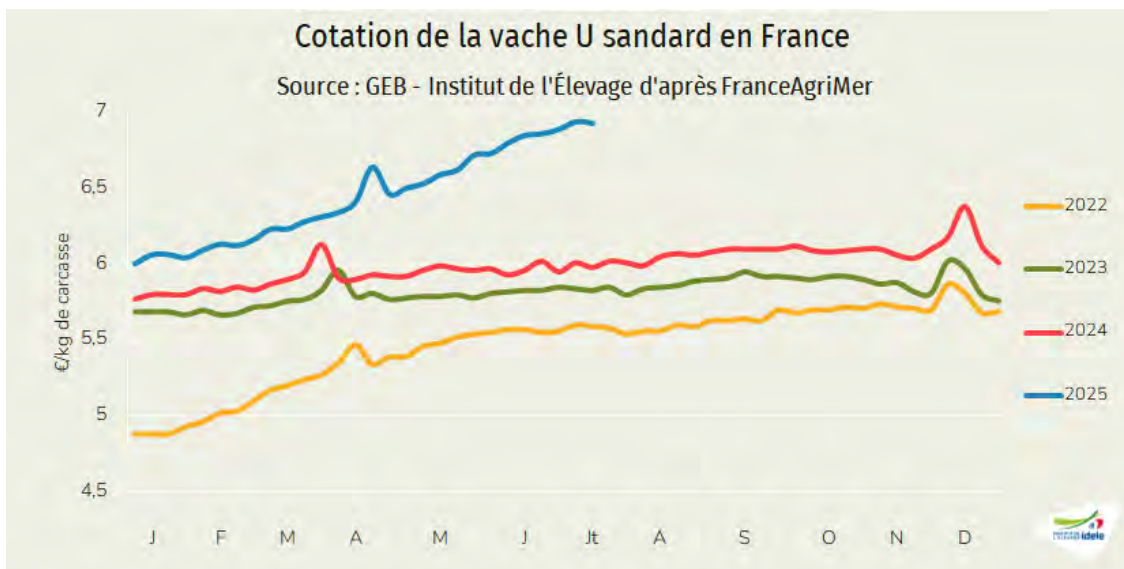


La cotation française de la vache P a bien atteint les 6 €/kg de carcasse, du jamais vu, en semaine 26 puis 28, après avoir gagné puis perdu 1 ct entre-deux (+36% /2024).

Les cotations françaises restent inférieures à certaines cotations européennes, mais le cours irlandais a perdu de sa valeur depuis fin avril et n'est plus que 32 centimes au-dessus de la française (voir notre article vaches en Europe).

La vache U à bon niveau

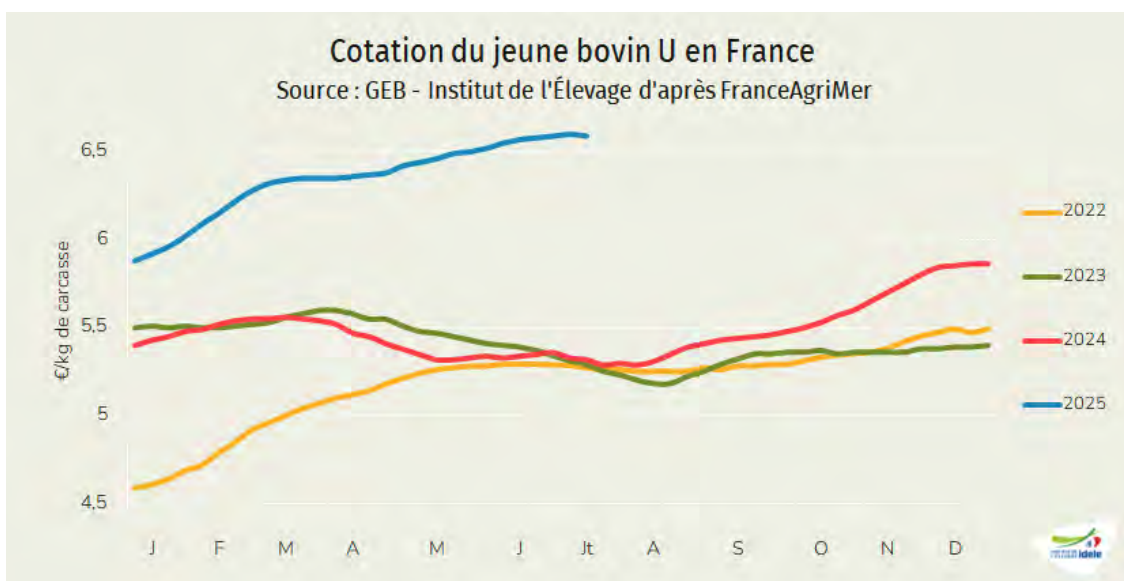
Les cours des meilleures vaches de race à viande ont continué leur progression au début de l'été, engrangeant **8 cts en quatre semaines pour atteindre 6,93 €/kg en semaine 28 pour la vache U** (+16% /2024), après 6,94 € la semaine précédente. Le rythme d'abattage des vaches allaitantes a accéléré tout récemment du fait de la sécheresse, ce qui ralentit la hausse des prix.



La cotation de la vache R suivait une tendance analogue : +10 centimes sur quatre semaines, à 6,64 €/kg de carcasse en semaine 28 (+20% /2024).

Les prix des JB fermes malgré l'été

Après un plateau en mars, les cotations des jeunes bovins français sont reparties à la hausse en avril et **ont continué de progresser de quelques centimes par semaine**, à rebours de la baisse saisonnière habituelle en été. En effet, la production de jeunes bovins s'est réduite en UE alors que la demande est bien présente, notamment en Allemagne et sur le pourtour méditerranéen, ce qui soutient les prix.



La cotation française du jeune bovin U a gagné 2 centimes en quatre semaines pour atteindre 6,59 €/kg de carcasse en semaine 28 (+24% /2024). La hausse a été un peu plus forte pour le **jeune bovin R** (4 cts en quatre semaines) à 6,45 €/kg en semaine 28 (+25% /2024). La cotation du **jeune bovin O** a progressé plus vite, comme le mois passé, de 10 centimes dans le sillage des vaches laitières, à 6,13 €/kg (+29% /2024). Dans les autres États membres, les cours des jeunes bovins restent bien supérieurs aux cours français (voir l'article sur les jeunes bovins en Europe).

Rattrapage du rythme d'abattage en juin-juillet

La production de viande de gros bovins en France a reculé de 4% en 2025 sur les cinq premiers mois de l'année (-49 000 téc).

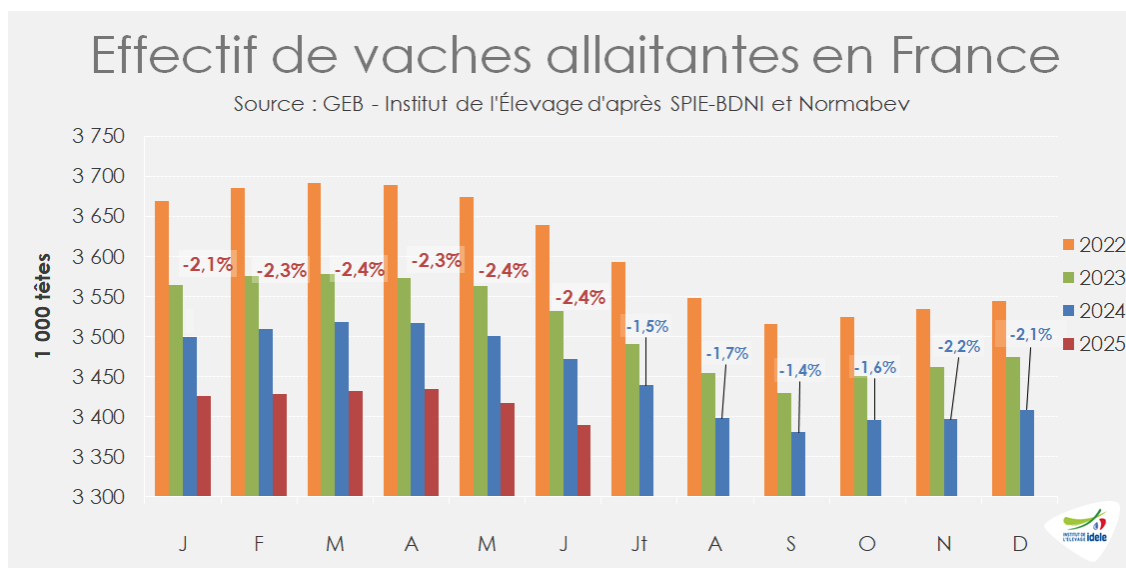
Entre les semaines 25 et 28, de mi-juin à mi-juillet, le nombre de gros bovins abattus a progressé de 0,8% /2024, après un mois de mai fortement ralenti (-7% /2024) du fait des bonnes conditions fourragères et du prix du lait incitatif. Entre mi-juin et mi-juillet, les abattages ont donc retrouvé un rythme plus soutenu selon l'indicateur hebdomadaire Normabev, opérant un rattrapage du mois de mai. Les évolutions ont été les suivantes pour es différentes catégories de bovins (en têtes) :

- **vaches de type viande** : **+5,7% /2024** sur les quatre dernières semaines, tandis que le rythme de ces réformes reculait de 1% /2024 en mai.

- **jeunes bovins de type viande : +0,6% /2024** ces quatre dernières semaines contre -8% /2024 en mai.
- **génisses viande : rythme d'abattage équivalent** à celui de l'an passé,
- **vaches laitières : rythme équivalent à l'an passé**, alors que les réformes laitières étaient ralenties depuis le début de l'année. L'arrivée des fortes chaleurs et l'arrêt de la pousse de l'herbe a pu conduire des éleveurs laitiers à faire un peu de tri dans leur troupeau.

Le cheptel recule toujours

Au 1^{er} juin 2025, la France comptait **3,389 millions de vaches allaitantes**, soit -2,4% /2024 ou -82 000 têtes, une situation qui ne s'est pas dégradée par rapport au 1^{er} mai. Les effectifs de génisses de type viande (âgées de plus de 18 mois) sont renforcés depuis plus d'un an : +2,0% au 1er juin comparé à 2024, ou +33 000 têtes, sans que l'on sache si elles sont destinées au renouvellement du cheptel ou à l'abattage. Une partie d'entre elles est probablement des génisses de reproduction ayant eu des problèmes de fertilité liés aux épizooties présentes depuis l'automne 2024.

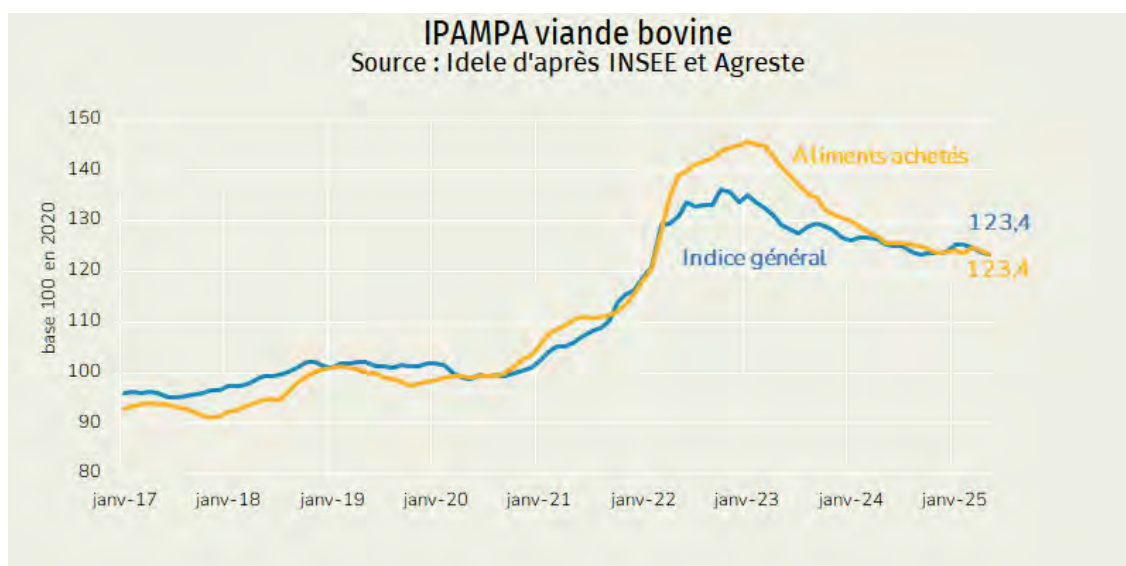


Le nombre de vaches laitières était lui aussi en baisse au 1^{er} juin, de 2,2% à 3,235 millions de têtes, soit -74 000 têtes /2024. Les génisses laitières de plus de 18 mois étaient aussi en recul (-2,0% ou -24 000 têtes /2024).

Les maladies vectorielles MHE et FCO ont entraîné une surmortalité des vaches et un fort recul des naissances de veaux allaitants (voir notre article sur les broutards). Depuis fin juin, la dermatose nodulaire contagieuse (NDC) inquiète dans les deux Savoies mais concerne un territoire très restreint, l'insecte vecteur de la maladie étant sédentaire.

L'IPAMPA viande bovine s'érode de 2% en un an

L'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) varie peu actuellement. En mai, il était stable comparé au mois précédent et en léger recul de 2% /mai 2024, à 123,4, grâce au recul de 2% sur un an de l'IPAMPA aliments achetés ainsi qu'au recul de 17% de l'IPAMPA énergie et lubrifiants. A l'inverse, les engrais ont progressé (+5% /2024) ainsi que l'entretien et réparations du matériel et des bâtiments (respectivement +3% et +2% en un an).



À noter, l'IPAMPA ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges comme les coûts salariaux ou les coûts des travaux par tiers, qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à 2024.

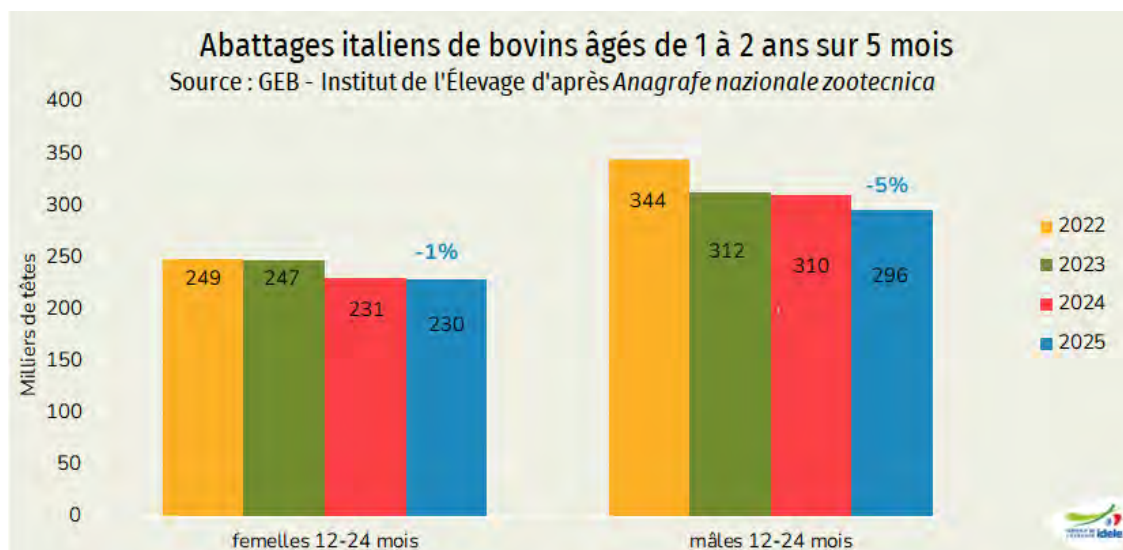
Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe » Offre en repli

Dernière révision le 21 juillet 2025

L'offre en jeunes bovins est en fort recul dans toute l'Europe, faute de mises en place au second semestre 2024. Le ralentissement estival de la demande conduit à une stabilisation des cours autour de la Méditerranée.

Baisse des abattages en Italie faute de mises en place

Faute de mises en place suffisantes du fait notamment de la baisse des disponibilités en broutards français, les abattages italiens de jeunes bovins étaient à nouveau en recul en mai.

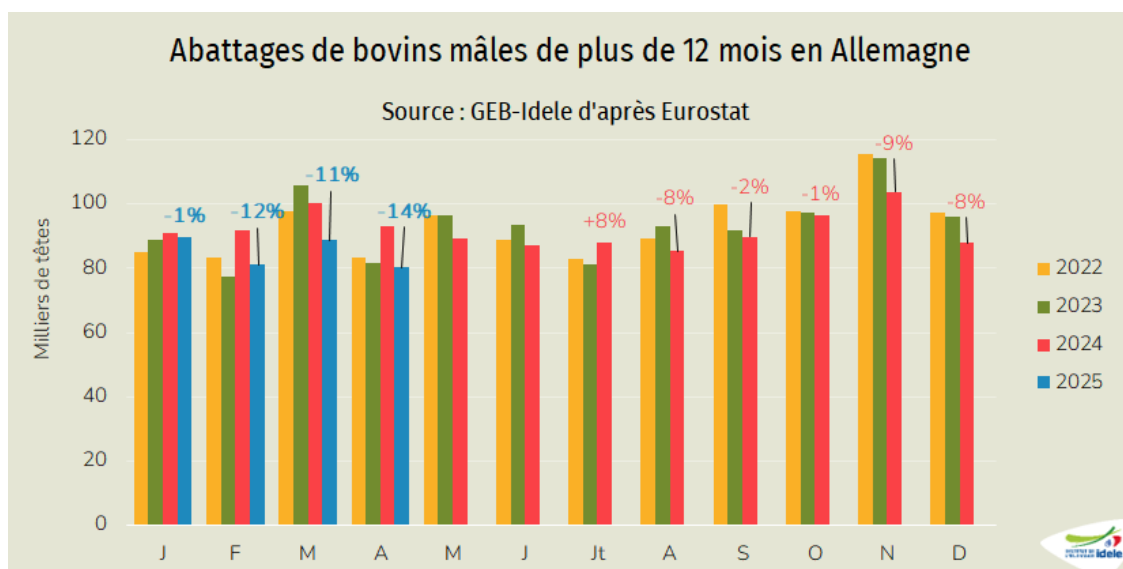


En mai, 110 000 bovins âgés d'un à deux ans ont été abattus en Italie, en recul de 2% /2024. En cumul sur cinq mois, les abattages atteignent 525 000 têtes (- 3% /2024 et -6% /2023) dont seulement 296 000 mâles (-5% /2024).

La détection d'un cas de dermatose nodulaire contagieuse a entraîné la fermeture des introductions d'animaux dans une large zone du Sud-Est de la Lombardie, touchant également l'ouest de la Vénétie, ce qui risque d'accroître la baisse de la production dans les mois qui viennent. Sans nouvelle détection de cas, les mouvements devraient reprendre mi-août, comme expliqué dans notre article dédié aux broutards.

Net recul des abattages allemands

En Allemagne, les mises en place réduites faute de disponibilités en veaux Fleckvieh continuent de contraindre les abattages.

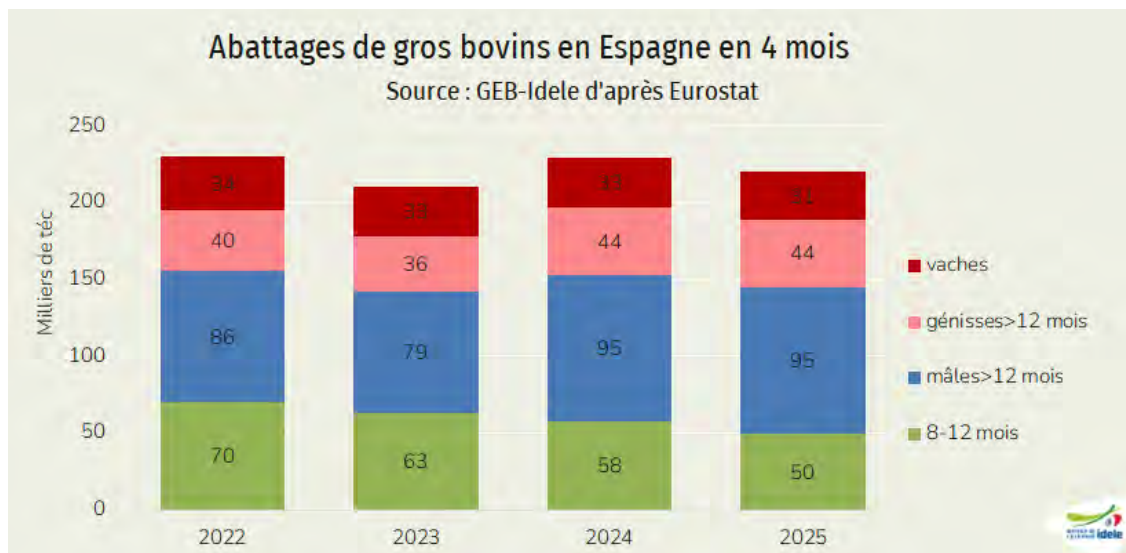


En avril, 80 000 mâles de plus de 12 mois ont été abattus pour 33 000 téc, en recul de 14% sur un an. En cumul sur quatre mois, le déficit d'abattage atteignait déjà 36 000 têtes (-10% /2024, à 340 000 jeunes bovins abattus) pour une baisse de production de 15 000 téc.

D'après l'indicateur hebdomadaire AMI, la situation ne s'est pas redressée par la suite et les abattages demeuraient restreints en début d'été. Sur les semaines 25 à 28 (du 16 juin au 13 juillet), les abattages de jeunes bovins seraient ainsi en recul de 8% /2024. La situation est similaire sur les vaches laitières, comme décrit dans notre article dédié aux femelles en Europe.

Production dynamique en Espagne

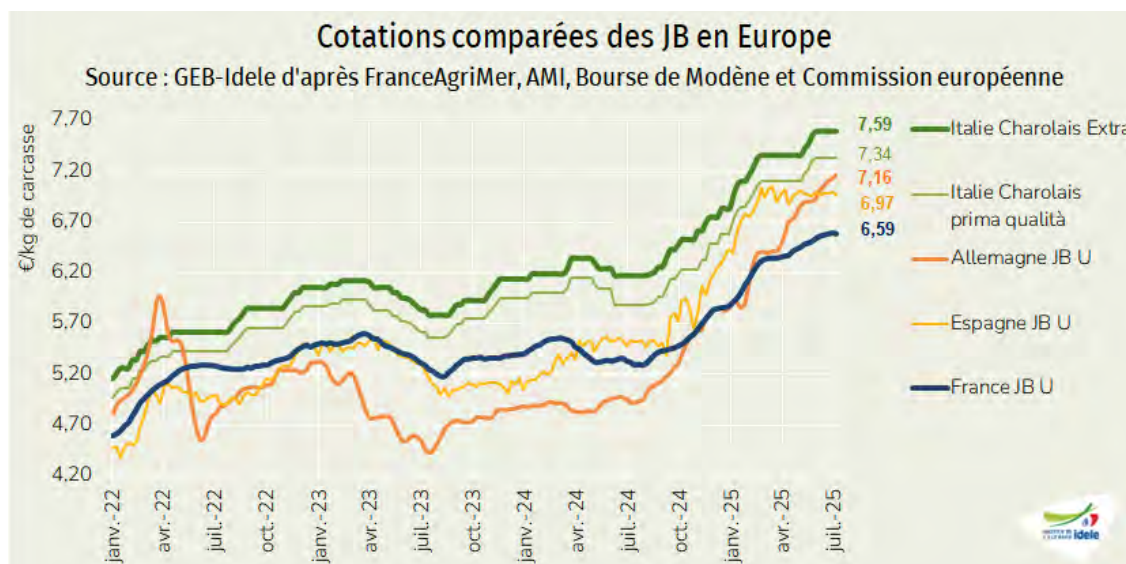
Les abattages de jeunes bovins étaient dynamiques en Espagne début 2025, soutenus par la hausse des importations de broutards lourds et par une nette hausse des poids carcasse.



En cumul sur les quatre premiers mois de 2025, la production de viande de taurillons a ainsi atteint 95 000 téc, un niveau similaire au record historique de 2024 malgré des effectifs abattus en repli de 3%. La nette hausse des poids carcasse moyens, de 330 à 342 kg, a permis de maintenir la production. L'orientation des choix des engraisseurs espagnols vers des broutards plus lourds et les très bons prix de la viande ont participé à cet alourdissement généralisé des carcasses.

Cours élevés, stables ou toujours en hausse

La faiblesse de l'offre en bovins finis permet aux prix de rester élevés malgré le ralentissement de la demande en période estivale.



En semaine 28 :

- Le **jeune bovin charolais italien Prima qualité** cotait 7,34 €/kg de carcasse à Modène (+25% /2024, stable sur un mois),
- La cotation du **Limousin italien de 600-650 kg vifs** s'établissait à 7,74 €/kg de carcasse à Modène (+21% /2024, stable sur un mois),
- Le **JB U espagnol** cotait 6,97 €/kg carcasse (+26% /2024, stable sur quatre semaines)

À l'inverse, la cotation du **jeune bovin U allemand** poursuivait sa progression, à 7,16 €/kg carcasse (+46% /2024, +2% sur un mois). Le **jeune bovin R polonais** connaissait également une nouvelle hausse, à 7,03 €/kg de carcasse (+45% /2024, +5% en quatre semaines). Le **taurillon U français** arrivait en queue du peloton (6,59 €/kg de carcasse), à rebours de sa position historique.

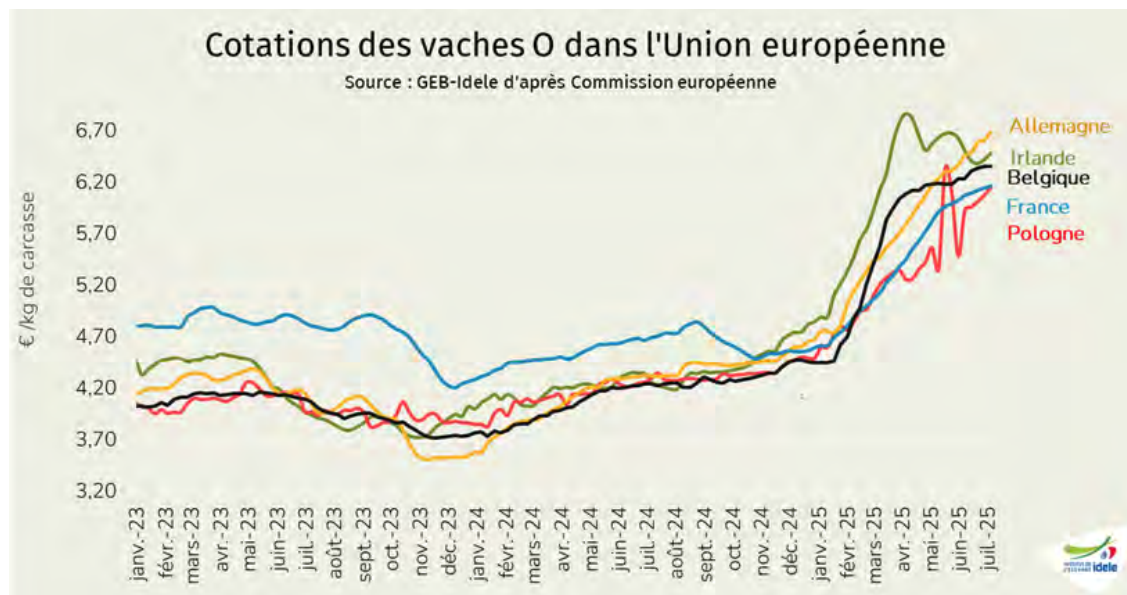
Viandes bovines » Femelles » Europe » Peu de réformes, hausse des cours

Dernière révision le 21 juillet 2025

Les réformes sont toujours ralenties en Europe du fait de la réduction des cheptels et du bon prix du lait. Les prix continuent de grimper, sauf en Irlande où ils se maintiennent à un haut niveau. Ceci se répercute sur le prix de la viande d'import en France.

Hausse des prix dans tous les pays européens

Les cours des vaches de réformes restent orientés à la hausse en Europe du fait de la **baisse de l'offre** qui contraint les abatteurs à concéder chaque semaine des centimes supplémentaires.



Avec la **flambée des cours**, les cotations des vaches O dans les différents États membres ont vu leur ordre se modifier :

- La **vache O allemande** est passée loin devant ses homologues, à 6,70 €/kg de carcasse en semaine 28 (+55% /2024).
- La **vache O irlandaise**, après avoir atteint un pic en avril s'est légèrement repliée mais reste à un haut niveau, à 6,50 €/kg (+52% /2024).
- En **Belgique**, la cotation de la vache O est passée loin devant celle de son homologue française au printemps et maintient avec elle un écart d'environ 20 centimes depuis le mois de mai. Elle se situait à 6,36 €/kg début juillet (+50% /2024).
- La **cotation française**, à 6,18 €/kg début juillet (+31% /2024), était loin de ses voisins du Nord alors qu'elle domine le marché en temps normal.
- La **cotation polonaise** arrivait juste derrière, à 6,17 €/kg (+43% /2024).

Abattages en forte baisse

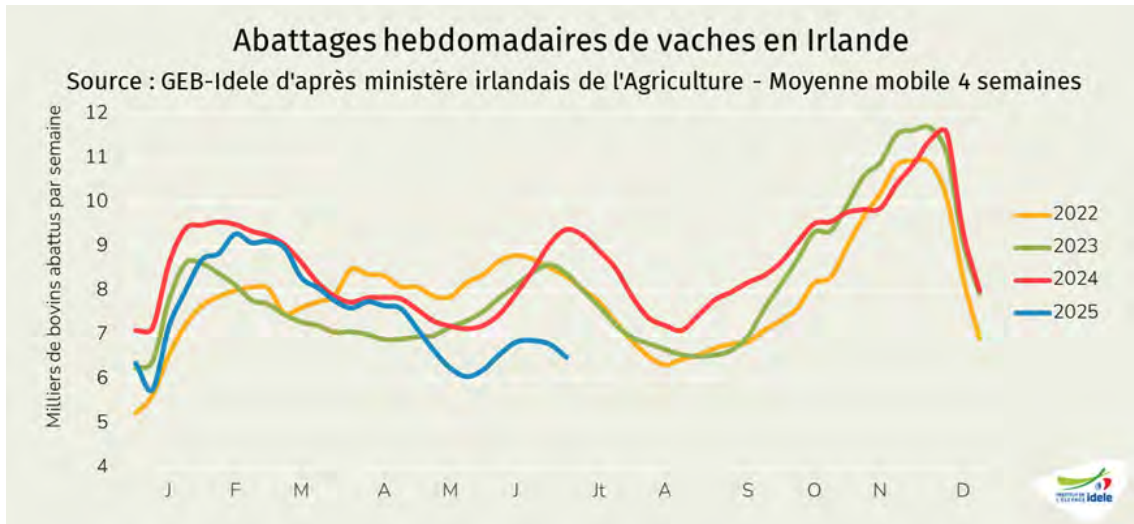
D'après Eurostat, les **abattages de vaches de réformes** (laitières et allaitantes) dans l'Union européenne sur les quatre premiers mois de l'année ont enregistré une **baisse de 4%** à 652 000 téc (-26 000 téc /2024). Plusieurs éléments expliquent ce recul :

- La **baisse marquée du cheptel reproducteur** européen en début d'année (-3% à 29,3 millions de vaches, laitières et allaitantes confondues),
- La **hausse du prix du lait** qui incite les éleveurs à conserver leurs vaches,
- Les **maladies vectorielles**, et notamment la FCO qui a dégradé les performances zootechniques et de reproduction dans certaines régions d'Allemagne, des Pays-Bas, de Belgique et de France, incitant finalement les éleveurs à conserver davantage de reproductrices.

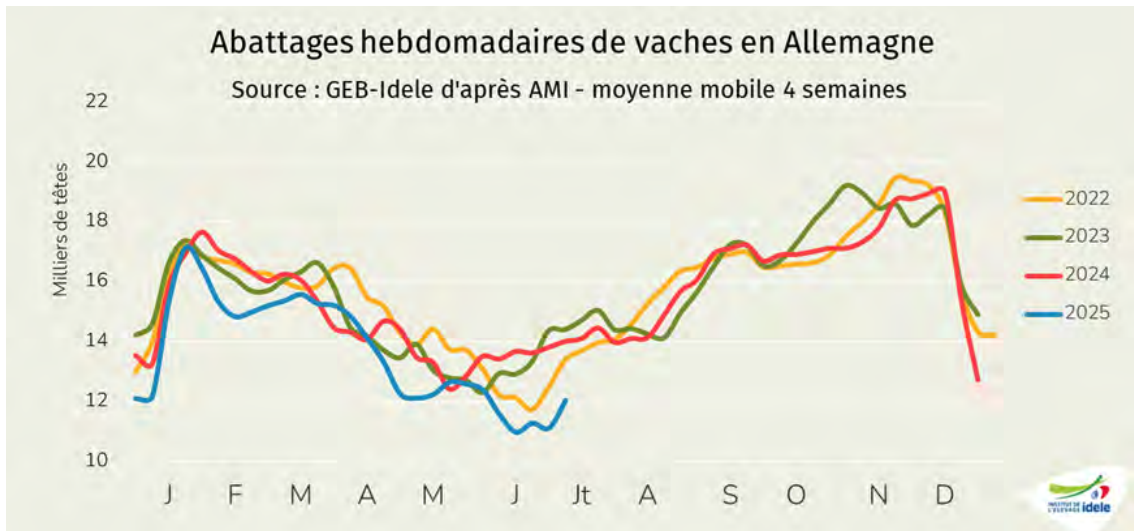
En **Belgique**, où la tension sur l'offre est particulièrement forte, les abattages de vaches sur les cinq premiers mois de l'année ont chuté de 11% à 115 000 têtes. Ceci a conduit les abatteurs belges à venir chercher des vaches en France, jusque dans le bassin charolais.

En **Irlande**, les abattages de vaches sur les 28 premières semaines de l'année affichent une baisse de 11%, avec un maintien en début d'année et un fort recul à partir du mois d'avril grâce à des conditions de pâturage favorables qui ont permis de garder davantage de vaches que les années passées.

Sur les semaines 25 à 28, les abattages de vaches ont enregistré une chute de 31% par rapport au haut niveau 2024, lié alors à l'excès de pluie. La baisse est de 23% par rapport à 2023, année normale.

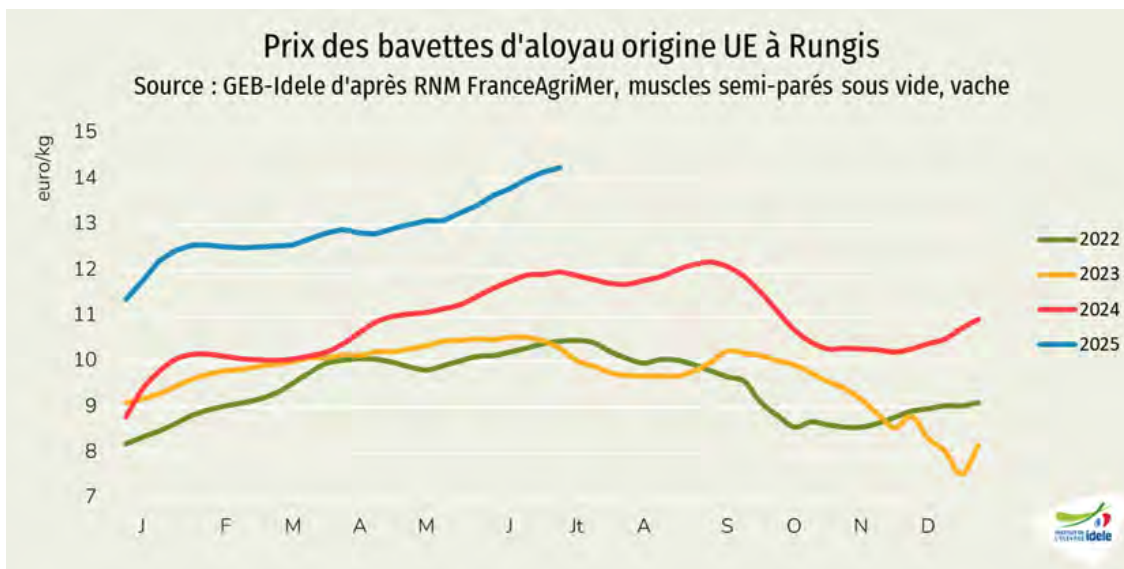


En **Allemagne**, les abattages de vaches ont reculé de 7% /2024 sur les 28 premières semaines de l'année. Comme en Irlande, la rétention est forte dans les élevages en ce début d'été. Les réformes sont en chute de 14% /2024 sur les semaines 25 à 28.



Prix en hausse sur le marché de Rungis

Dans le sillage de la hausse des cours des vaches de réforme partout en Europe, la bavette d'aloyau, muscle emblématique parmi les pièces d'import, a vu son prix fortement progresser sur le marché de Rungis.



D'après le réseau national des marchés, la bavette de vache origine UE semi-parée était à 14,25 €/kg à Rungis le 11 juillet (+19% /2024 et +41% /2023). Elle avait gagné 3,15 € depuis le début de l'année.

L'entrecôte était quant à elle à 18,55 €/kg le 11 juillet (+23% /2024 et +29% /2023).

La hausse des prix de la viande importée explique en partie la baisse de 4% des importations françaises de viande bovine enregistrée sur les cinq premiers mois de l'année (voir notre article sur le bilan de consommation).

Viandes bovines » Maigre »

Le contexte sanitaire complique les échanges avec les zones régulées italiennes

Dernière révision le 21 juillet 2025

La découverte d'un cas de dermatose nodulaire contagieuse en Lombardie fin juin a entraîné des restrictions aux mouvements locaux et notamment l'interdiction de l'entrée d'animaux dans la zone régulée, provoquant un léger tassement de la demande italienne en brouards et l'arrêt de la hausse des cours.

La dermatose nodulaire contagieuse perturbe le commerce autour de Mantoue (Italie)

Un foyer de dermatose nodulaire contagieuse (DNC) a été repéré le 25 juin en Lombardie, région de forte concentration d'ateliers d'engraissement. Comme en France, une zone de protection de 20 km, assortie d'une zone de surveillance de 50 km autour du cas lombard a été mise en place, avec des restrictions de mouvements et limité les entrées de brouards dans les élevages.

Cependant, en l'absence de nouveau cas constaté depuis cette première irruption, les règles de mouvements des animaux commencent à s'assouplir. Les animaux issus de la zone de protection peuvent désormais être abattus y compris dans des abattoirs de zone indemne, moyennant un protocole sanitaire strict. Toutefois, les abats des animaux sont encore systématiquement saisis, ce qui représenterait une perte de l'ordre de 35 à 45 €/taurillon.

D'après le règlement européen, l'introduction d'animaux issus de zone indemne est prohibée pendant 45 jours après la détection du dernier cas. En l'absence de nouveau cas depuis le 25 juin, les importations de brouards pourraient donc reprendre dans la zone à partir du 12 août.

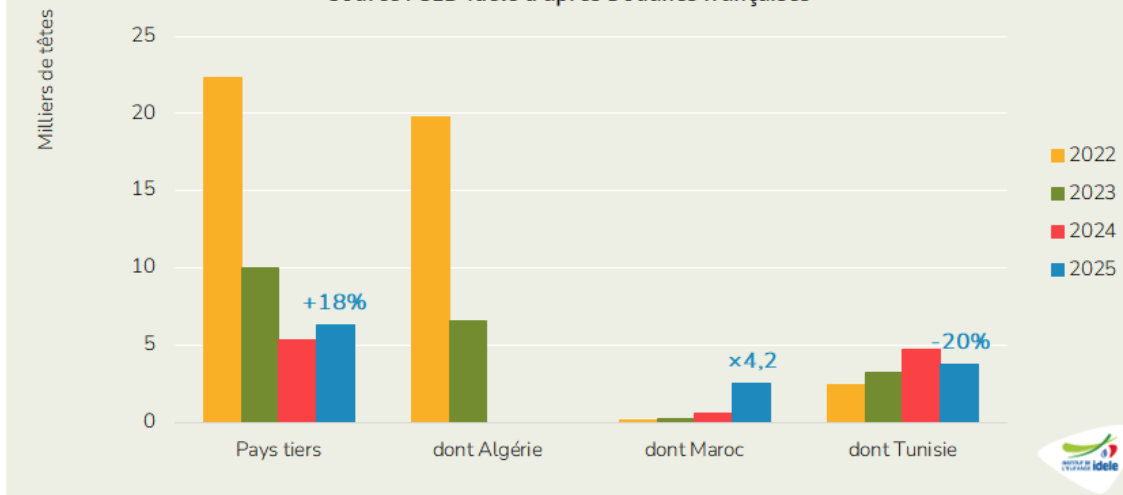
Aucun impact significatif n'a été observé sur les cours des taurillons italiens, comme expliqué dans notre article dédié aux jeunes bovins en Europe.

Fermeture des pays tiers

Avec 6 000 têtes sur cinq mois, les exports vers les pays tiers avaient été dynamiques en début d'année.

Exportations françaises de broutards vers les pays tiers entre janvier et mai (5 mois)

Source : GEB-Idele d'après Douanes françaises

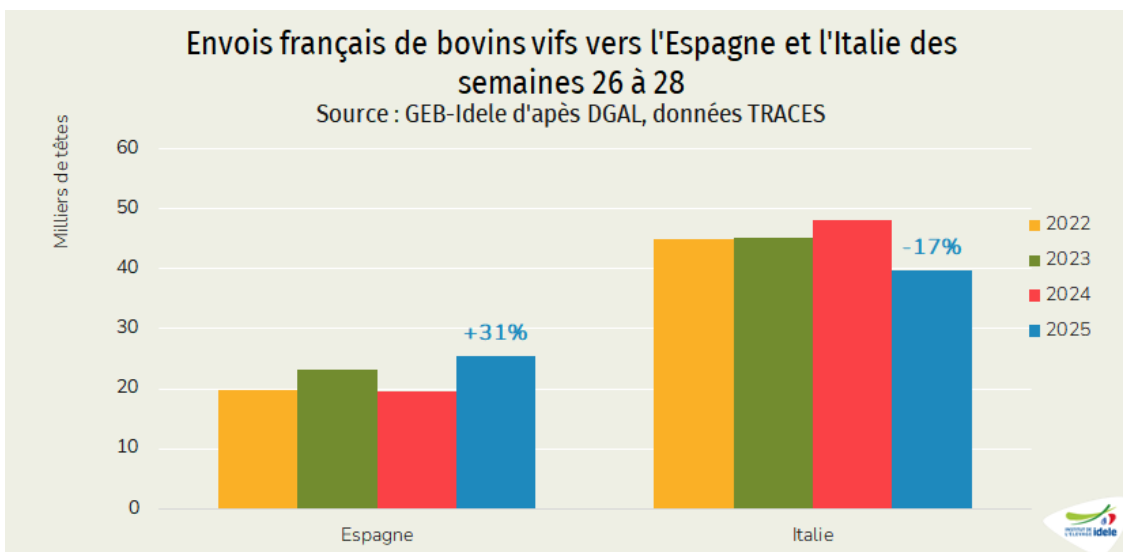


L'ensemble des broutards ont été exportés vers le Maroc (2 500 têtes, +2 000 /2024) et vers la Tunisie (3 500 têtes, -1 000 /2024).

Cependant, la détection de la DNC en France a entraîné la fermeture immédiate des exportations vers les pays tiers. Ceux-ci devraient donc tomber à zéro à partir de juillet 2025.

Fort recul des envois vers l'Italie

Depuis la détection des cas de DNC en Lombardie en semaine 26 (le 25 juin), les envois de bovins de tous types vers l'Italie (dont plus de 90% de broutards) ont fortement reculé.



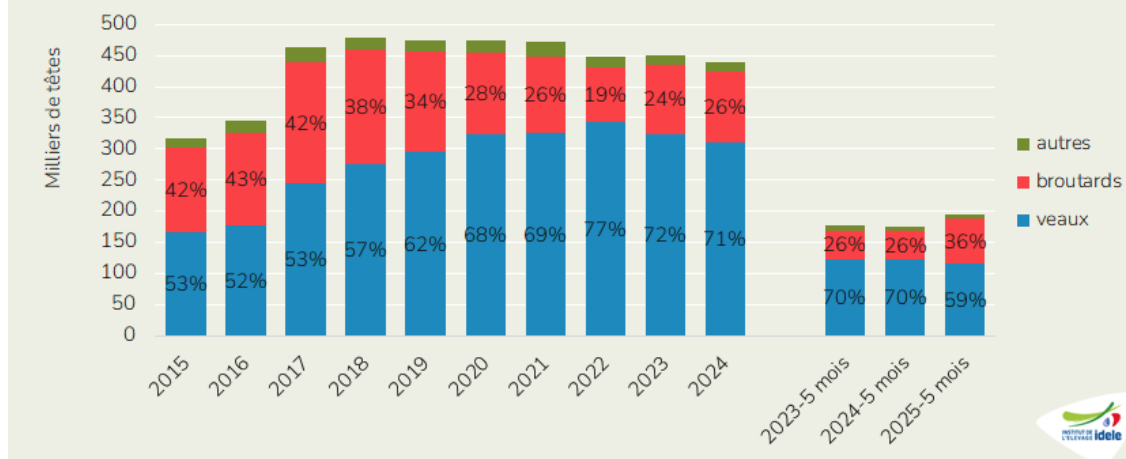
En cumul sur les trois dernières semaines, 40 000 bovins ont été exportés vers l'Italie, en baisse de 17% ou 8 000 têtes sur un an. À l'inverse, le dynamisme du marché espagnol se confirme, avec des imports en hausse de 31%, à 26 000 têtes en trois semaines. Attention cependant, ces exportations sont historiquement constituées à plus de 70% de veaux pour seulement environ un quart de broutards.

L'Espagne toujours demandeuse de broutards français

La hausse des envois de broutards vers l'Espagne, tirée par les mâles les plus lourds, explique la totalité de la croissance des exportations de bovins vifs.

Exportations françaises de bovins vifs vers l'Espagne

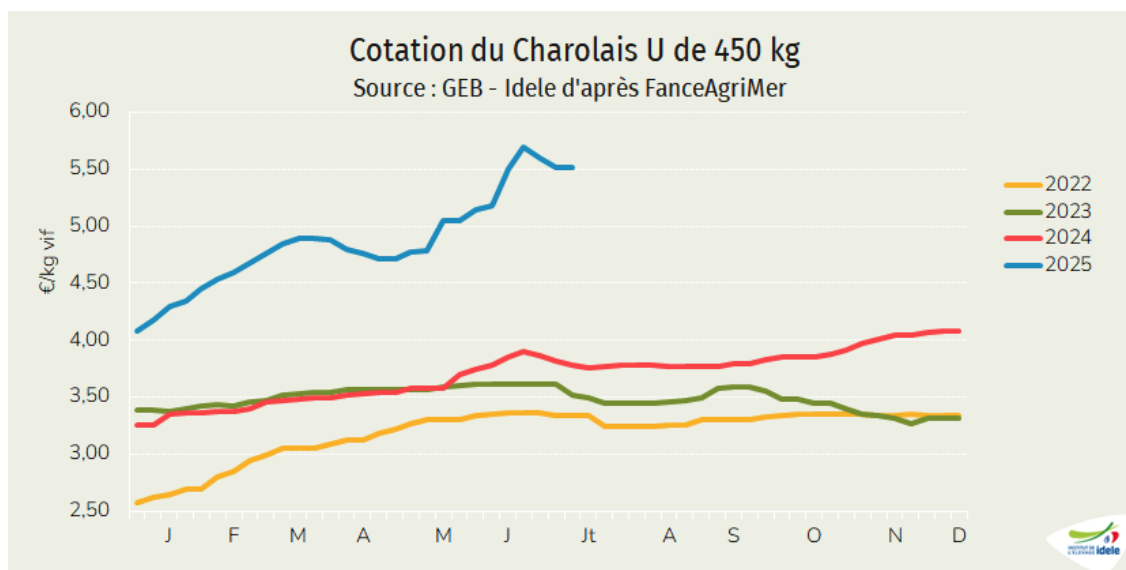
Source : GEB-Idele d'après Douanes françaises



En cumulé sur cinq mois, 196 000 bovins ont été exportés vers l'Espagne d'après les Douanes (+21 000 têtes /2024), dont 71 000 broutards (+26 000 têtes ou +58% /2024) et 117 000 veaux (-7 000 têtes). Les broutards représentent début 2025 36% des envois de bovins vifs vers l'Espagne, contre plutôt 20% à 25% historiquement.

Légère correction des cours

La baisse forcée de la demande italienne du fait de la DNC et des températures élevées ont conduit les opérateurs à mettre de la pression sur les prix. Un fléchissement des cours, habituel depuis quelques années en début d'été, a été enregistrée pour l'ensemble des catégories de broutards.



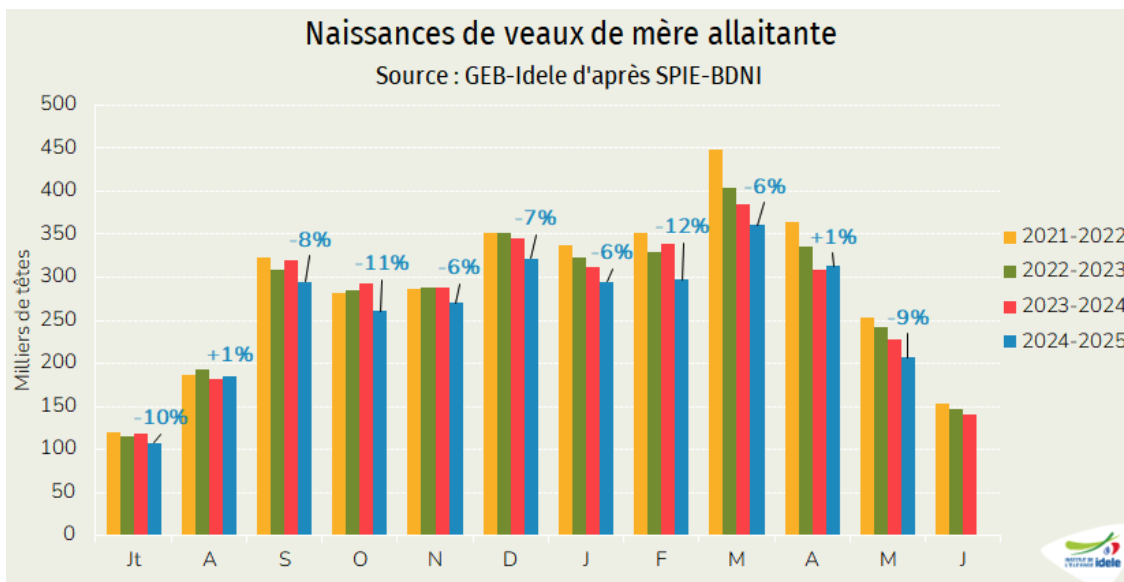
Cette baisse sur les trois dernières semaines n'efface cependant pas la hausse acquise depuis le début de l'année. En semaine 28, les cotations s'établissaient à :

- 5,51 € kg /vif pour le **Charolais U de 450 kg** vif, soit + 44% /2024 et +33 cts en quatre semaines,
- 5,75 € kg /vif pour le **Charolais U de 350 kg** vif, soit +49 % /2024 et +17 cts en quatre semaines,
- 5,35 € kg /vif pour le **Limousin E de 350 kg** vif, soit + 35% /2024,
- 5,62 € kg /vif pour le **Croisé R de 300 kg** vif, soit +61% /2024,
- 4,84 € kg /vif pour la **Charolaise U de 270 kg** vif, soit +42% /2024,
- 4,95 € kg /vif pour la **Limousine E de 270 kg** vif, soit +38% /2024.

Les fortes chaleurs et la sécheresse constatée en début d'été (voir la note agroclimatique prairies) pourrait pousser les sorties de broutards, réduisant ponctuellement le déficit d'offre constaté depuis plus d'un an.

Naissances toujours en fort recul

Bien qu'ayant fortement ralenti sa diffusion en France, les sérotypes FCO continuent de peser sur les naissances de veaux allaitants par l'impact qu'ils ont eu sur les reproductions de l'automne (infertilité des vaches et taureaux, avortements, etc.).



En mai, 207 000 veaux sont nés de mère allaitante, soit une baisse de 8,7% ou 20 000 têtes sur un an. Le **cumul sur la campagne** en cours (juillet 2024 – mai 2025) est également en forte baisse de 6,4%, à 2,913 millions de têtes, soit 205 000 naissances en moins. Les disponibilités en broutards s'annoncent donc faibles pour la fin de l'année 2025 et le début de 2026.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

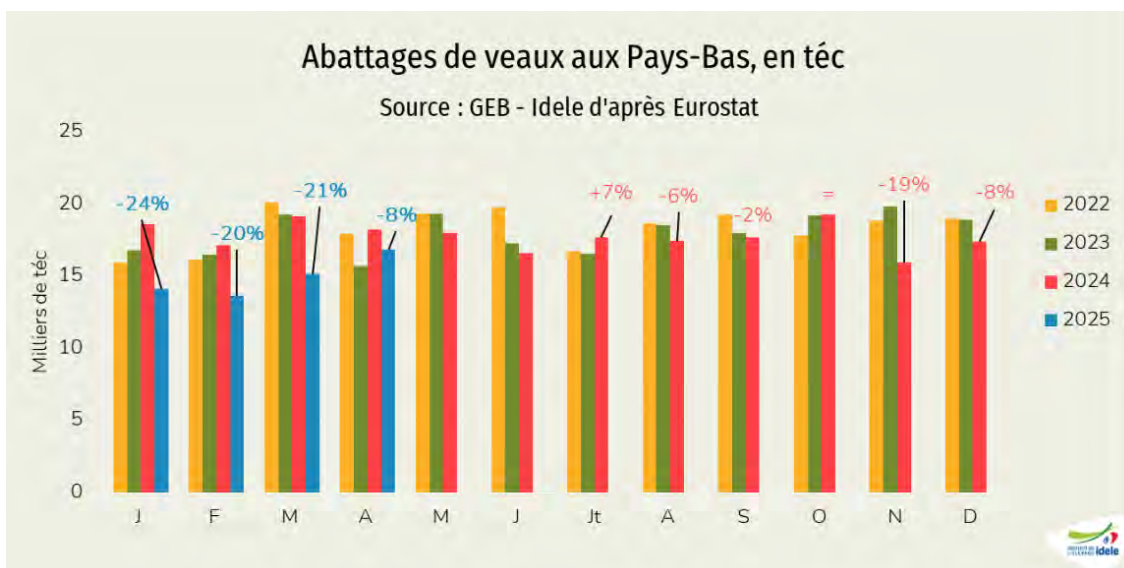
Reprise des cours néerlandais à la suite de la baisse de la production

Dernière révision le 21 juillet 2025

La baisse des mises en place à l'automne 2024 a eu pour effet de réduire fortement la production de veau aux Pays-Bas. En conséquence, les prix qui s'étaient stabilisés fin avril sont repartis à la hausse dès juin, de façon très précoce. Les prix restent stables en France à un niveau supérieur à ceux des années précédentes.

Ralentissement de la baisse des abattages aux Pays-Bas

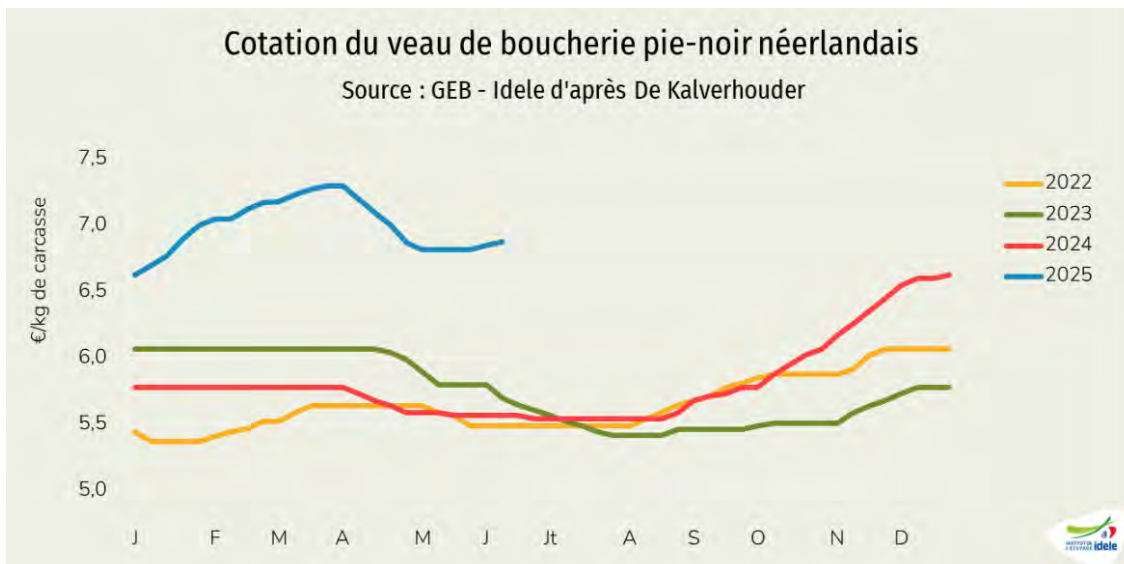
Les **abattages étaient en forte baisse aux Pays-Bas** en début d'année, à cause de mises en place faibles au second semestre 2024. En avril cette tendance s'est ralentie avec des abattages toujours en baisse mais plus proches des valeurs de 2024.



Les abattages étaient en recul de 6% en têtes et de 8% en téc par rapport à 2024. En **cumul sur les quatre premiers mois** de l'année, seuls 406 000 veaux ont été abattus aux Pays-Bas, soit 72 000 têtes de moins qu'en 2024, ou **-15%**. Par ailleurs, les poids carcasse ont chuté, montrant une volonté de sortir les veaux plus tôt pour répondre à une demande toujours présente. Ainsi, **sur quatre mois, la baisse des tonnages abattus aux Pays-Bas atteint 18% /2024**, totalisant seulement 60 000 téc .

Légère croissance des prix néerlandais faute d'offre

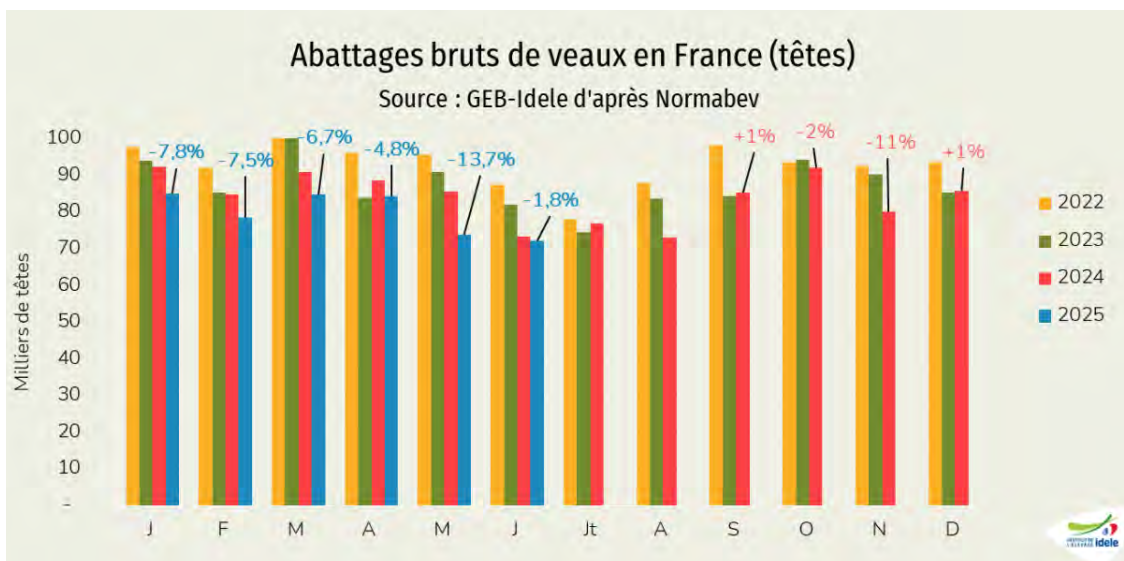
En conséquence du fort recul de la production aux Pays-Bas, **les cotations sont en légère hausse**, chose assez rare à cette saison et à rebours des pays française.



En semaine 28, le **veau de boucherie pie-noir néerlandais** cotait 7 €/kg de carcasse, en hausse de 12 centimes sur un mois et supérieur de 26% en comparaison à sa cotation de 2024. La cotation du veau rosé affiche une hausse similaire, atteignant 6,40 €/kg de carcasse (+36% /2024, +10 cts en quatre semaines).

Les abattages en léger recul au mois de juin en France

Les abattages de veaux de boucherie ont connu une baisse plus ténue en France, contrairement au mois précédent.



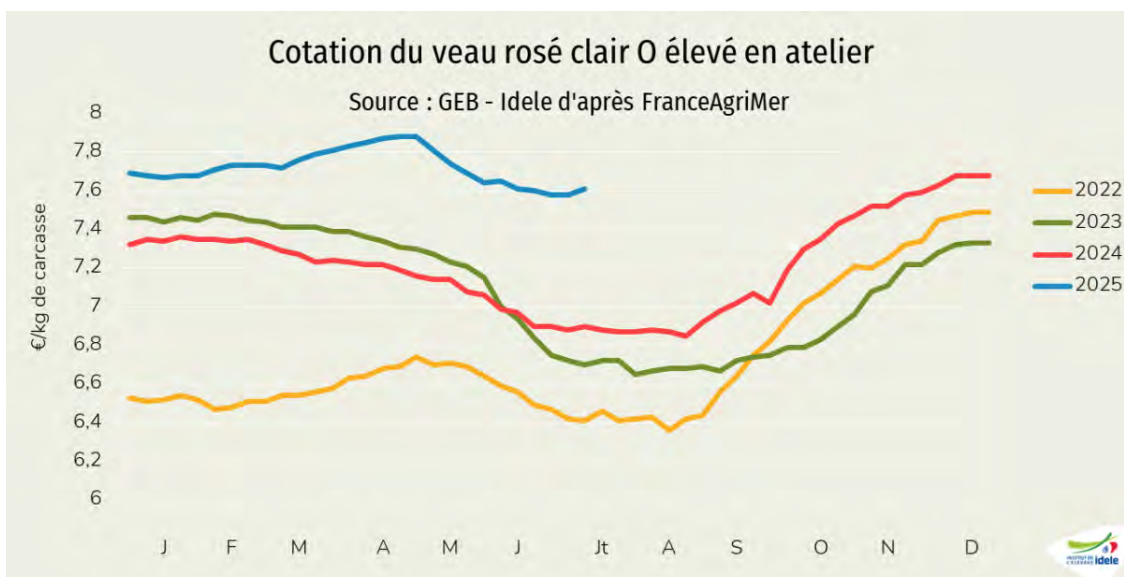
En juin, 72 000 veaux ont été abattus en France (-2% /2024) pour 11 000 téc (-1%). La hausse des poids carcasse à 148,1 kg éc (+1 kg /2024) est une conséquence des abattages plus tardifs (189,6 jours en moyenne, +0,5 jr /2024), ce qui a permis de limiter le recul de la production de viande, contrairement à la situation aux Pays-Bas.

Cependant, ces variations en dents de scie sont à remettre en perspective du nombre de jours ouvrés : mai 2024 comptait 23 jours ouvrés, contre 20 en 2025, tandis que juin 2024 comptait 20 jours ouvrés contre 21 en 2025. La baisse au mois de mai est donc à minorer car il y avait plus de jours ouvrés en 2024 qu'en 2025, et que la baisse en juin s'est faite malgré un nombre de jours ouvrés plus important en 2025.

Pour avoir une vision globale, **les chiffres en cumul sur six mois, peuvent nous éclairer** : 479 000 veaux ont été abattus au 1^{er} semestre (-7% /2024) pour 70 000 téc (-6% /2024) ce qui reste une baisse notable de la production de veau de boucherie.

Stabilisation des cours en France

À la suite d'une période de baisse saisonnière entamée en avril, les cours français des veaux de boucherie semblent se stabiliser, comme ce qui est observé usuellement à cette période de l'année.



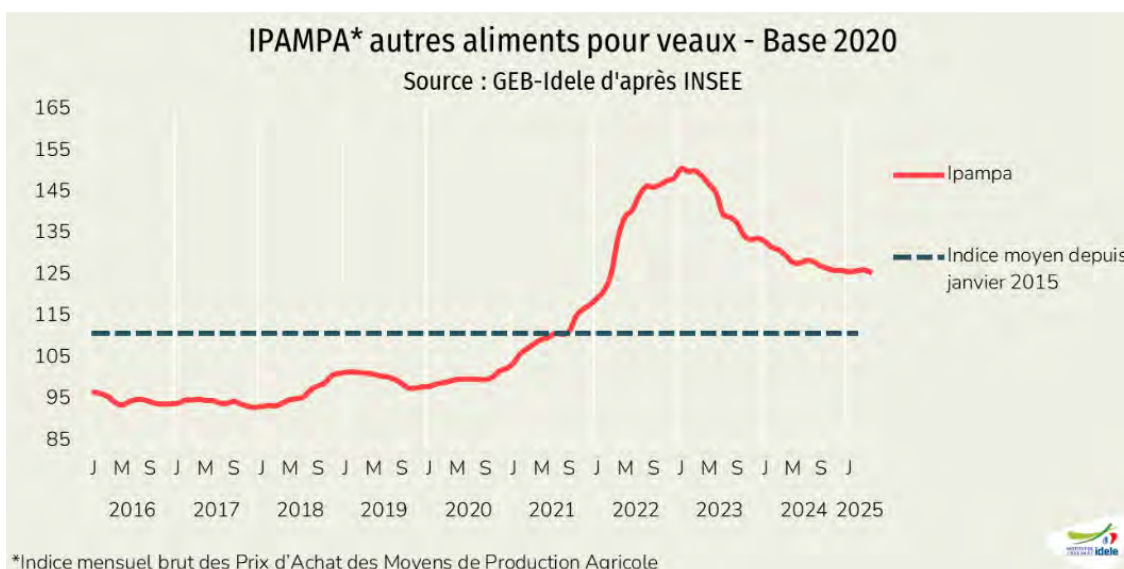
En semaine 28, les cotations étaient de :

- 7,61 €/kg de carcasse pour le **veau rosé clair O élevé en atelier**, soit 71 cts de plus qu'en 2024 et en baisse de 4 cts sur un mois,
- 7,95 €/kg de carcasse pour le **veau rosé clair R élevé en atelier** (+71 cts/2024 et -4 cts en quatre semaines),
- 10,35 €/kg de carcasse (moyenne semaines 24 à 27) pour le **veau rosé clair U élevé au pis** (+88 cts/2024 et +16 cts en quatre semaines).

Le prix des veaux français restait au-dessus des cotations des Pays-Bas et de l'Italie de plus de 80 centimes.

Des prix stables pour les matières premières

Les cours des moyens de production ont poursuivi leur lente décroissance, sauf pour les aliments d'allaitement non fibreux.



En mai, en base 100 en 2020 :

- L'**IPAMPA des aliments fibreux** (autres aliments pour veaux) se stabilisait à 126 points (-2%/2024, -14%/2023), stable depuis le début de l'année,
- L'**IPAMPA aliments d'allaitement pour veaux** s'établissait à 123 points, toujours sur un niveau intermédiaire entre les deux années précédentes (+6%/2024, -3%/2023),
- Le **prix du propane** était stable sur un mois à 116 points (= /2024 mais +2%/2023).
- La **poudre de lactosérum doux** cotait à 800 €/tonne en semaine 28, soit 22% de plus qu'en 2024 (+ 145 €/tonne).

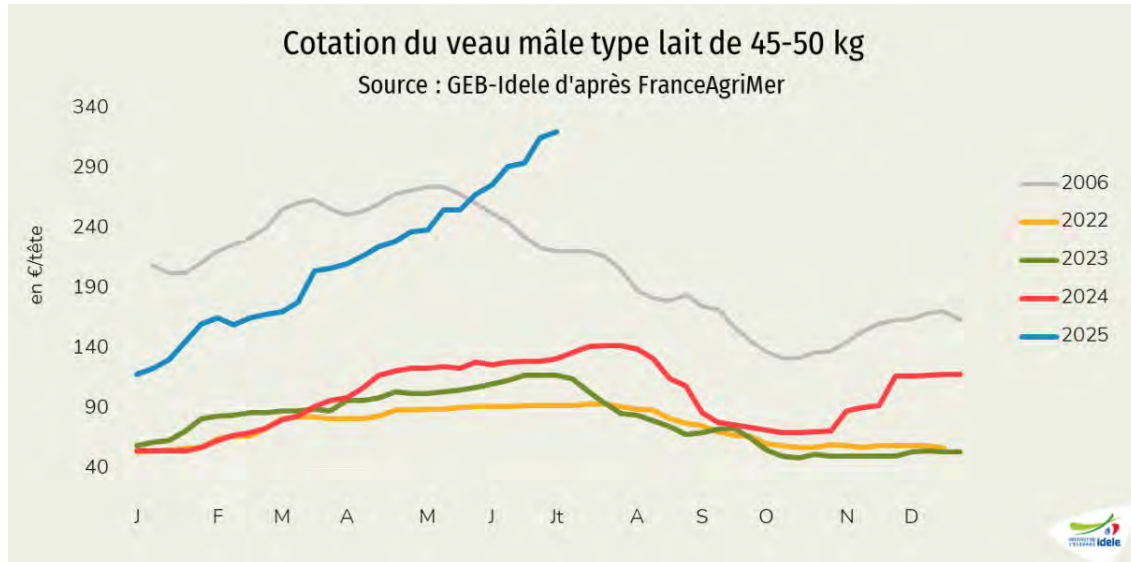
Le manque de veaux laitiers continue de tirer les prix

Dernière révision le 21 juillet 2025

Conséquence de la baisse des naissances, le manque d'offre tire les prix des veaux laitiers toujours plus hauts, à des niveaux inédits. La demande à l'export comme intérieure reste forte.

Hausse soutenue des cours

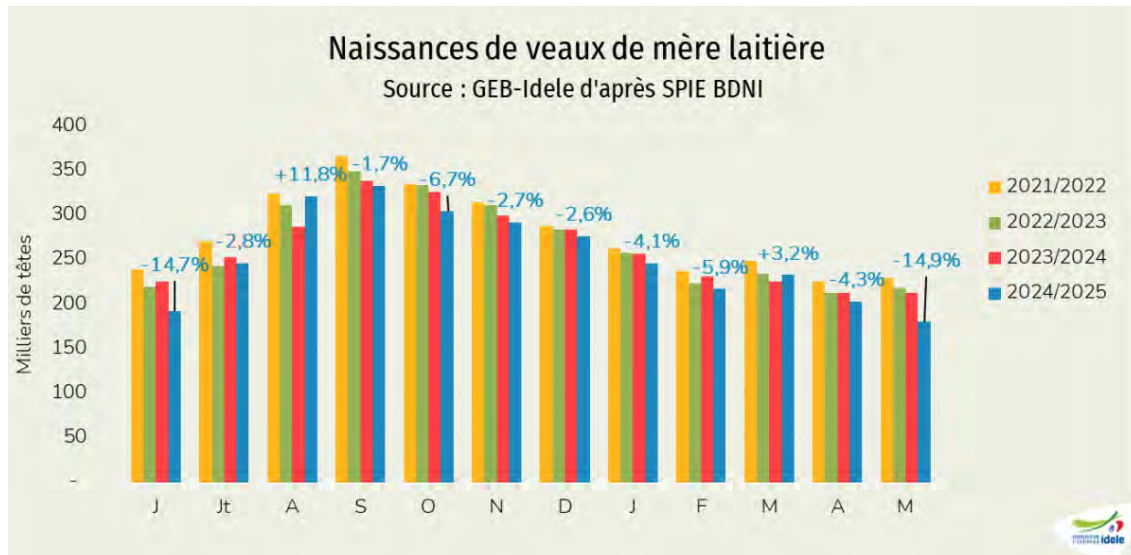
Dans un contexte d'offre toujours réduite, les cours des veaux laitiers ont continué de croître en juillet, dépassant les 300 € par tête.



En semaine 28, le **veau mâle laitier de 45-50 kg** cotait ainsi 320 €/tête, soit 178 € de plus qu'en 2024 à la même période. En quatre semaines, les prix ont crû de 25 €. Le prix des veaux était désormais 2,5 à 3 fois plus élevés que ceux des trois années précédentes.

Les naissances continuent de diminuer

Les naissances de veaux laitiers ont de nouveau baissé en mai, pour clôturer la campagne.



En mai, 181 000 veaux sont nés de mère laitière, en baisse notable de 15% par rapport à 2024 soit -20 000 veaux, comme anticipé par l'indicateur d'IA. On constatait la même chose pour les **veaux disponibles pour l'engraissement** (tous les mâles et les femelles croisées lait-viande), avec 108 000 naissances en mai (-16% /2024).

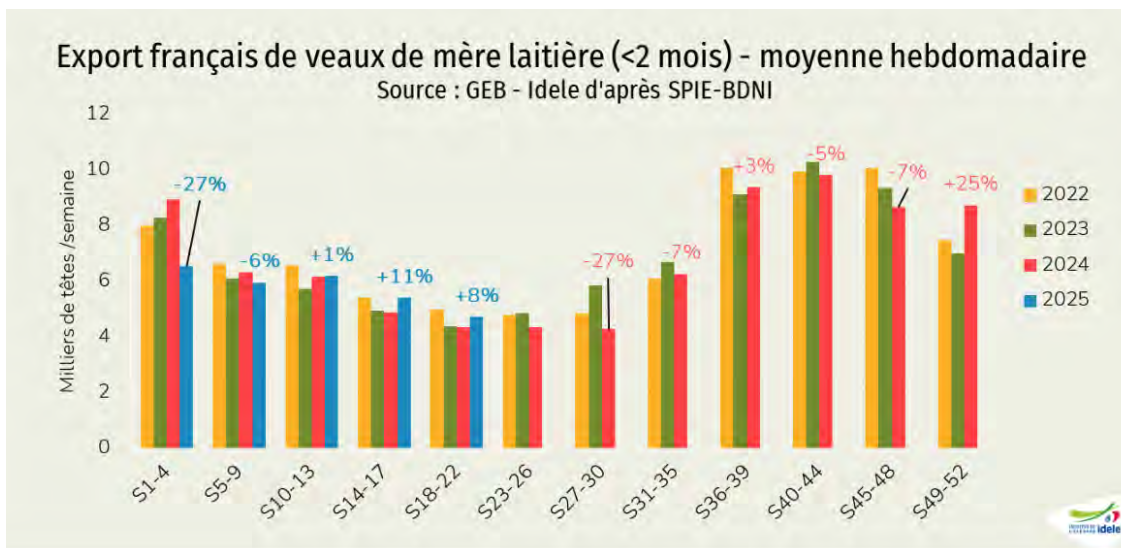
En cumul sur l'année, les naissances de veaux s'établissaient désormais à 1 081 000 têtes (-5% /2024), soit un déficit de 58 000 veaux.

Sur la campagne 2024-2025 désormais complète, 3 047 000 veaux sont nés, soit une baisse de plus de 3% /2023-2024.

Le manque de veau à engraisser, conséquence de la baisse du cheptel et des épidémies de ces derniers mois, a un fort impact sur les marchés.

Dynamisme des exportations.

Après un début d'année relativement faible, les exportations de veaux laitiers sont reparties à la hausse en avril et cette tendance s'est prolongée en mai.



Entre les semaines 18 et 22 (du 30 avril au 03 juin), 24 000 veaux ont été exportés, en hausse de 8% sur un an. Ce dynamisme comble en partie la baisse de début d'année, mais le cumul sur cinq mois affiche toujours un recul de 7 000 têtes par rapport à 2024.

Tout comme les veaux français, les prix des veaux espagnols ne cessent de grimper, signe que l'Espagne n'a pas de quoi satisfaire sa propre demande. En semaine 28, les veaux frisons espagnol atteignait 212 €/tête, soit 82% de plus qu'en 2024, (+95 €/2024), avec une hausse mensuelle d'environ 10€. Malgré les importations de veaux français et européens pour satisfaire la demande des engraisseurs, le manque de veaux tire les prix à la hausse en Espagne également.

Viandes bovines » Veaux laitiers »

La dermatose nodulaire contagieuse bloque les Savoie

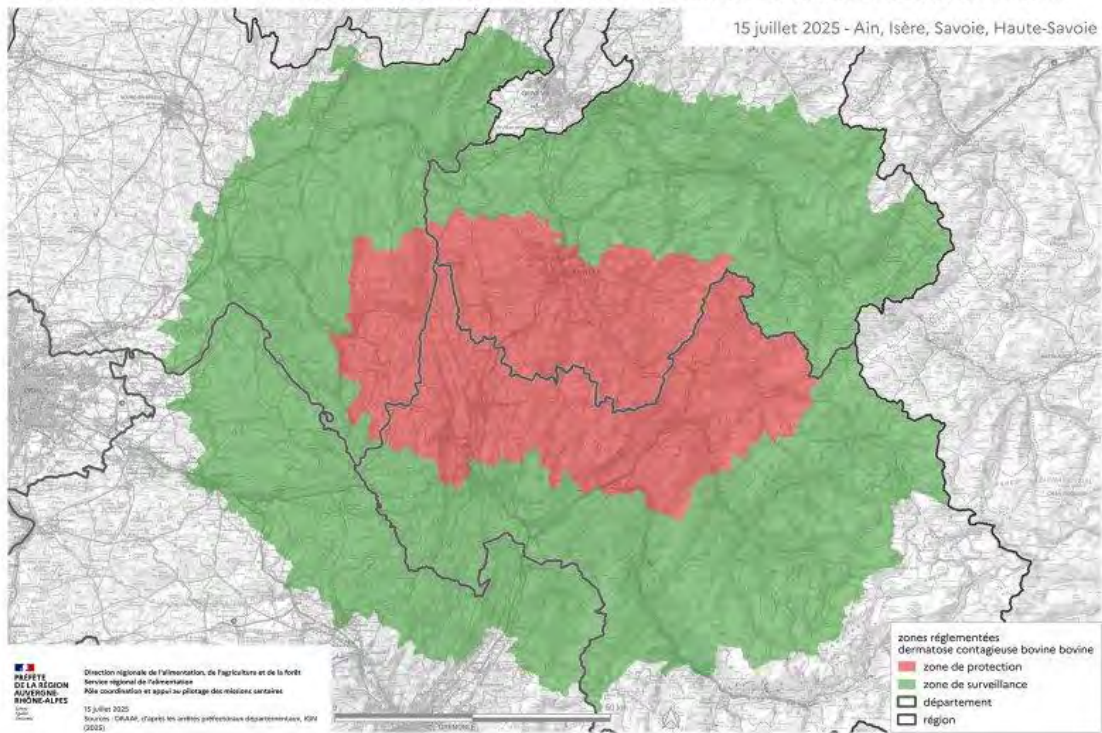
Dernière révision le 21 juillet 2025

La dermatose nodulaire contagieuse touche les Savoie. Outre les graves conséquences pour les troupeaux directement concernés (abattage total en raison du classement de la maladie en catégorie A par l'UE), cette situation engendre des restrictions sur les mouvements d'animaux. Durant l'été 2024, 19 200 bovins avaient réalisé un mouvement désormais interdit dans la zone réglementée établie au 18 jui

Situation de la dermatose nodulaire contagieuse au 18 juillet 2025

Vingt-six foyers de DNC ont été recensés en Savoie et Haute-Savoie. Les zones de protection (ZP) et de surveillance (ZS) de 50 km et 20 km autour de chaque foyer touchent désormais la Suisse et l'Italie.

ZONES RÉGLEMENTÉES SUITE A UNE DECLARATION D'INFECTION DE DERMATOSE NODULAIRE CONTAGIEUSE BOVINE



Les vaccins en provenance d'Afrique du Sud ont été réceptionnés le 15 juillet. Il s'agit d'un vaccin à une seule injection, avec début d'immunité à J+10 et protection complète à J+21.








Les mouvements seront encore interdits pendant les 28 jours après vaccination (délai d'incubation retenue pour la gestion de la DNC). Si avant les J+28, un animal déclare la maladie, l'abattage total de l'unité épidémiologique sera réalisé.

Estimation du nombre de mouvements d'animaux interdits

La mise en place des zones de protection et de surveillance autour des foyers de DNC interdit un certain nombre de mouvements d'animaux, détaillés ci-dessous.

Synthèse des conditions de mouvements selon les zones définies pour la DNC

Source : GEB-Idele d'après ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

Élevage de destination Élevage d'origine	 <u>Elevage en ZP</u>	 <u>Elevage en ZS</u>	 <u>Elevage en ZI</u>	 <u>Pâturage en ZS</u>
 <u>Elevage en ZP</u>	Mouvement pour élevage/engraissement interdit			Mouvement interdit
 <u>Elevage en ZS</u>	Mouvement pour élevage/engraissement interdit	Mouvement soumis à autorisation de la DDPP*	Mouvement pour élevage/engraissement interdit	Mouvement soumis à autorisation de la DDPP*
 <u>Elevage en ZI</u>	Mouvement pour élevage/engraissement interdit		Mouvement autorisé (sans autorisation DDPP)	Mouvement interdit

* autorisation soumise au respect des conditions indiquées dans le règlement 2020/687



Les mouvements vers les abattoirs restent autorisés depuis toutes les zones, moyennant une autorisation de la DDPP pour les ZS et ZP et des conditions d'abattage particulières (abattage séparé, saisie des abats, traitement spécifique des peaux). Plus d'informations sont disponibles dans un point de situation régulièrement mis à jour.

Pour estimer le nombre d'animaux bloqués dans les ZS et ZP, nous avons pu recenser à partir de la BDNI les mouvements des animaux issus de ces zones à l'été 2024, hors mouvements pour abattage car ils restent autorisés.

Mouvements d'animaux entre juillet et septembre 2024, en têtes (hors mouvements pour abattage)

	[0-4 mois]	[4-16 mois]	≥16 mois	TOTAL
Mouvement autorisé				
ZI vers élevage ZS	1 749	1 053	1 325	4 127
ZS vers export ZS	5 955	2 341	1 152	9 448
ZI vers élevage ZP				
ZP vers export ZP	3 801	582	1 261	5 644
ZP vers élevage ZS				
TOTAL	11 505	3 976	3 738	19 219
Mouvement soumis à autorisation de la DDPP				
ZS vers élevage ZS	853	328	1 333	2 514
Total	12 358	4 304	5 071	21 733

Source : GEB-Idele d'après SPIE/BDNI

Au total, près de 20 000 animaux avaient réalisé l'an dernier un mouvement désormais interdit.

Collecte française sous pression, hausses modérées dans les principaux bassins

Dernière révision le 21 juillet 2025

Lait de vache » Collecte laitière »

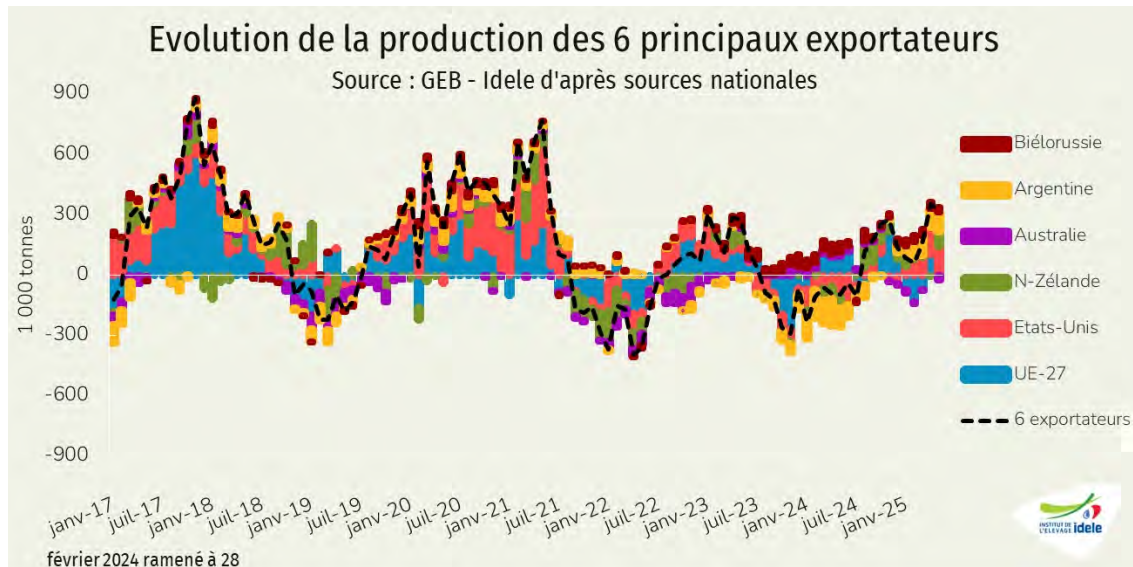
Hausse modérée de la production de lait dans les principaux bassins

Dernière révision le 21 juillet 2025

Portée au mois de mai 2025 par des hausses de production aux États-Unis, en Argentine ou encore en Nouvelle-Zélande et en Biélorussie, l'offre laitière cumulée des principaux exportateurs mondiaux était en hausse sur un an pour le 10^{ème} mois consécutif.

Le redressement de la production impulsé notamment par les rebonds en Amérique et en Océanie

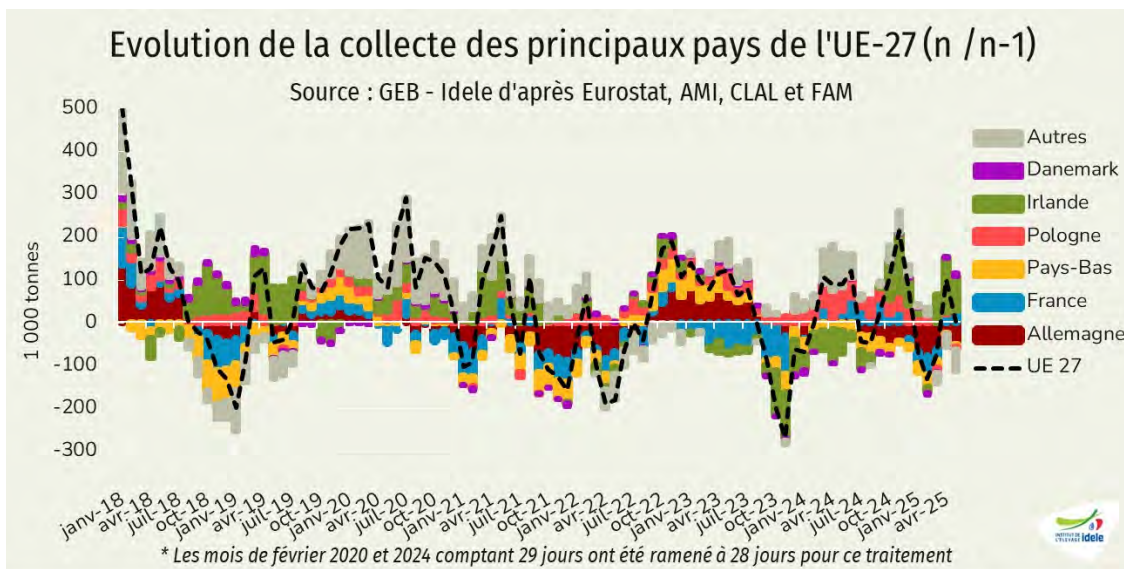
Entamée en août 2024, la hausse sur un an de la production cumulée de lait des six premiers exportateurs mondiaux de produits laitiers (Argentine, Australie, Biélorussie, États-Unis, Nouvelle-Zélande et UE-27) s'est poursuivie en mai 2025 (+1,2% /2024), pour le 10^{ème} mois consécutif. Les progressions restaient d'ampleur mesurée. Deux exceptions cependant : la production était stable en UE-27 et en retrait en Australie.



Une collecte laitière européenne stable mais hétérogène

Depuis plusieurs mois, la progression de la collecte au sein de l'UE-27 oscille entre baisses et hausses mesurées. En mai 2025, elle était stable sur un an, à 13,4 Mt (= /2024). En cumul sur cinq mois, elle restait en léger retrait à 61,8 Mt (-0,3% /2024).

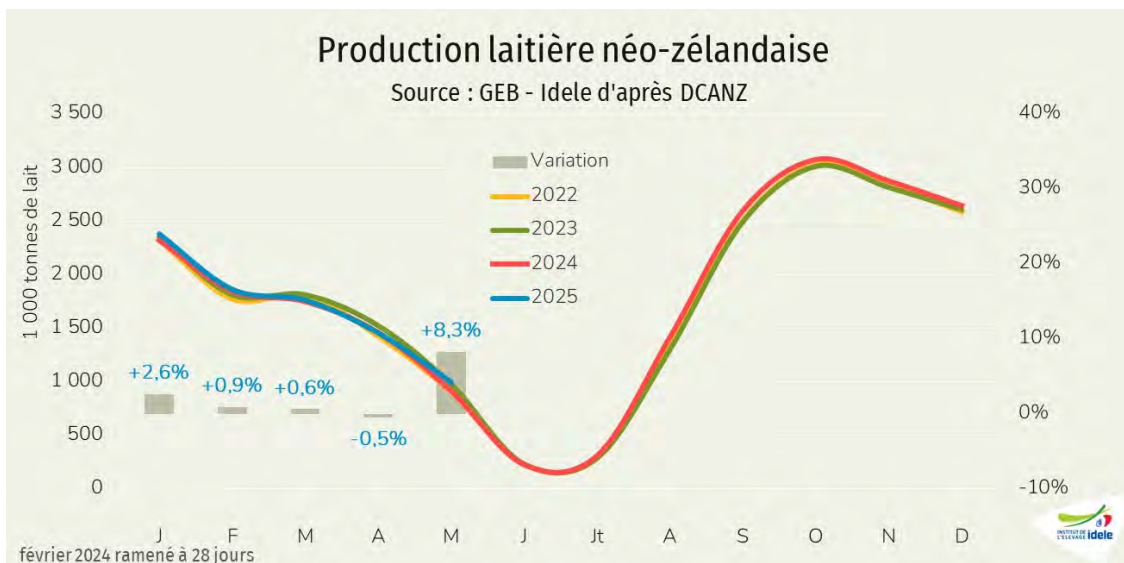
Les dynamiques en UE restaient divergentes. Sur 5 mois (janvier-mai), d'après Eurostat, la collecte française était en retrait sur un an (-0,5% /2024), tout comme les collectes néerlandaise (-1,2%), espagnole (-1,7%) ou allemande (-2,0%). A contrario, les collectes polonaise (+0,5%), italienne (+1,4%), et surtout irlandaise (+8,0%) ont progressé sur un an. Pour la suite, les incertitudes sont fortes, entre développement des épizooties (Dermatose nodulaire contagieuse, fièvre aphteuse, ...) et effets des chaleurs excessives sur les disponibilités en fourrage et la productivité animale. En effet, les conditions météo de cet été, s'annoncent très chaudes en Europe comme en France. Entre juillet et septembre 2025, Météo France met en avant les scénarii plus secs et plus chauds.



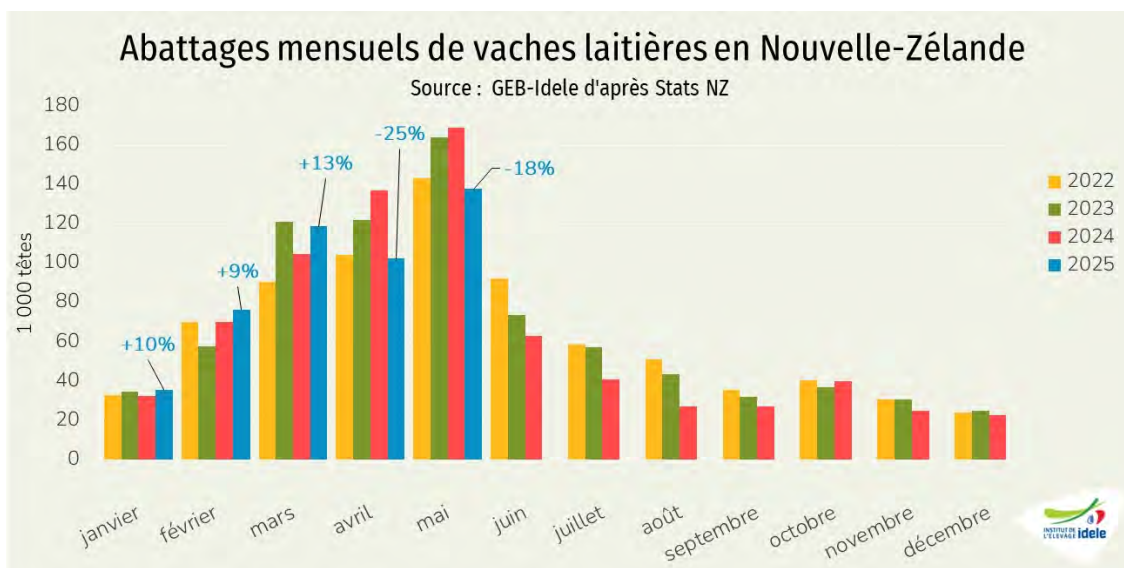
Dynamiques divergentes en Océanie

En Nouvelle-Zélande, la campagne laitière 2024/2025 s'est achevée en mai 2025 par un **net rebond de la production sur un an** (+8,3% /2024 à 993 000 t). Exprimée en MSU, le constat est le même (+7,7% à 104 000 t). Ces deux chiffres représentent des records absolus de production laitière pour un mois de mai, dépassant les attentes des collecteurs. Ces niveaux ont été favorisés par des conditions météorologiques favorables dans l'île du Sud où la production est restée forte. Le mois de mai a été un mois humide et chaud pour le pays, avec une nette hausse sur un an de l'indice de croissance des pâturages NZX (+12% /mai 2024), faisant partiellement oublier les épisodes de sécheresse rencontrés dans l'île du Nord en début d'année civile.

En cumul sur la campagne laitière (juin 2024 – mai 2025), la production de lait a été dynamique. Elle a augmenté en tonnes de lait (+2,7% à 21,62 Mt) comme en MSU (+3,1% à 1,73 Mt).

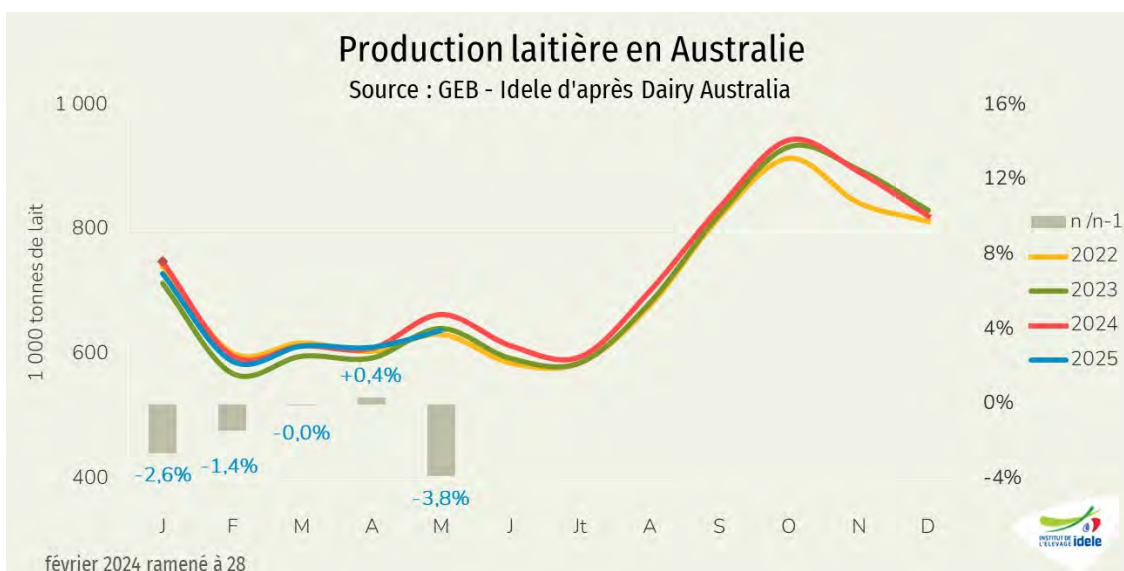


Au 1^{er} trimestre 2025, certains éleveurs avaient pratiqué un tarissement précoce des vaches dans les régions de l'île du Nord touchées par la sécheresse. Sur la période, les abattages de vaches laitières avaient ainsi progressé dans l'île du Nord (+21% /2024 à 190 000 têtes) alors qu'ils avaient reculé dans l'île du Sud (-10% à 80 000 têtes). La donne a été différente en avril puis en mai, les réformes laitières reculant au Nord comme au Sud. Dans le pays, seulement 103 000 vaches ont été abattues en avril 2025 (-25% /2024) et 134 000 vaches en mai (-18%), soulignant le dynamisme de la collecte en fin de campagne laitière.



La campagne 2024/2025 a été particulièrement bonne pour les opérateurs néo-zélandais, notamment pour la coopérative Fonterra. Le prix prévisionnel hors dividendes qui devrait être payé aux éleveurs pour la campagne 2024/2025 atteint le niveau record de 10 NZ\$/kg MS (5,52 €).

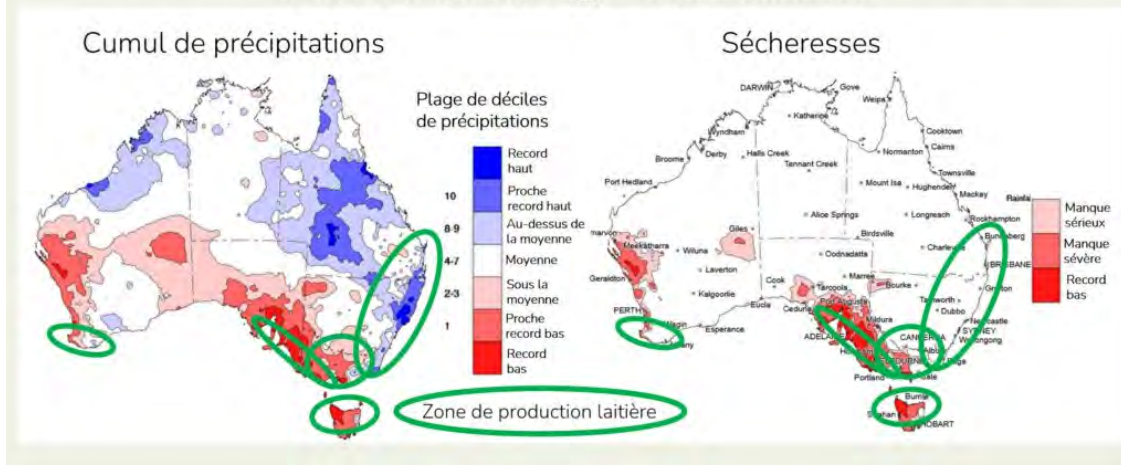
La dynamique de production est différente en Australie. Celle-ci flirte avec les bas niveaux des campagnes précédentes. Après un redressement limité de la production laitière lors de la campagne 2023/2024 (de juillet 2023 à juin 2024), le début de la campagne 2024/2025 est resté marqué par une progression de la production sur un an de juillet à octobre 2024, avant de refluer à partir de novembre. En mai 2025, la production australienne atteignait 640 000 t, en recul sur un an (-3,8% /mai 2024).



Depuis le début de l'année civile, les conditions météorologiques se sont dégradées dans plusieurs zones de production laitière. Si les précipitations ont été importantes dans le Sud-Est du Queensland et l'Est de la Nouvelle Galle du Sud, d'autres zones ont souffert d'un déficit en eau. C'est le cas dans plusieurs zones laitières (Victoria, Tasmanie, Sud-Est de l'Australie Méridionale, pointe Sud-Est de l'Australie Occidentale), où le manque d'eau a entraîné des épisodes de sécheresse pouvant peser sur la production.

Précipitations et sécheresses en Australie : janvier à mai 2025

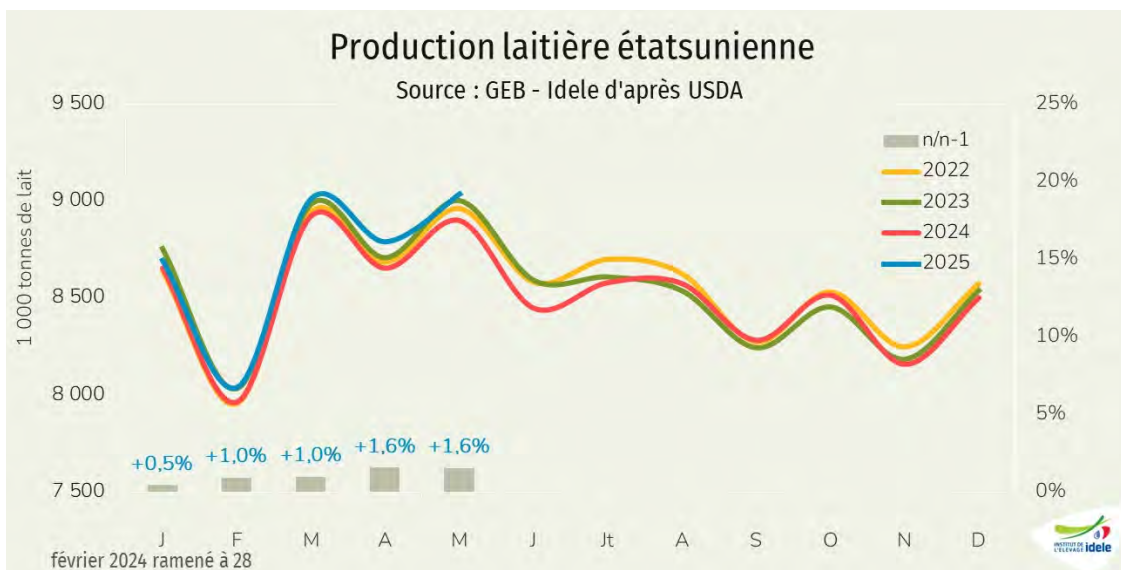
Source : Bureau of Meteorology – Australian Government



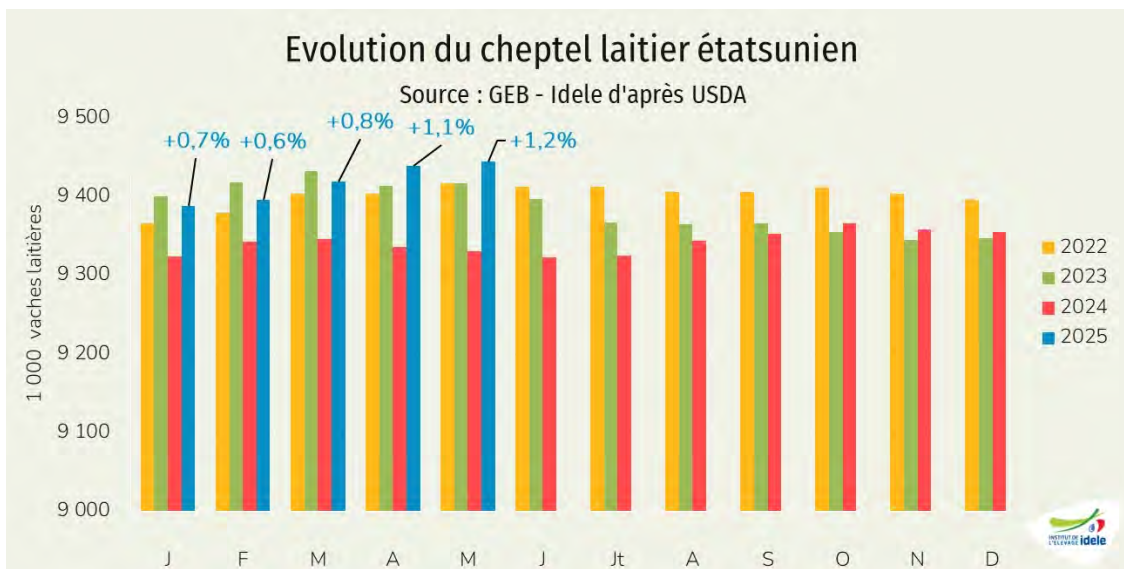
Les perspectives restent fragiles pour la production laitière australienne. Dans sa dernière note, *Dairy Australia* rappelle que les conditions météorologiques difficiles dans plusieurs régions laitières et les marges plus faibles continuent de peser sur la production en cette fin de campagne saison 2024/2025. Si la production laitière du pays va probablement finir proche de l'équilibre sur un an, le temps défavorable, les cessations d'activité, la réduction des troupeaux et les marges toujours limitées devraient affecter la production pour la prochaine campagne 2025/2026. Ainsi, *Dairy Australia* prévoit une baisse de la production nationale de lait allant de 1 à 2%.

Poursuite de la hausse de la production étasunienne

Aux États-Unis, la production continue sa progression sur un an depuis le début de l'année civile. En mai 2025, elle affichait une hausse de 1,6%, à 9,04 millions de tonnes. Il s'agit du 5^{ème} mois consécutif de hausse alors que les résultats des mois de novembre et décembre 2024 avaient été affectés par l'épizootie d'IAHP. La progression des marges tout au long de 2024 a stimulé la production laitière. Malgré le recul des celles-ci depuis le début de l'année, la production est restée soutenue.

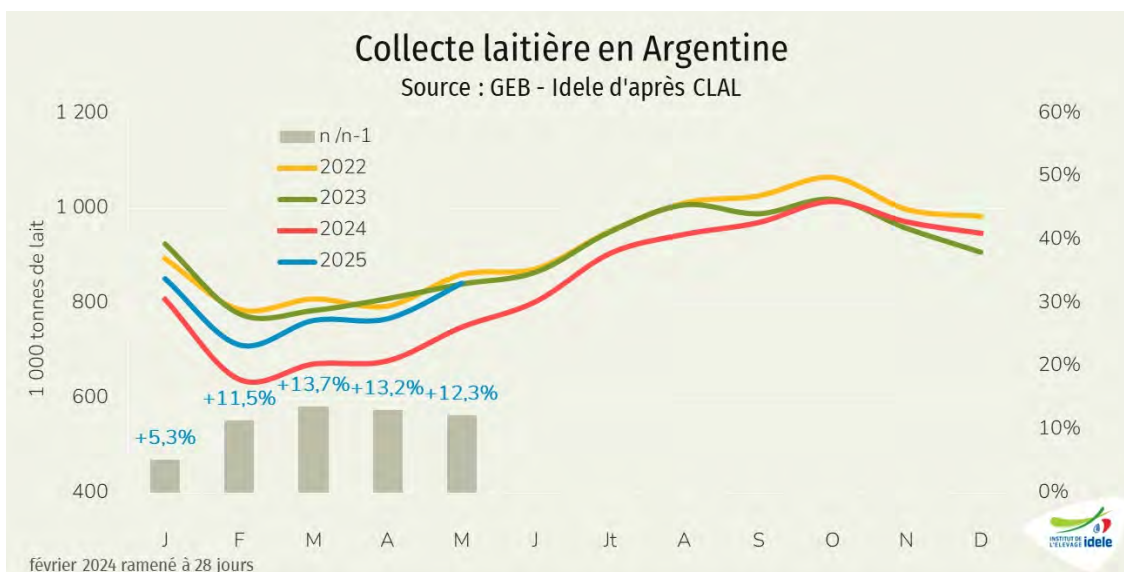


La progression de la production aux États-Unis continuait de s'appuyer sur un plus faible taux de réforme dans les élevages. En mai 2025, le pays comptait 9,445 millions de vaches laitières (+1,2% /2024), plus haut niveau observé depuis juillet 2021.



Poursuite du rattrapage de la collecte en Argentine

En Argentine, plusieurs années consécutives de sécheresses et de crises, limitant les disponibilités en fourrages ou les possibilités d'achat d'intrants sur le marché mondial ont affecté la production du pays, obligeant certains éleveurs à **réformer leurs vaches pour des besoins de trésorerie**. Ainsi, la collecte laitière dans le pays a atteint un niveau inquiétant au 1^{er} semestre 2024. **Depuis, la collecte laitière a entamé un rattrapage partiel grâce notamment à des conditions météorologiques plus clémentes**. En mai 2025, la collecte était à nouveau en hausse sensible sur un an (+12% à 843 000 t) rattrapant son niveau de 2023. En cumul sur les 5 premiers mois de l'année, elle atteignait 3,94 Mt (+11% /2024 mais -5%/2023).



Lait de vache » Collecte laitière »

Un printemps encourageant rattrapé par la météo et le sanitaire

Dernière révision le 21 juillet 2025

La collecte laitière française s'est redressée au printemps, soutenue par une météo favorable et des prix d'aliments plus accessibles. Mais les fortes chaleurs et la sécheresse de l'été pèsent déjà sur les volumes et alimentent des inquiétudes particulièrement en lait bio. A cela s'ajoute une forte pression sanitaire.

Un été sous tension pour la production laitière

En mai 2025, la collecte laitière française a confirmé son redressement (+1,8% /mai 2024, estimation au 25/06 source Eurostat d'après FranceAgriMer). Et, selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, le mois de **juin** aurait été marqué par une **quasi-stabilité** des volumes collectés.



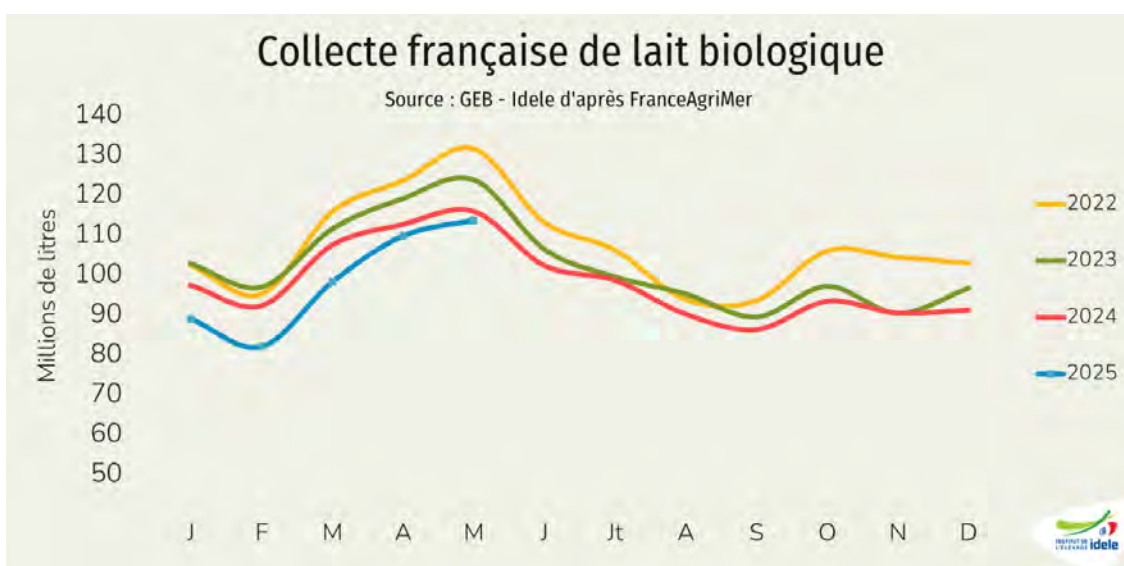
Le début d'année a été difficile, impacté par les maladies sanitaires, en particulier la fièvre catarrhale ovine (FCO) qui a fortement affecté la productivité des troupeaux dans l'Est et le Nord du pays. En revanche, **le printemps 2025 s'est montré plus clémente**. Les conditions météorologiques ont permis une mise à l'herbe de qualité, favorisant le retour de la production. Cette dynamique a été portée par **des prix d'aliments plus accessibles**, encourageant les éleveurs à soutenir la production.

Depuis la mi-juin, **la France est confrontée à une vague de chaleur intense et à une sécheresse marquée**, qui compromettent fortement la pousse de l'herbe et la productivité des vaches laitières. Les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer font état de reculs significatifs de la collecte, à l'exception notable de la Normandie et de la Bretagne, jusqu'ici relativement épargnées. L'été s'avère donc perturbé avec des prairies souvent desséchées, un pâturage parfois interrompu, et un recours accru à la complémentation, à l'auge ou directement au champ. À ce stade, les fourrages d'herbe récoltés en 2025 sont jugés de bonne qualité, mais l'inquiétude grandit pour les futurs ensilages de maïs. Un autre point de vigilance sanitaire se profile: **la progression du nombre de cas de FCO**, notamment dans les Pays de la Loire, le Morbihan et le Finistère. À cela **s'ajoute l'apparition de cas de dermatose nodulaire contagieuse (DNC) en Savoie**, une situation qui suscite une attention particulière compte tenu des risques de propagation dans les troupeaux et un abattage total des troupeaux dès le premier cas confirmé positif.

Des inquiétudes pour le lait bio

En mai 2025, la collecte de lait biologique a poursuivi son recul mais à un rythme plus modéré (-2% /mai 2024), une tendance similaire à celle observée en avril. Ce léger mieux s'explique notamment par une **mise à l'herbe qui s'est déroulée dans de bonnes conditions au printemps**, contrairement à l'an dernier.

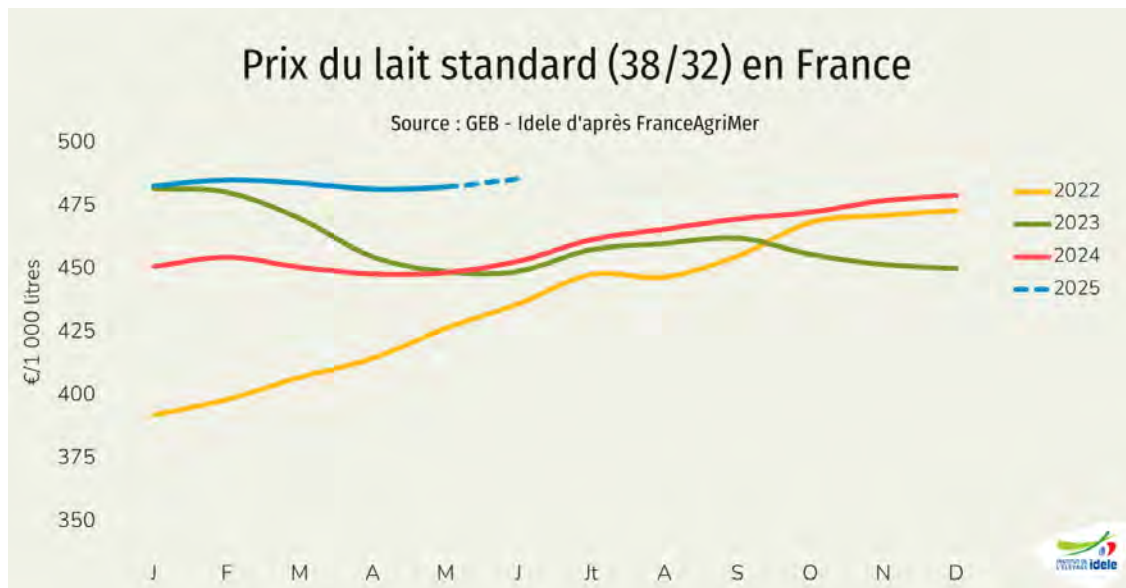
Cependant, les perspectives pour les mois à venir suscitent des inquiétudes. Les épisodes de canicule sévère et de sécheresse compromettent fortement la pousse de l'herbe et les ressources fourragères. **De nombreux éleveurs redoutent un manque de fourrages pour l'automne et l'hiver prochains**. L'achat de fourrages est compliqué par le manque d'offre et des prix des aliments prohibitifs. Dans ce contexte tendu, le risque de déconversion vers le conventionnel est fort, d'autant que la conjoncture y est actuellement plus favorable.



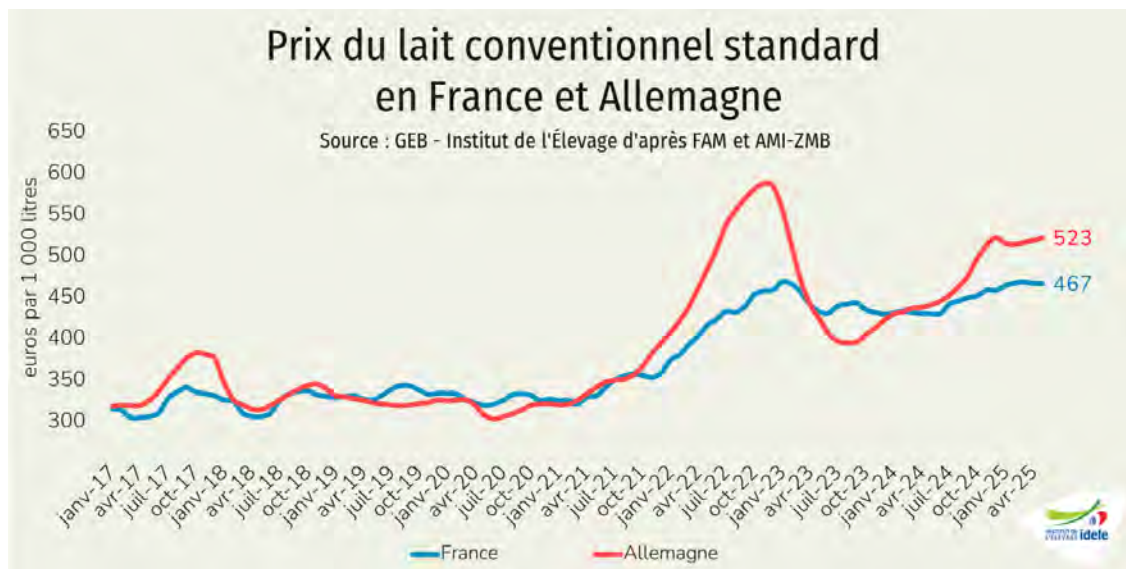
Le prix du lait reste ferme

En France, le prix du lait reste à un niveau soutenu. Pour un lait standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP), le prix a atteint **483 €/1 000 litres en mai 2025**. Ce prix, stable depuis le début de l'année, est supérieur de 34€ à celui de mai 2024.

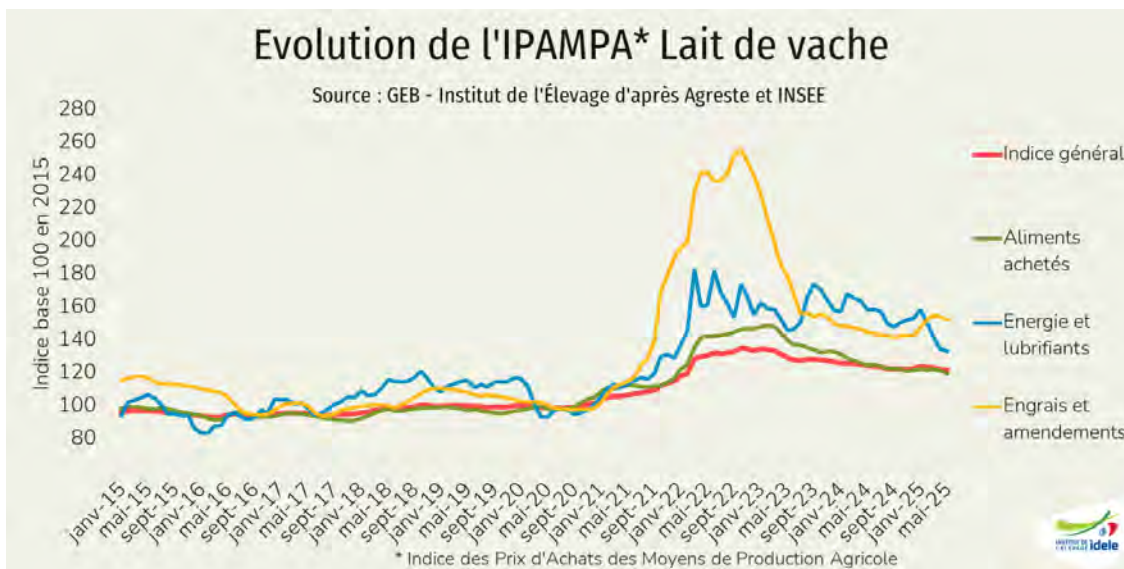
La bonne tenue du prix du lait devrait se maintenir dans les mois à venir, portée par une collecte toujours contrainte et une demande intérieure bien orientée.



Ailleurs en Europe, les prix demeurent supérieurs à ceux observés en France. C'est le cas en Allemagne où le prix du lait conventionnel standard affichait en mai 2025 un écart favorable de 55€/1000 litres par rapport au prix français.



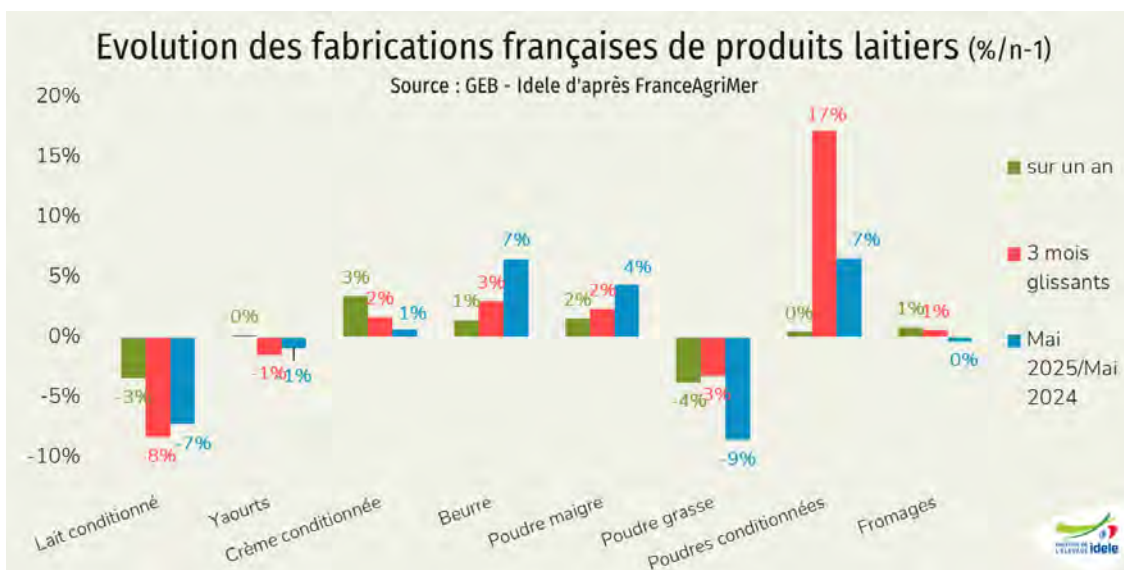
Les charges en élevages, d'après l'**IPAMPA** lait de vache (qui représente 50% des coûts de production), ont **reculé en mai 2025** d'un mois sur l'autre (-0,6%) et ont diminué de 2,3% / mai 2024. Sur un an, le recul est marqué pour le poste aliment acheté (-3,8% /2025) et pour l'énergie (-15,9%) mais l'indice des engrais est en hausse (+5,3%). La plupart des charges incluses dans l'IPAMPA sont en recul, à l'exception des frais vétérinaires, des dépenses liées à l'entretien du matériel et des bâtiments, ainsi que des frais généraux.



La marge MILC, estimée à 239 €1 000 l en mai, a progressé de 5€ en un mois sous l'effet d'une baisse du produit lait, d'une forte augmentation du produit de la vente des animaux et d'un recul des charges. La MILC a augmenté de 73€/1000 l sur un an. Le produit lait a progressé de 32€, les coproduits viande ont augmenté de 32€, tandis que les charges se sont réduites (-9€).

Les fabrications s'ajustent au regain de collecte

Dans le sillage du rebond de la collecte observé en avril et mai, les fabrications ont été dynamiques en beurre (+7% en mai 2025 /mai 2024), en poudre maigre (+4%), en poudres conditionnées (+7%, essentiellement des laits infantiles) et dans une moindre mesure en crème conditionnée (+1%). Elles sont restées stables en fromages et ont légèrement diminué en yaourts (-1%). En revanche, les fabrications de lait conditionné restent en net recul (-7%), en lien avec une consommation toujours orientée à la baisse.



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

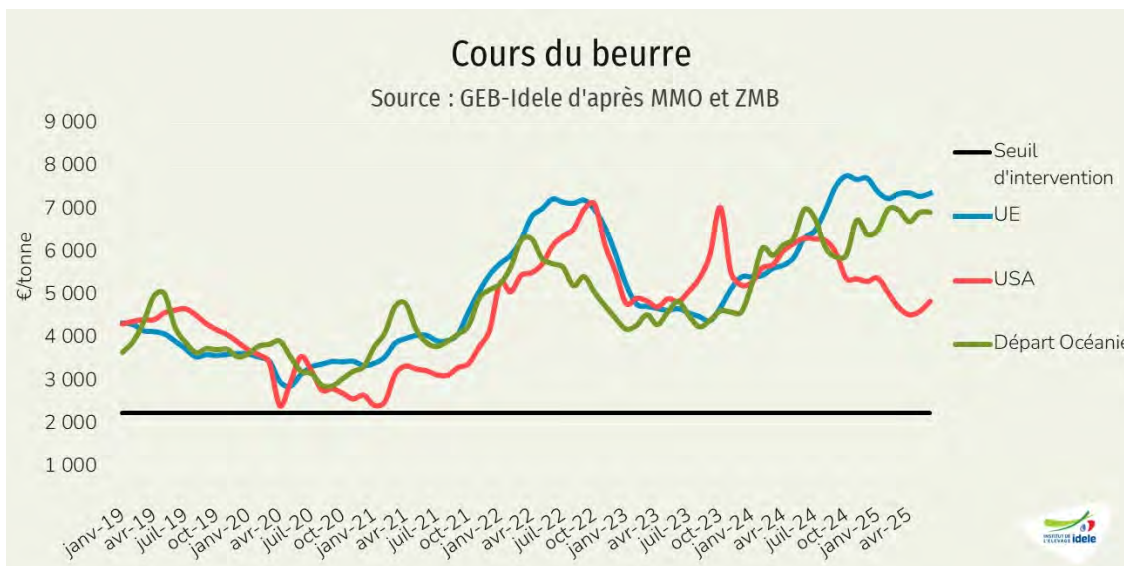
Tendances variables pour les prix des ingrédients

Dernière révision le 21 juillet 2025

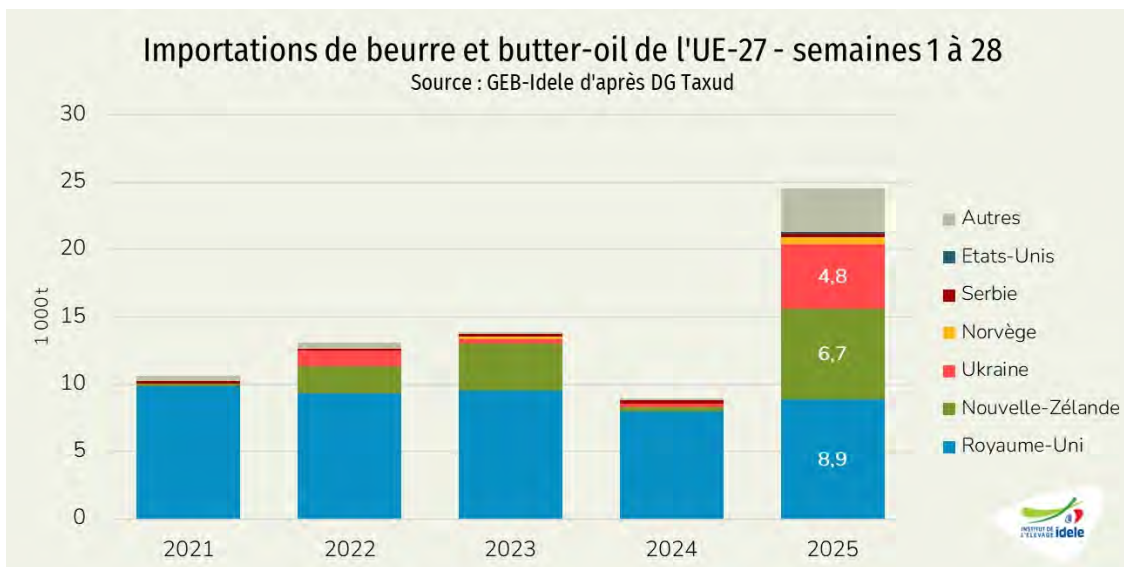
Les cotations du beurre restent plutôt soutenues en Océanie comme en Europe et se redressent aux États-Unis. Les cours de la poudre convergent, entre rebond aux États-Unis et baisse en Europe et en Océanie.

Cours du beurre soutenus en Europe et Océanie, redressement aux États-Unis

Après les dynamiques divergentes observées début 2025, **les cotations du beurre se raffermissent chez les principaux exportateurs**. En **juin 2025**, les cours étasuniens du beurre ont affiché une nette progression sur un mois (+5% /mai 2025 mais -23% /juin 2024, à 4 868 €/t). Les cotations étaient toujours soutenues dans l'UE (+1% /mai 2025 et +16% /juin 2024, à 7 380 €/t), où les stocks industriels restaient limités et la demande à l'import grandissante. En Nouvelle-Zélande, la demande à l'export soutenait encore les cours, proche du niveau record de juin 2024 (= /mai 2025 et -1% /juin 2024, à 6 936 €/t).

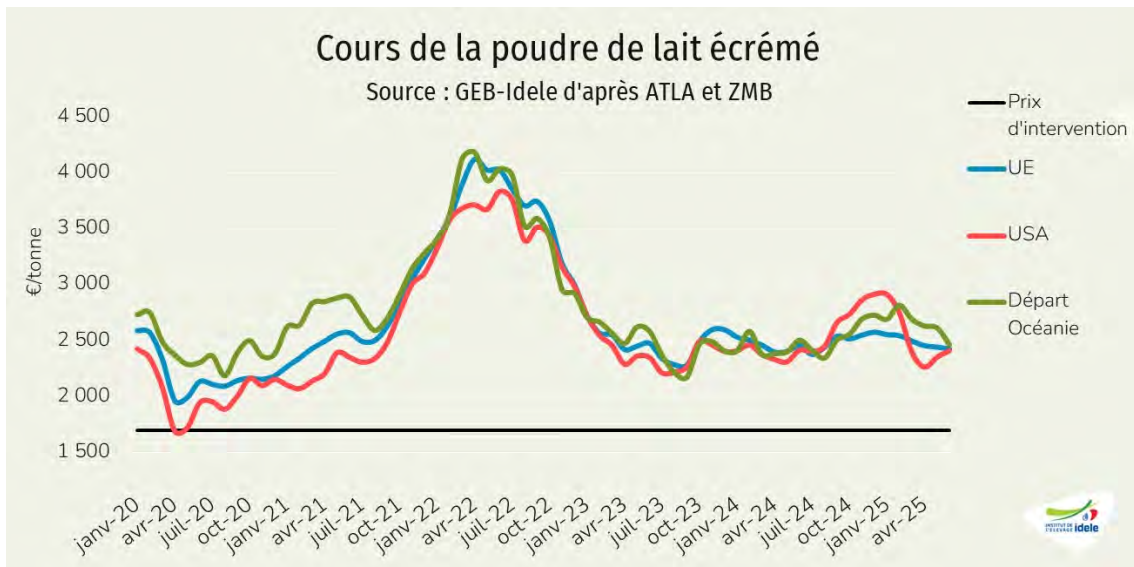


Aux États-Unis comme en Nouvelle-Zélande, la demande internationale participe grandement à l'orientation des cours du beurre. Entre janvier et mai 2025, les exportations de beurre et de butter-oil depuis les États-Unis ont atteint 40 000 tonnes (x2,7 /2024) quand celles depuis la Nouvelle-Zélande flirtaient avec les 220 000 tonnes (+14%). En parallèle, le **manque de disponibilités en UE** a participé à la nette progression de beurre et de butter-oil. Sur les 28 premières semaines de 2025, les importations de beurre et de butter-oil de l'UE-27 ont dépassé 24 500 tonnes (x2,7 /2024). Les principaux fournisseurs étant le Royaume-Uni (+9% /2024 à 8,9 kt), la Nouvelle-Zélande (x20 à 6,7 kt) et l'Ukraine (x19 à 4,8 kt). Ces trois partenaires bénéficiant d'un accès préférentiel au marché européen.



Convergence des cours de la poudre maigre

En **juin 2025**, les cotations de la poudre maigre ont suivi des évolutions variées pour converger au même niveau de prix, entre 2 400 et 2 500 €/t. Aux États-Unis, après une baisse marquée au premier trimestre, le cours de la poudre maigre s'est redressé (+3% /mai 2025 et = /juin 2024, à 2 415 €/t) avec une demande intérieure un peu plus ferme. En Europe, la vigueur de l'euro rend la poudre maigre européenne moins compétitive sur le marché mondial et la cotation poursuit sa tendance à un léger repli (-1% /mai 2025 et -1% /juin 2024, à 2 430 €/t). En Nouvelle-Zélande, la demande à l'export a légèrement fléchi (31 kt expédiées en mai 2025, soit -13% /2024). Ainsi, le cours de la poudre maigre était en baisse pour le 3^{ème} mois consécutif en juin 2025, à 2 470 €/t (-6% /mai 2025 et -2% /juin 2024).



Lors de l'enchère début juillet sur le marché à terme du *Global Dairy Trade*, seule l'indice de prix pour le contrat de septembre avait augmenté, de façon limitée (+0,2%). A contrario, les indices de prix pour les contrats d'août, octobre, novembre et décembre étaient en baisse (de respectivement 0,5%, 2,2%, 5,1% et 4,1%). Fait notable d'après l'USDA, seule de la poudre écrémée européenne a fait l'objet d'échanges pour le contrat d'août. Aucune poudre d'Océanie n'a été échangée, signe d'une faible appétence pour ce produit.

Le prix des agneaux baisse en France, en Irlande et au Royaume-Uni

Dernière révision le 21 juillet 2025

Viande ovine » France »

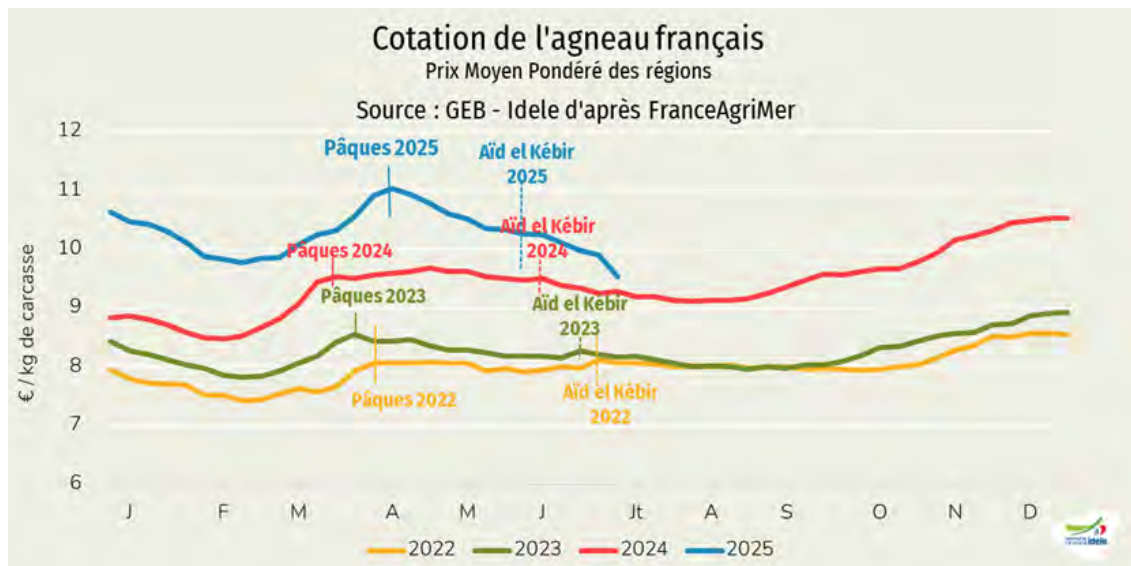
La baisse du cours s'accroît avec le repli de consommation lié à la chaleur

Dernière révision le 21 juillet 2025

Les achats de viande ovine souffrent de la météo particulièrement chaude pour ce début d'été. Alors même que l'offre française diminue franchement cette année, ce recul de consommation pèse sur la cotation qui dégringole de 38 centimes entre la première et la deuxième semaine de juillet.

Le repli de la cotation de l'agneau s'accroît mi-juillet

En semaine 28 de 2025 (se terminant le 13 juillet), la cotation française de l'agneau lourd atteignait **9,53 €/kg**, en baisse de 0,38 €/kg d'une semaine sur l'autre mais en hausse de 0,27 €/kg comparée à la même semaine en 2024. L'offre augmente traditionnellement en juin et juillet et face à cela, la demande est habituellement moindre. Cette année, le repli de consommation est particulièrement important du fait de **températures record au mois de juin**, le 2^e plus chaud jamais enregistré.

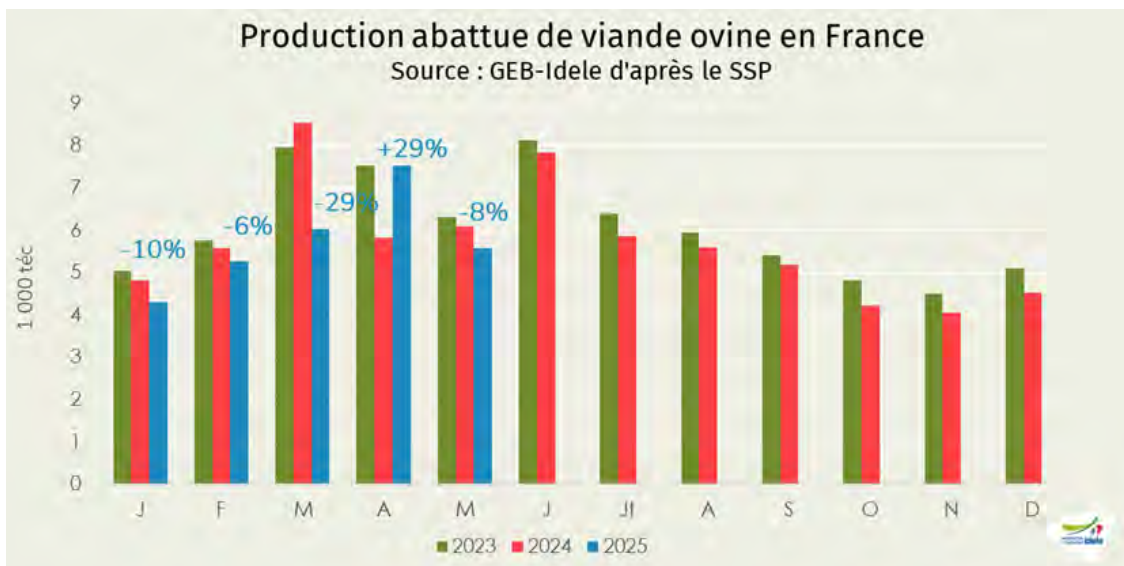


L'IPAMPA ovin viande poursuit très progressivement sa baisse amorcée fin 2022, même s'il était doucement reparti à la hausse fin 2024 pour régresser ensuite : il **recule de 0,5% d'un mois sur l'autre en mai 2025 et de 2,0% /2024**. Si on regarde dans le détail :

- L'indice **énergie et lubrifiants** a baissé de 2% d'un mois sur l'autre et de 17% /2024,
- L'indice **engrais** a baissé de 1% d'un mois sur l'autre mais restait en hausse de 5% d'une année sur l'autre,
- L'indice **aliments achetés** s'est replié de 1% d'un mois sur l'autre comme d'une année sur l'autre.

La production française recule sur les cinq premiers mois de 2025

Selon *Agreste*, la production abattue de viande ovine était en **recul de 7%** d'une année sur l'autre sur les cinq premiers mois de 2025, à 28 700 téc, et de 16% comparée à la moyenne des cinq dernières années (2020-2024).



Sur 5 mois en 2025, les abattages **d'agneaux** ont diminué de 10% en effectif et de 7% en volume, à 1,3 M de têtes et 24 200 téc, avec un poids de carcasse à 18,5 kgéc (+0,44 kgéc /2024). Les **réformes** ont vu leurs carcasses s'alourdir plus nettement, passant en moyenne de 26,4 kgéc à 27,4 kgéc. Leur nombre a diminué de 7% /2024 (à 166 000 têtes), mais le volume abattu ne s'est réduit que de 4% à 4 600 téc. **Ces replis sont au moins en partie imputables à l'épidémie de FCO.**

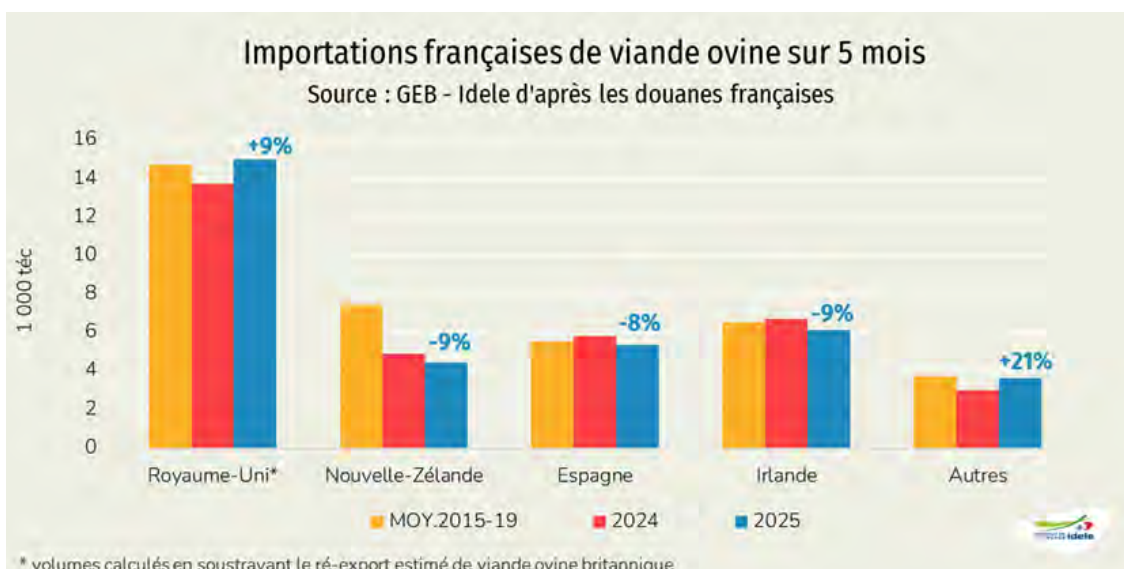
Selon les données d'Ovinfos, les abattages ont franchement reculé en juin. **Les épisodes caniculaires ont fait chuter les ventes d'agneau, diminuant les commandes aux abatteurs.**

Les **importations françaises d'agneaux vivants**, tous en provenance d'Espagne, ont **diminué** sur les cinq premiers mois de 2024, de 30% /2024, totalisant 34 000 têtes. Les imports de **réformes**, elles aussi 100% espagnoles, ont **baissé** de 36% /2024, à 5 500 têtes. Ces reculs participent à la baisse des abattages en France.

Les **exportations d'agneaux vivants** ont **reculé** de 16% sur la période, totalisant 145 000 têtes. Les envois vers l'Allemagne ont quasiment quadruplé (+19 000 têtes) et n'ont pas suffi à contrebalancer les baisses vers l'Espagne (-19 000 têtes), l'Italie (-16 000 têtes) et la Grèce (-9 000 têtes). Les exportations de **réformes** ont en revanche légèrement **progressé**, de 1%, à 16 000 têtes.

Les importations françaises de viande ovine se redressent en mai 2025

Après un léger recul sur l'année 2024 comme sur les quatre premiers mois de 2025, les importations françaises de viande ovine destinées au marché français (en soustrayant le réexport estimé de viande ovine britannique) se redressent en mai (+8 %/2024). **Cela permet au cumul sur 5 mois d'augmenter légèrement d'une année sur l'autre (+1%), totalisant 34 600 téc.**



Sur cette période, on observe un regain des volumes en provenance du Royaume-Uni (+9%), mais des baisses marquées de Nouvelle-Zélande (-9%), d'Espagne (-8%) et d'Irlande (-9%).

Les importations françaises de viande ovine **reculent toutefois de 9% comparées à la moyenne 2015-2019.**

L'UE et le Royaume-Uni ont signé mi-mai dernier un pacte de sécurité et se sont entre autres entendus sur un **accord**

SPS (Sanitaire et Phytosanitaire) comprenant des engagements sur les contrôles des denrées alimentaires et des boissons. Cela pourrait faciliter sur les flux de viande britannique, notamment vers la France, dans les prochains mois.

Le disponible français en viande ovine recule en 2025

Sur les cinq premiers mois de 2025, les abattages français sont toujours en repli d'une année sur l'autre tandis que les importations de viande ovine augmentent très légèrement.



Le disponible français en viande ovine recule ainsi de 3% /2024 sur 5 mois et de 15 % comparé à la moyenne 2015-2019.

Viande ovine » UE et monde »

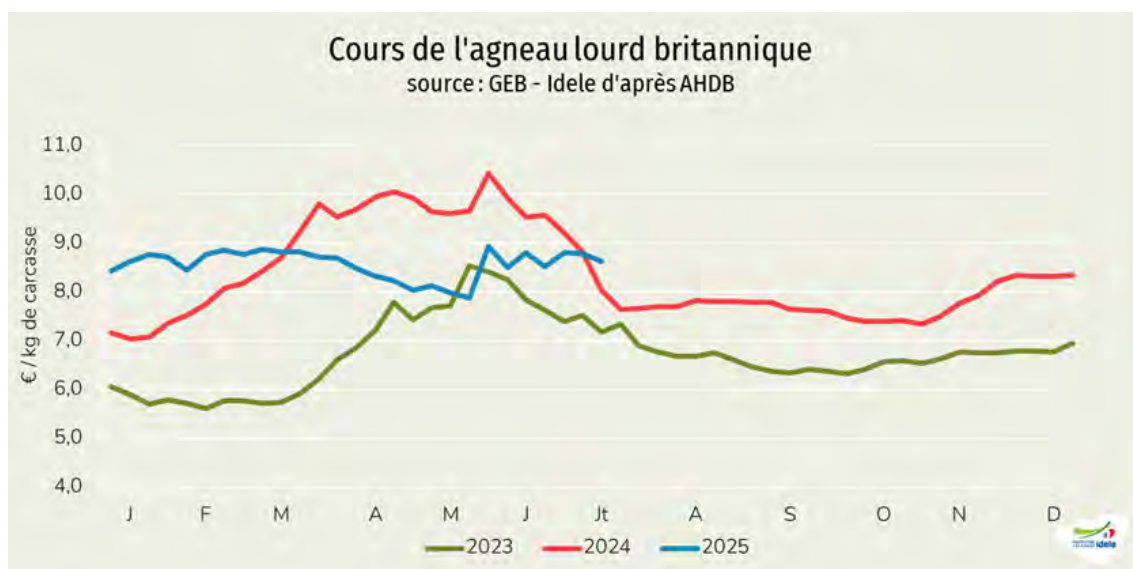
La filière ovine britannique se relève progressivement

Dernière révision le 21 juillet 2025

Après avoir été lourdement affecté par le Brexit, le Royaume-Uni reprend peu à peu de la vigueur. La signature des accords de libre-échange avec les deux premiers exportateurs mondiaux de viande ovine, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, entrés en vigueur en 2023, a permis au pays d'accroître ses imports et ainsi de renforcer son offre pour prospérer à l'export.

Royaume-Uni : hausse de la production, des exports et timide reprise des achats

Après une forte hausse fin mai, la cotation de l'agneau britannique oscille autour de 8,70 €/kg et atteignait **8,64 €/kg en semaine 27 de 2025** (se terminant le 6 juillet), soit -0,15 €/kg d'une semaine sur l'autre et +0,59 €/kg comparée à 2024.

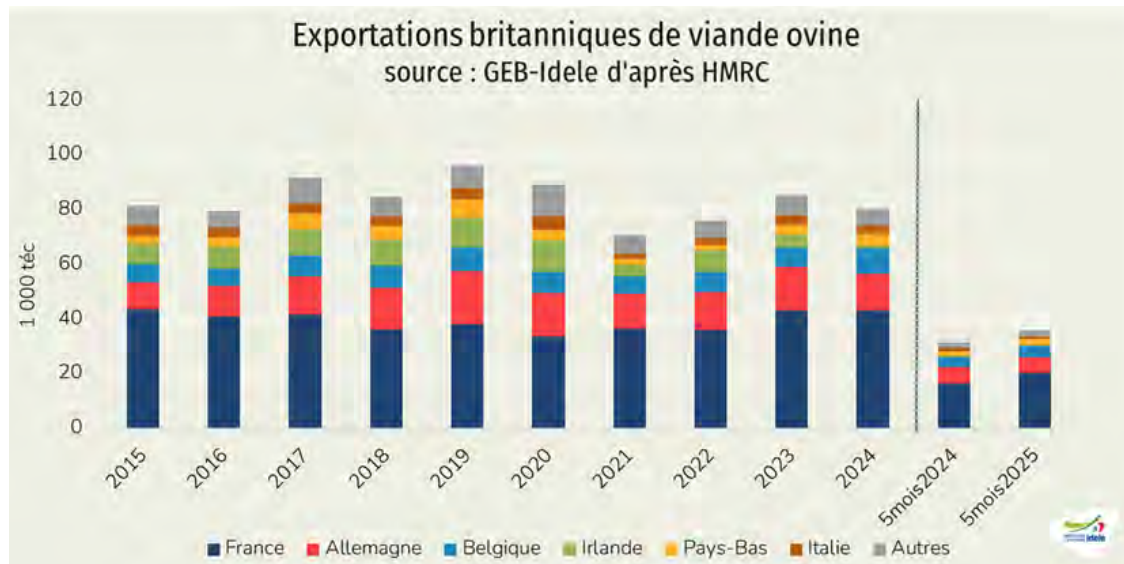


Les prix des réformes dépassent ceux de 2024 depuis le début de l'année, contrairement aux agneaux. Les abattages sont en baisse et la demande en hausse, notamment via la reprise de la restauration et des boucheries halal en 2024. Au 1^{er} semestre 2025, la consommation d'agneau dans la restauration collective a affiché une performance stable d'une année sur l'autre.

Les dernières données du Defra (Département de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales) indiquent que **la production britannique de viande ovine a atteint 135 000 t sur le 1^{er} semestre 2025, soit une hausse de 4% /2024** et une stabilité comparée à la moyenne 2015-2019.

Les abattages d'**agneaux** ont totalisé 5,6 M de têtes sur la période, soit **+4% /2024**, avec une légère hausse des poids moyens de carcasse, passant de 20,5 à 20,8 kgéc. Cette progression est due à un report plus important d'agneaux de 2024. Les abattages de **réformes** ont à l'inverse **reculé, de 6%**, à 654 000 têtes, avec un allègement des carcasses, de 28,3 à 27,3 kgéc en moyenne. Le recul des abattages de brebis, probablement en lien avec une volonté de **recapitaliser**, fait bondir leur prix.

Les exportations britanniques de viande ovine étaient en hausse de 14% sur la période, à 36 000 téc. Elles dépassaient ainsi de 8% leur niveau d'avant Brexit et pandémie de Covid-19 (moyenne 2015-2019). On observe de nettes hausses vers la France (+3 700 téc /2024) et les Pays-Bas (+630 téc), mais des baisses vers l'Allemagne (-122 téc) et l'Irlande (-220 téc).

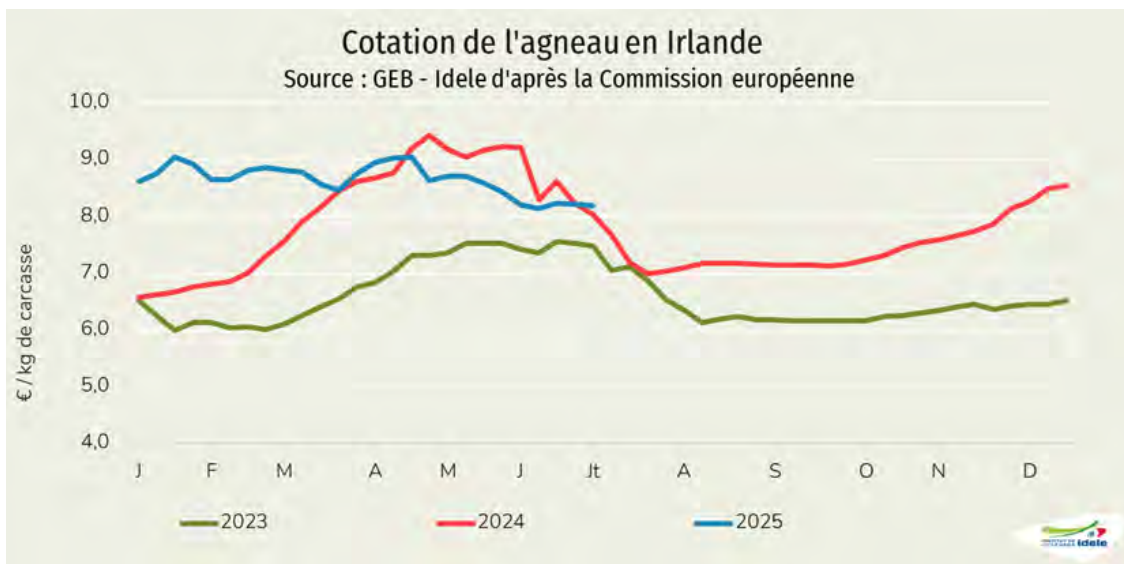


Après un bond en 2024, **les importations britanniques de viande ovine poursuivent leur croissance début 2025**, augmentant de 11% /2024 sur les cinq premiers mois de 2025, à 33 000 téc, avec +220 téc en provenance de Nouvelle-Zélande et +3 190 téc d'Australie mais -1 310 téc d'Irlande.

La baisse des ventes d'agneau au détail ralentit : -0,6% d'une année sur l'autre en volume au cours des 12 semaines se terminant le 15 juin 2025. Les dépenses ont augmenté de 4% au cours de cette période, grâce à une hausse de 5% des prix moyens payés (Kantar). Finalement, **les ventes d'agneau sont quasi stables d'une année sur l'autre de la mi-mars à la mi-juin 2025**.

Irlande : hausse des cours bloquée malgré une offre en recul

En **semaine 26** de 2025, selon la Commission européenne, **la cotation de l'agneau irlandais atteignait 8,19 €/kg**, en recul de 0,02 €/kgéc d'une semaine sur l'autre et de 0,15 €/kgéc comparée à la même semaine en 2024. Le cours se tasse alors que l'approvisionnement est amoindri : les tensions entre les syndicats agricoles et les usines, accusées de maintenir une politique de baisse de prix, persistent.

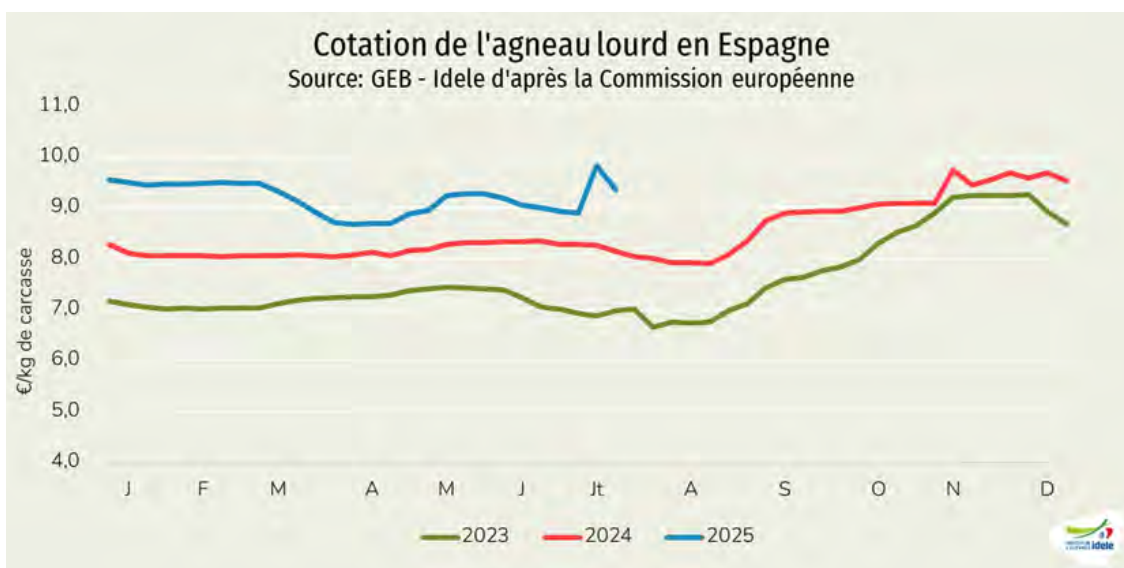


Après avoir déjà baissé de 10% entre 2023 et 2024, **la production irlandaise de viande ovine a chuté de 14% /2024 sur les cinq premiers mois de 2025**, totalisant 22 400 tonnes : c'est 13% de moins que sur la moyenne des cinq dernières années. Les effectifs d'agneaux abattus ont diminué de 16% /2024 et de 14% en volume, illustrant une hausse de leur poids moyen de carcasse, de 22,0 à 22,6 kg. Ceux des réformes ont aussi reculé, de 18% /2024, et de 16% en volume, leur poids moyen de carcasse passant de 25,6 kgéc à 26,3 kg.

Sur les cinq premiers mois de 2025, les exportations de viande ovine irlandaise ont baissé de 3% d'une année sur l'autre, à 20 700 téc. Elles reculent de 9% sur la période, comparées à la dernière moyenne quinquennale.

Espagne : la cotation entrée abattoir a bondi début juillet

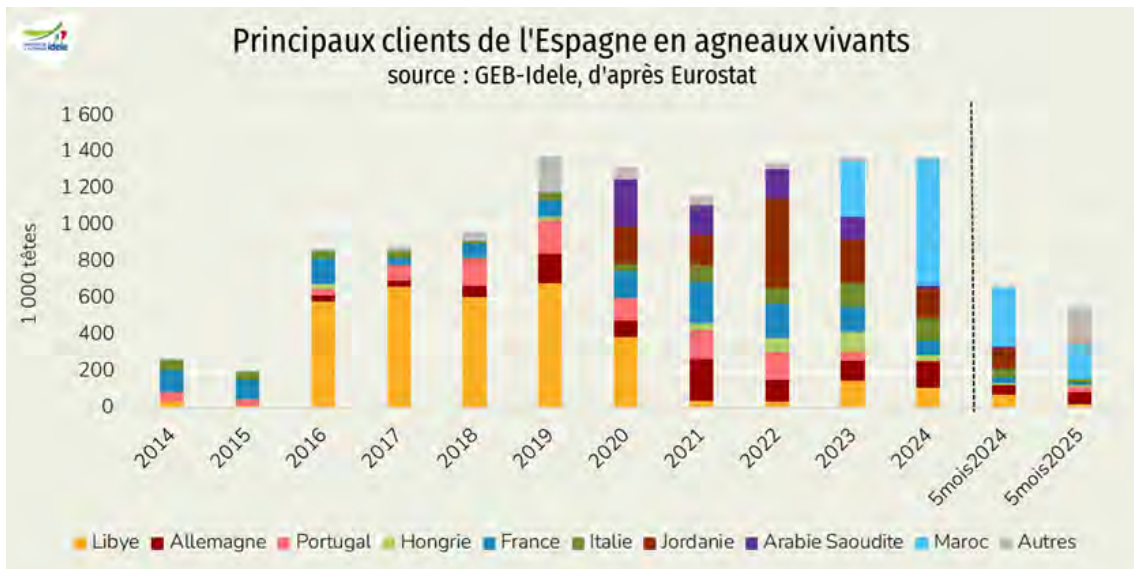
Le cours de l'agneau espagnol entrée abattoir a bondi début juillet pour se replier légèrement ensuite : il était enregistré à **9,36 €/kg en semaine 28**, soit -0,47 €/kg d'une semaine sur l'autre et +1,22 €/kg /2024. Cette hausse est potentiellement due à la décision d'une entreprise d'exporter en vif des agneaux initialement destinés à l'abattage en Espagne, afin de gagner en rentabilité.



Selon *Agreste*, **la production de viande ovine espagnole a augmenté de 3% d'une année sur l'autre sur quatre mois en 2025**, totalisant 33 100 téc.

Près de 211 500 réformes ont été abattues, soit -3 %/2024 et la baisse est sensiblement la même en volume : le poids moyen de carcasse est stable, à 24,8 kgéc. On constate un alourdissement très marqué des carcasses d'agneaux de +0,9 kgéc sur la période considérée, à 12,0 kgéc. 2,3 M d'agneaux ont été abattus, soit -4 %/ 2025, mais les volumes abattus étaient à l'inverse en hausse de 4%. **Cet alourdissement des agneaux est probablement en lien avec l'annulation de l'envoi au Maroc de dizaines de milliers d'ovins pour la Fête du Sacrifice** (prévue le 6 juin et « annulée » par le roi du Maroc), qui ont finalement été abattus en Espagne puis exportés sous forme de viande.

Les **envois d'agneaux espagnols** vers le Maroc ont alors de nouveau baissé d'une année sur l'autre en mai et ceux vers la Jordanie n'ont pas repris (- 112 300 têtes). **Sur 5 mois, ils ont alors diminué de 18 % /2024**, totalisant près de 552 000 têtes, avec des baisses vers le Maroc (- 137 000 têtes), la France (- 22 000 têtes), la Libye (- 54 000 têtes) et l'Italie (- 28 000 têtes) que les hausses vers le Portugal (+ 31 000 têtes) et l'Allemagne (+ 14 000 têtes) n'ont su contrebalancer.



Les **envois de réformes** ont de nouveau chuté en mai, et **sur 5 mois ils ont reculé de 23% /2024**, à 67 000 têtes, via des envois en baisse à destination du marché marocain (- 9 400 têtes), de l'Italie (- 8 000 têtes), de la France (- 5 000 têtes) et du Liban (- 3 600 têtes) et une hausse vers le Portugal (+ 3 300 têtes).

Les exportations de vifs restent majoritairement concentrées vers le Maroc, rendant le modèle économique de la filière vulnérable mais **l'ouverture récente du marché algérien aux exportation d'ovins espagnols vivants** rassure.

Après un creux en 2023 et 2024, **les exportations de viande ovine espagnole sont en nette hausse d'une année sur l'autre sur les cinq premiers mois de 2025**, de 10% / 2024, à 21 600 téc. C'est 5% de plus que sur les cinq dernières années. On observe notamment une forte hausse des envois vers l'Algérie (multipliés par cinq, de 1 200 à 6 200 téc).

La capacité de certaines entreprises espagnoles à passer de l'export de viande à l'export de vifs – selon les opportunités – met **certain abattoirs espagnols en difficulté**.

Nouvelle-Zélande : la production s'écroule en avril et mai

La production ovine abattue en Nouvelle-Zélande s'est maintenue d'une année sur l'autre en janvier puis a augmenté en février et mars. En avril et en mai, elle a chuté de respectivement 21% et 30% /2024, **les agneaux ayant bien poussé fin 2024/début 2025, ils sont sortis plus tôt que prévu**, expliquant ce décalage.

Sur les cinq premiers mois de 2025, la production a reculé de 7% /2024, totalisant 213 000 téc. Le nombre d'agneaux abattus a diminué de 12% /2024, à 9,0 M de têtes, tandis que celui des réformes a augmenté de 12%, à 1,6 M de têtes. C'est avant tout la baisse des naissances au second semestre 2024, due au recul du cheptel reproducteur et à une baisse des taux d'agnelages causée par la sécheresse, qui explique ce recul de la production néozélandaise.

Cette baisse de l'approvisionnement a provoqué une poursuite de la hausse des prix dès début 2024, qui n'a visiblement pas limité la capacité commerciale de la Nouvelle-Zélande.

Les exportations de viande ovine ont certes reculé en mai, mais ont totalisé **218 000 téc sur 5 mois, soit +2% /2024**.



Sur la période, les exportations ont augmenté d'une année sur l'autre vers la Chine (+ 2 200 téc) et l'UE-27 (+ 6 200 téc) mais se sont repliées vers les États-Unis (- 3 600 téc) et le Royaume-Uni (- 1 800 téc).

En Australie, les deux précédentes années d'intense production laissent place à un cheptel ovin amoindri alors même que cet acteur majeur des flux mondiaux de viande ovine élargit encore ses possibilités sur le marché chinois. Un article dédié à l'Australie est à retrouver [ici](#).

Viande ovine » UE et monde »

La filière australienne recapitalise et le prix de ses agneaux s'envole

Dernière révision le 21 juillet 2025

Soumise à de fréquents aléas climatiques, l'Australie sort de deux années de forte production de viande ovine en partie liée à des épisodes de sécheresses. Elle entame alors un énième cycle de recapitalisation, ce qui se traduit par le fait que les éleveurs gardent davantage d'agnelles : cela appauvrit le marché et fait grimper les prix, d'autant que la Chine ouvre plus largement son marché.

Le cheptel ovin australien diminue sous l'effet d'une forte demande et de la sécheresse

Conséquence des records de production et d'exportations de viande ovine en 2023 et 2024 sous l'effet de la **sécheresse** (raréfaction des aliments), **l'Australie a vu son cheptel ovin diminuer ces deux dernières années**. La **demande croissante** à l'export et les prix élevés de l'agneau expliquent aussi cette situation. Ce repli de cheptel ovin concerne principalement le Sud de l'Australie (Occidentale, Méridionale et le Victoria), particulièrement touché par les vagues de sécheresse.



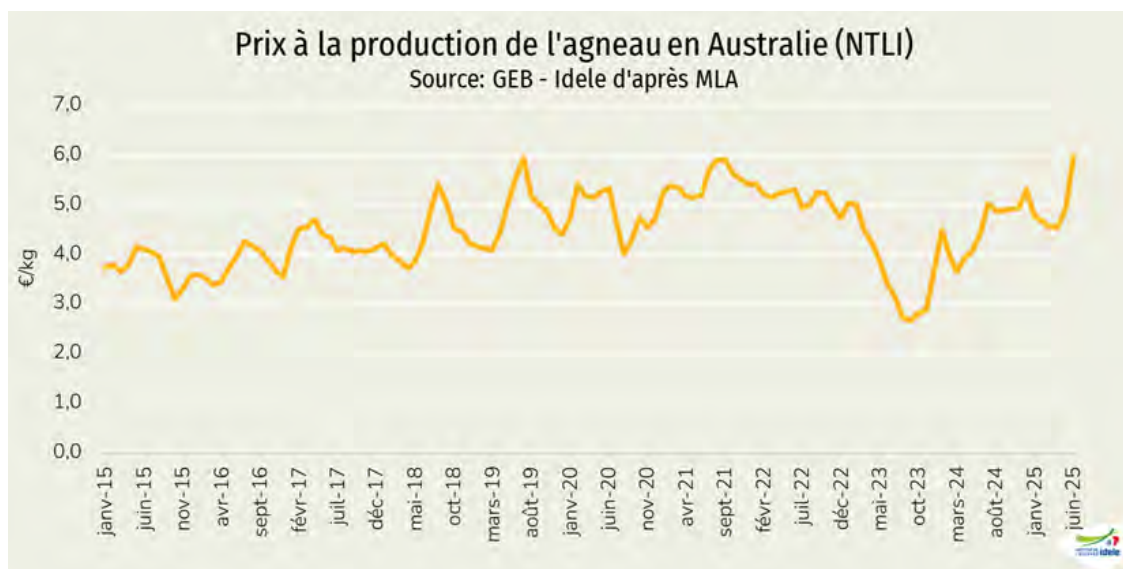
Brebis australiennes cherchant de quoi se nourrir dans une prairie asséchée – © Josep Monter Martinez

Conséquence directe des sécheresses, **les sorties printanières des agneaux** (septembre à novembre) **vont être tardives cette année** en raison d'un automne (mars à mai) australien défavorable. La situation est aussi plutôt mauvaise pour les transformateurs et cela devrait se poursuivre au 2nd semestre 2025.

Le nombre de brebis pourrait encore reculer de 9% en 2026, selon *Meat and Livestock Australia* (MLA). Le cheptel ne devrait pas se rétablir avant au moins 2027, avec le retour à la normale des conditions météorologiques. Parallèlement à cette baisse subie, MLA rapporte que les éleveurs ont exprimé leur intention de réduire le nombre de brebis à partir de 2026.

Le prix des agneaux augmente face à un manque d'offre

Tous ces éléments font exploser le prix des animaux : le *National Trade Lamb Indicator*, qui correspond à la cotation entrée abattoir australienne de l'agneau, était enregistré en moyenne à 10,58 \$AUS/kg en **juin 2025** (soit 5,97 €/kg). C'est **47% de plus qu'en 2024 le même mois** ! Il a par ailleurs plus que doublé depuis le plancher atteint en octobre 2023.



Les éleveurs gardent des agnelles pour tenter de recapitaliser

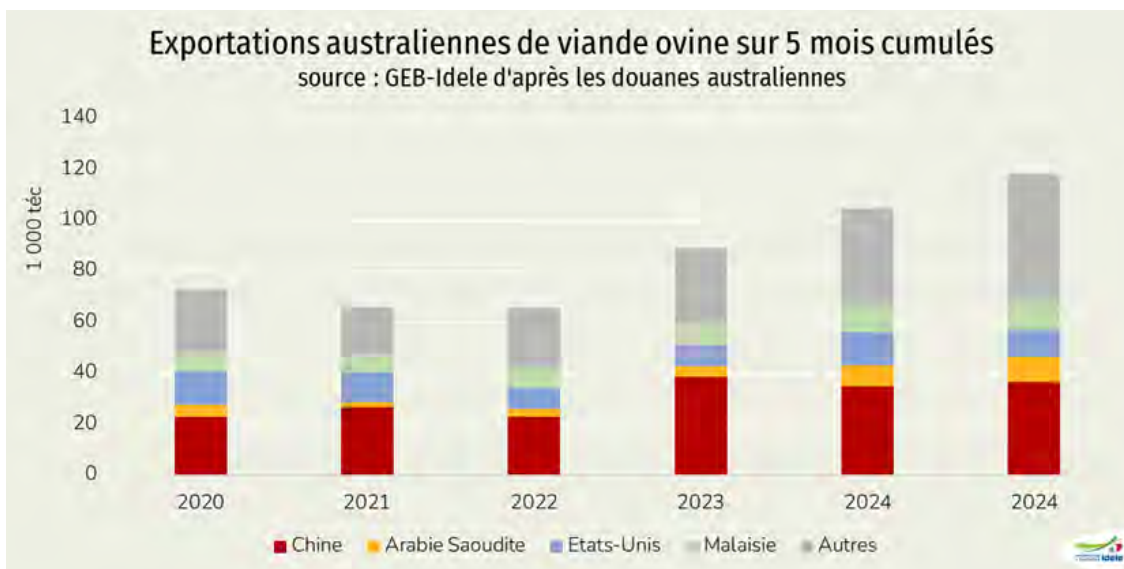
Subissant une baisse avérée du cheptel ovin, les éleveurs australiens tentent de reconstituer leurs troupeaux en **gardant davantage d'agnelles cette année**. En conséquence, les abattages d'agneaux ont baissé de 1% sur le 1^{er} semestre 2025 comparé à 2024, à 12 M de têtes. Ce repli est contrebalancé par la hausse de 5% des abattages de réformes, à 4,8 M de têtes.



Au total, les effectifs d'ovins abattus étaient quasiment stables d'une année sur l'autre au 1^{er} semestre 2025 en Australie (+1% /2024), totalisant 16,9 M de têtes.

Le marché chinois s'ouvre encore davantage à la viande ovine australienne

Parallèlement, **les exportations de viande ovine australiennes ont progressé de 13% d'une année sur l'autre sur un cumul de cinq mois**, totalisant 118 400 téc. On constate un recul marqué vers les États-Unis, de 2 200 téc tandis que les envois progressent vers la Chine (+1 600 téc), l'Arabie Saoudite (+1 700 téc) et le Royaume-Uni (+1 200 téc).



Selon *China Daily*, **les autorités chinoises ont accordé en avril dernier un accès à leur marché pour dix établissements d'export australiens** en viande ovine et caprine et **l'élargissement des catégories de produits pour sept autres**. Une gamme plus large de produits à base de viande d'agneau et de mouton australiens sera bientôt disponible pour les consommateurs chinois, allant des coupes persillées haut de gamme, adaptées à la restauration et à la vente au détail, aux produits traditionnels populaires dans les fondues chinoises et autres utilisations culinaires. Les nouvelles expéditions devraient débiter sous quelques semaines après cette annonce, sous réserve de la finalisation des formalités administratives.

L'Australie renforce ainsi sa position sur ce marché asiatique qui est son premier débouché en viande ovine depuis maintenant plus de 12 ans.

Les envois d'ovins vivants australiens se maintiennent

Les envois d'ovins vivants se maintiennent quant à eux d'une année sur l'autre sur 5 mois, totalisant 2,2 M de têtes. On note notamment la reprise des envois vers l'Inde et l'absence d'envois vers la Chine. A noter que les exportations de bétail vivant devraient être interdites à partir de 2027, ce qui pousse les éleveurs et les entreprises à réfléchir à des alternatives.



Livraisons, fabrications et consommation à la hausse

Dernière révision le 21 juillet 2025

Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre »

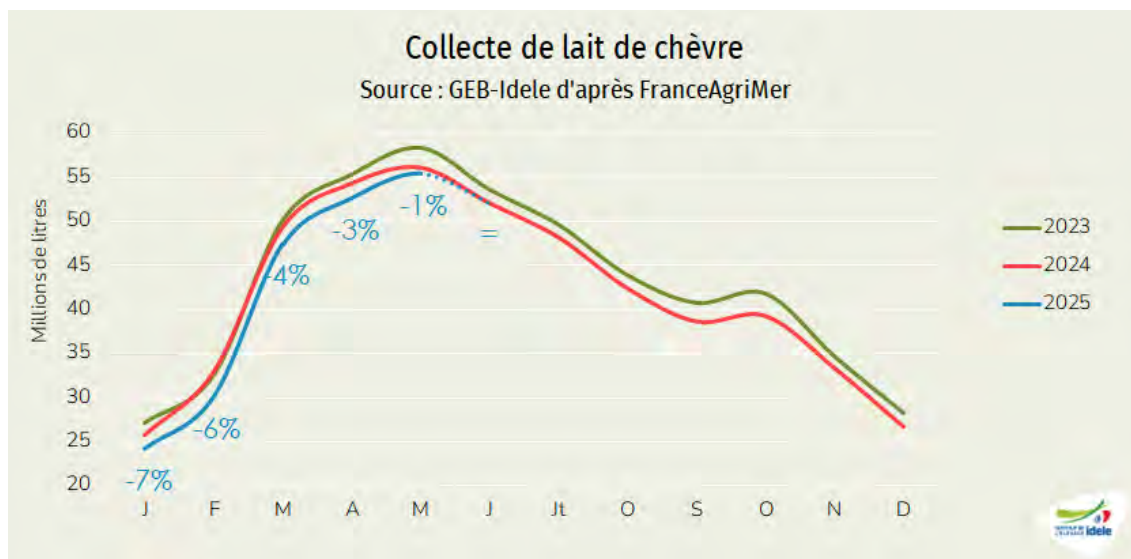
Les livraisons de lait de chèvre reprennent des couleurs

Dernière révision le 21 juillet 2025

Grâce à l'arrivée de nouveaux fourrages, de meilleure qualité, et à une météo plus favorable à la production laitière, les livraisons de lait de chèvre ont rejoint leur niveau de 2024. Les fabrications de fromages et de produits ultra-frais sont en hausse et la consommation reste positive en cumul annuel.

Livraisons au niveau de 2024

55,4 millions de litres : c'est le niveau auquel la collecte de lait de chèvre s'est élevée en mai, un recul de 1% /2024.



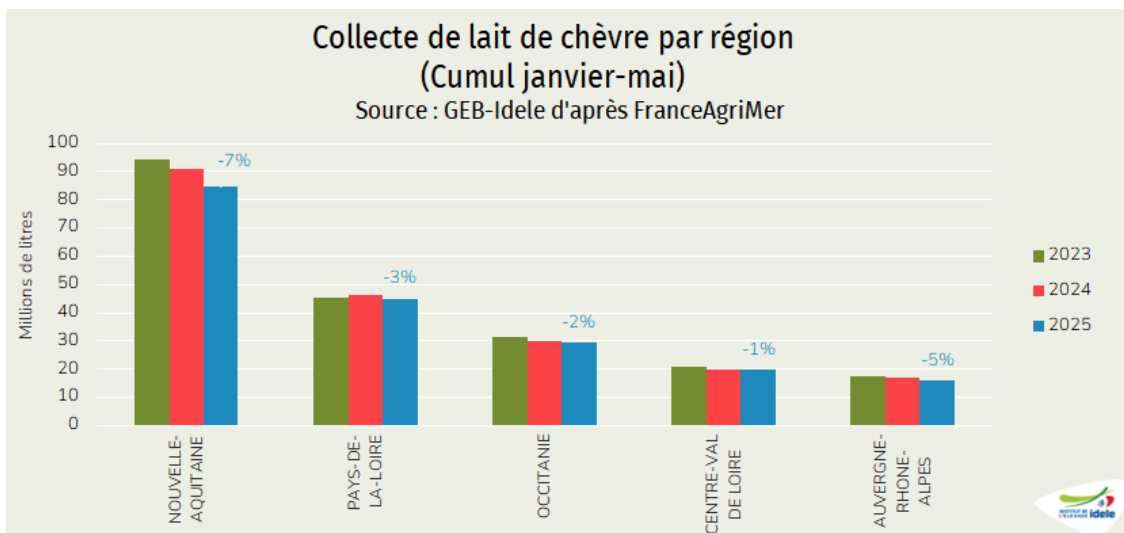
En cumul sur les cinq premiers mois de l'année, 210 millions de litres ont été livrés, soit -4% /2024 (avec correction de l'effet année bissextile en 2024). D'après les données de l'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer, **les volumes ont poursuivi leur dynamique en juin, avec des livraisons au niveau de juin 2024**. Si les opérateurs craignaient une baisse de production suite aux fortes chaleurs fin juin, pour l'instant, les données de l'enquête hebdomadaire de la semaine 27 (du 30/06 au 6/07), montrent un maintien des livraisons.

Les données de l'enquête mensuelle laitière de FranceAgriMer indiquent un nombre de points de collecte en recul de 2% en mai au niveau national. La situation est contrastée selon les régions comme le montre le graphique ci-dessous.

Reprise de la production dans toutes les régions

En cumul sur les cinq premiers mois de 2025, la collecte a évolué comme suit d'une année sur l'autre :

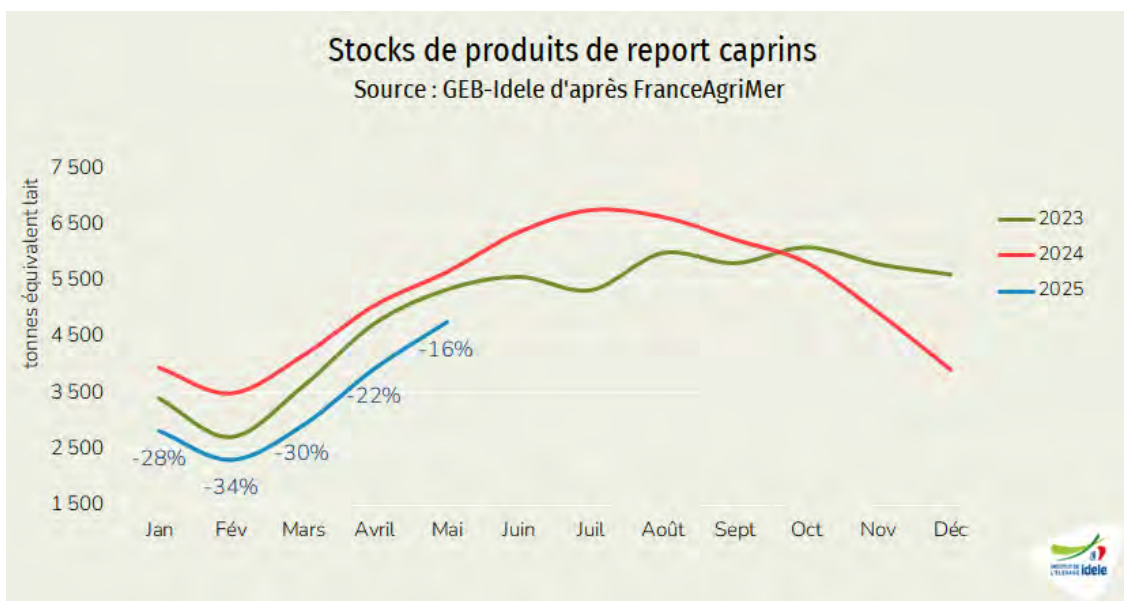
- -1% en Centre-Val de Loire,
- -2% en Occitanie,
- -3% en Pays de la Loire,
- -5% en AURA,
- -7% en Nouvelle-Aquitaine.



Avec l'arrivée des fourrages 2025 de meilleure qualité depuis avril, la collecte de lait de chèvre a repris des couleurs. Sur le seul mois de mai, les livraisons sont ainsi en hausse de 2% en Centre-Val de Loire et de 1% en Pays de la Loire, d'une année sur l'autre. Elles sont stables en Occitanie, en retrait de 4% en Nouvelle-Aquitaine et de 2% en AURA : des reculs bien inférieurs aux niveaux des mois précédents pour ces deux dernières régions.

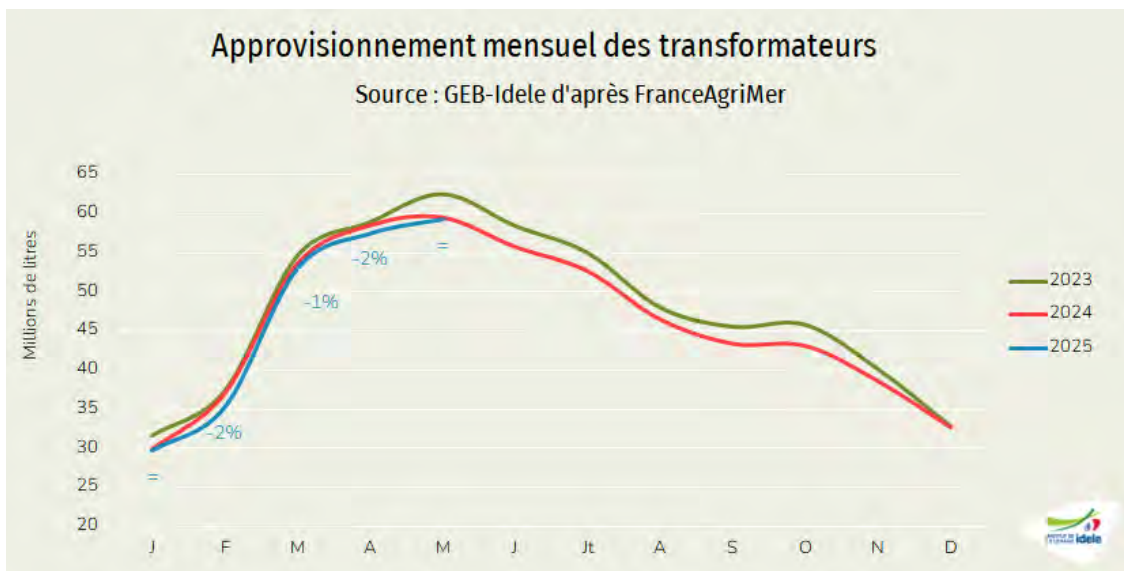
Approvisionnements totaux en léger recul

Les stocks de produits de report caprins ont débuté leur hausse saisonnière en mars, à l'approche du pic de collecte. Ils restent bien inférieurs à leurs niveaux des années précédentes et s'élèveraient à 4 760 tonnes équivalent lait en mai (-16% /2024 et +21% /avril 2025).



En complément, les industriels français ont importé 3,9 millions de litres équivalent lait en mai (+11% /2024). Un volume moindre par rapport à avril, la collecte ayant été plus dynamique. Les volumes importés restent sous les niveaux de 2022 et des années antérieures.

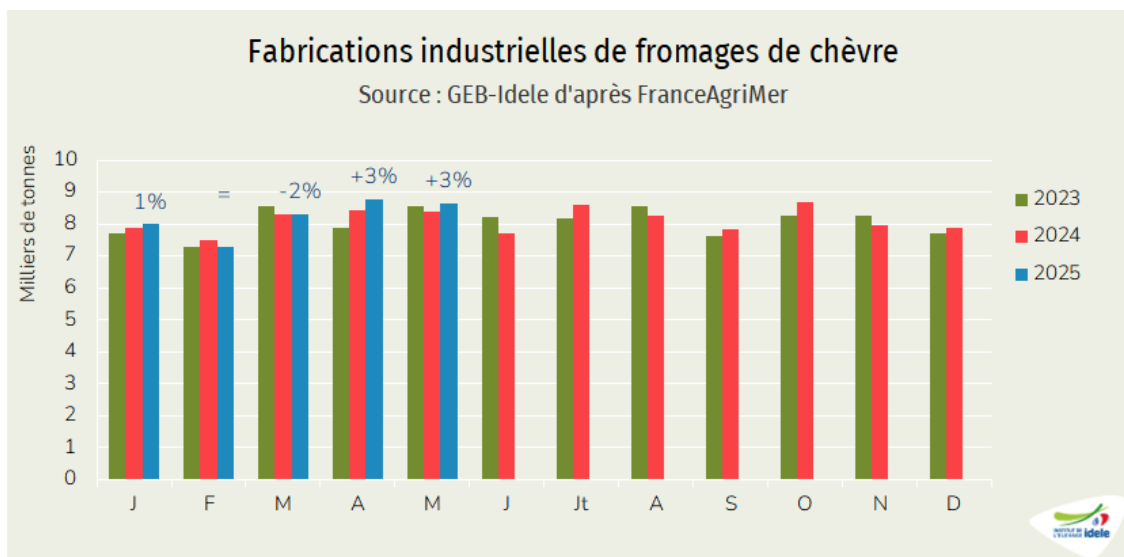
Ainsi, les approvisionnements des transformateurs sont stables par rapport à mai 2024, à 59,2 millions de litres.



En cumul sur cinq mois, les transformateurs ont pu mettre en œuvre 235 millions de litres de lait de chèvre (collecte et importations), soit -1% /2024 (avec correction de l'effet année bissextile).

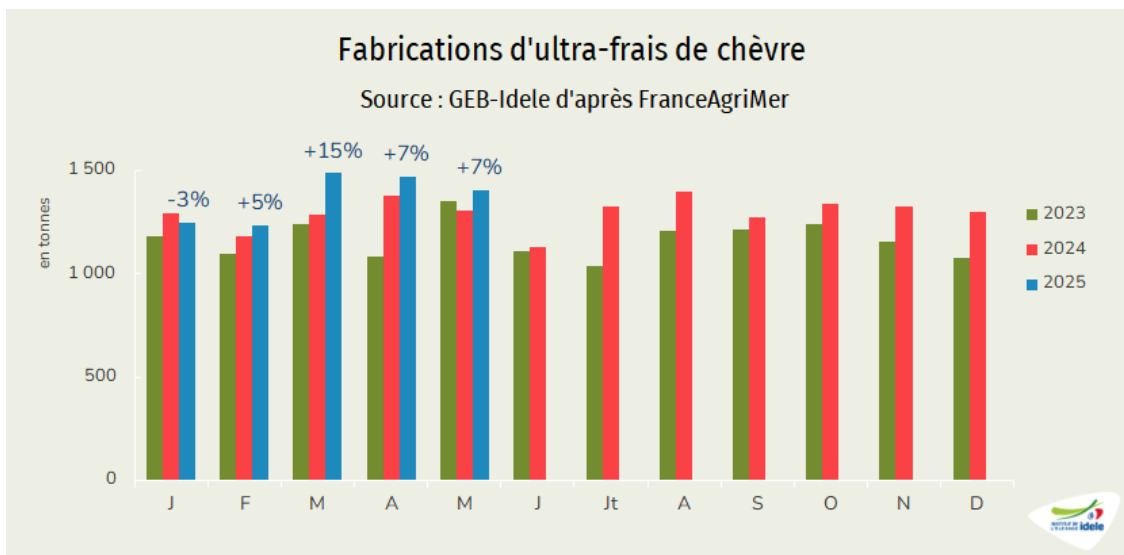
Fabrications toujours en hausse

8 650 tonnes de fromages ont été produites en mai, soit une hausse de 3% /2024. En cumul, 41 000 tonnes de fromages de chèvre ont été fabriquées de janvier à mai (+1% /2024).



Si les ventes de fromages de chèvre en GMS se maintiennent, les difficultés économiques de la restauration hors domicile les pénalisent, ces derniers étant plus chers que leurs homologues au lait de vache.

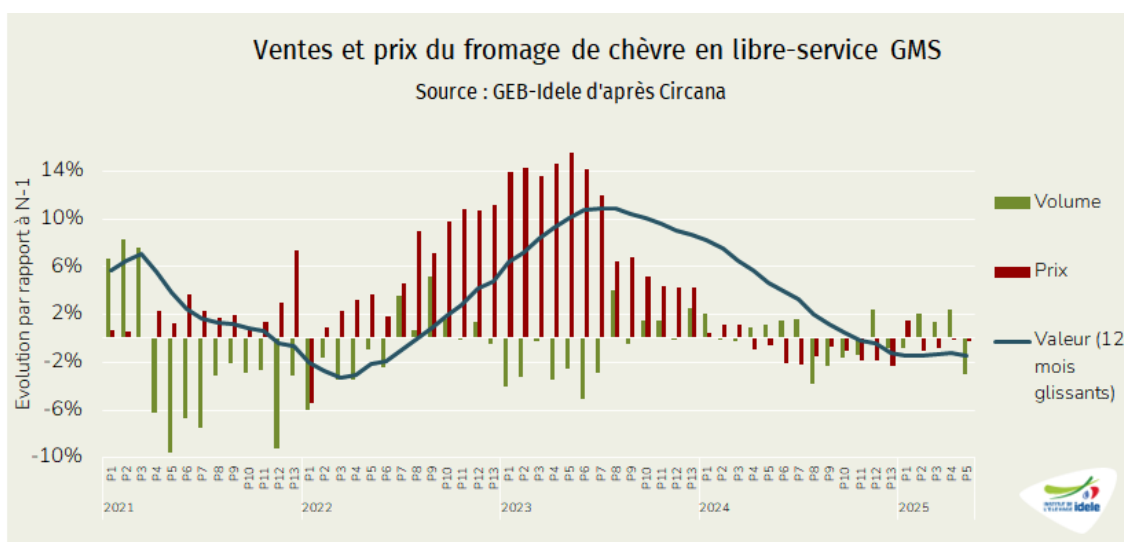
L'ultra-frais est toujours en progression, avec 1 400 tonnes fabriquées en mai (+7% /2024).



En cumulo sur cinq mois, les fabrications d'ultra-frais sont en hausse de 6% /2024. Le segment des yaourts, fromages blancs et skyrts est très dynamique et bien valorisé.

Les achats des ménages se maintiennent en cumulo

Sur les cinq premières périodes de l'année (jusqu'au 18/05), d'après le panel Circana, la consommation de fromages de chèvre par les ménages (achats au rayon libre-service des GMS) est en hausse en volume : +1% en cumulo courant et stable en cumulo annule mobile (CAM). En valeur, en cumulo courant, les achats sont en hausse, principalement du fait de la première période qui comprend les 30 et 31 décembre (+0,7% /2024). En CAM, les ventes en GMS sont en retrait de 1,1% en valeur.



Cette hausse globale en volume pour les fromages de chèvre cache des disparités selon les catégories de fromages et les marques. Les marques nationales reculent toujours, -1,6% en CAM, et les MDD progressent, +1,6% en CAM. Les bûchettes, 67% des achats au rayon libre-service, maintiennent leurs volumes. Les achats de fromages de chèvre bio ont, eux, reculé de 9,6% en volume en CAM et les fromages AOP de 4,0%.

La consommation d'ultra-frais au lait de chèvre est toujours croissante en volume, +4,5% /2024 en cumulo courant, et stable en valeur sur les cinq premières périodes de 2025 alors que le prix de vente semble avoir reculé.

Les marchés des céréales fluctuent peu malgré les tensions géopolitiques

Dernière révision le 21 juillet 2025

Récolte française en hausse de 25% sur un an pour les céréales à paille

Après une année 2024 marquée par des difficultés des semis à la moisson, la récolte 2025 s'annonce meilleure en termes de rendements et de production.

En blé tendre, les surfaces semées sont supérieures à leur niveau de 2024 (+7% /2024) selon l'Infos Rapides d'Agreste de juillet, et les rendements sont estimés en hausse de 19%. **La production est, à date, évaluée autour de 32,6 millions de tonnes, soit +27% /2024**, mais seulement 2,4% supérieure à la moyenne 2020-2024. **La production d'orge est également estimée en hausse, +19% /2024, à 11,8 millions de tonnes**, principalement sous l'effet de l'amélioration des rendements, les surfaces cultivées étant stables. **Côté colza, les rendements en forte hausse (+14% /2024) devraient permettre une récolte de 4,8 Mt (+8% /2024).**

Le bilan au 1er juillet fait état de récoltes se déroulant dans de bonnes conditions. **Au 7 juillet, 36% du blé tendre avaient été récoltés (4% au 7 juillet 2024 !), ainsi que 94% de l'orge d'hiver et 30% de l'orge de printemps selon FranceAgriMer.**

En maïs grain, les surfaces semées sont proches de celles de 2024 tandis que celles de maïs ensilage ont reculé de 7,5%. Entre chaleur et manque de précipitations, il faut attendre encore pour avoir une estimation des rendements en maïs.

Rebond de la production européenne

Au niveau européen, un rebond de la production est aussi annoncé, avec 128 Mt de blé tendre estimées en 2025 (112 Mt en 2024, niveau le plus faible depuis 2007), et ce, malgré la sécheresse sur le nord de l'Europe qui impacte le rendement des cultures d'hiver et le potentiel des cultures d'été. La production européenne de maïs est ainsi estimée à 64,6 Mt, soit +8,5% /2024.

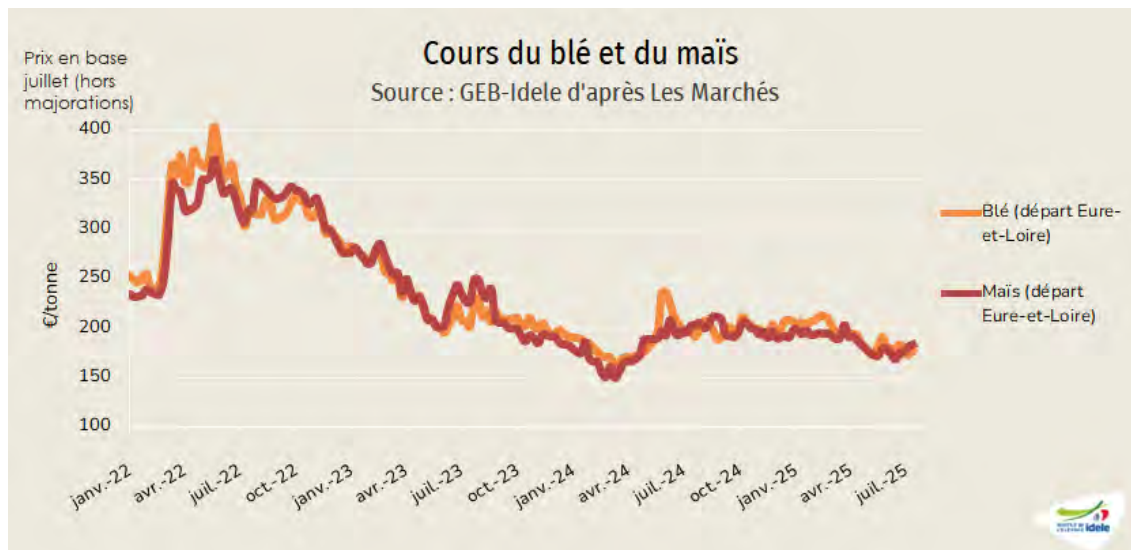
Production mondiale presque record

Selon l'USDA, 809 millions de tonnes de blé tendre (+1,1% /2024-2025 à 800 Mt) et 1 264 Mt de maïs (+3% /2024-2025) seront récoltées pour la campagne 2025-2026, grâce aux bonnes conditions de cultures dans le monde, notamment en Russie et en Chine pour le blé. La production ukrainienne reste affaiblie par l'invasion russe et cette année, une sécheresse.

En soja, la production mondiale est estimée à 428 Mt, contre 397 Mt en 2024-2025 (soit +8%). La production de tourteau est elle aussi estimée en hausse.

Les cours intègrent rapidement les aléas

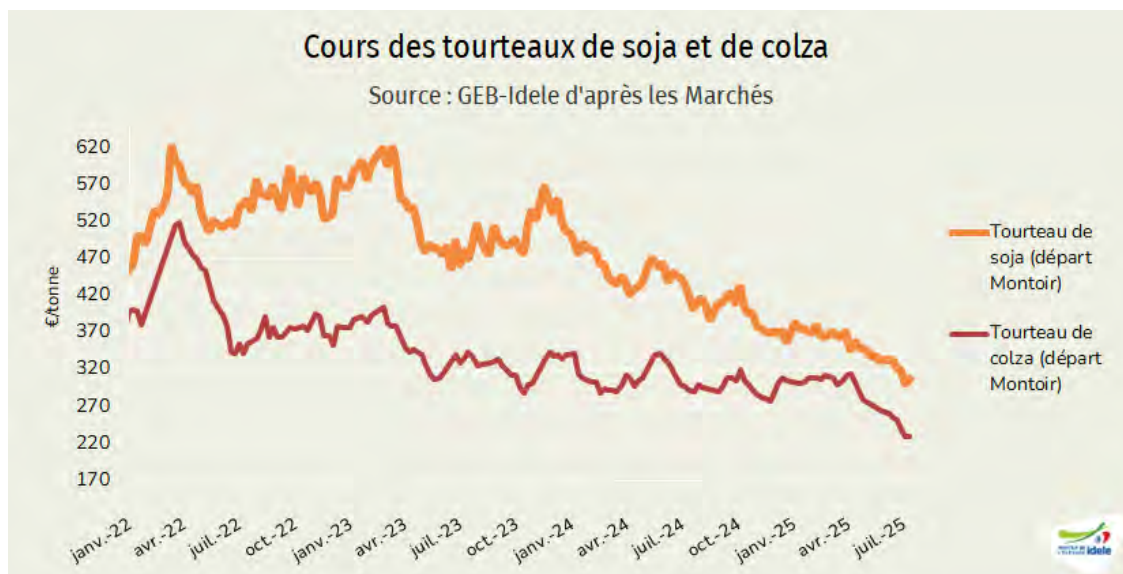
Les cours du blé et du maïs sont relativement stables depuis mi-2024.



Les bonnes perspectives de production mondiale maintiennent les cours à un niveau relativement bas. Les tensions de ces derniers mois (conflits, taxes douanières...) ont provoqué des soubresauts dans les cours, mais les bonnes perspectives de récolte, en blé, maïs, colza ou soja maintiennent les prix à un niveau moyen et relativement stable.

Début juillet, la cotation du blé départ Eure et Loir était à 177 €/t, soit 36 € sous son niveau de février et 20 € sous son niveau de juillet 2024. Le maïs était à 183 €/t début juillet, soit 12 €/t sous son niveau de février 2025 et de juillet 2024.

Les cours des tourteaux de soja et de colza sont baissiers depuis le début de l'année. Le tourteau de soja dispo Montoir était à 307 €/t début juillet, soit 129 €/t de moins qu'en juillet 2024. Le tourteau de colza dispo Montoir affichait un prix de 230 €/t début juillet (-68 €/t /juillet 2024).



Droits de douane étasuniens toujours en négociation

Les effets des droits de douane imposés par les États-Unis sur les comportements d'achat de la Chine et sur les cours des tourteaux ne sont pas encore certains. Par ailleurs, **aux États-Unis, l'augmentation de de 8% du quota annuel d'incorporation de biodiesel dans les carburants traditionnels, par l'agence américaine de protection de l'environnement pourrait accroître l'utilisation intérieure d'huile de soja et donc accroître la quantité de tourteaux de soja disponibles.**

Contingent ukrainien de 1,3 Mt de blé par an

Plus près de nous, l'Union européenne et l'Ukraine ont conclu fin juin un accord commercial de principe suite à la fin des mesures commerciales autonomes (permettant l'entrée des produits ukrainiens sans droits de douane dans l'UE). **En blé, 1,3 Mt pourront entrer dans l'UE (1 Mt avant la guerre et 6 Mt au cours des trois dernières années), et en maïs, ce sera 1 Mt (650 000 t auparavant).** L'accord comprend également des clauses sur l'alignement progressif aux normes de production UE d'ici 2028 (bien-être animal, produits phytosanitaires et vétérinaires). Cet accord doit être validé par les États membres.

Effet redouté de la surtaxe des engrais russes

Enfin, plusieurs syndicats ont exprimé leurs craintes de voir le prix des engrais augmenter significativement avec la mise en œuvre depuis le 1er juillet d'une surtaxe progressive des engrais azotés en provenance de Russie et de Biélorussie (+40 €/t la première année, jusqu'à 315 €/t au 1^{er} juillet 2028). L'objectif est de réduire la dépendance européenne à ces origines, d'arrêter de financer l'effort de guerre russe et de stimuler la production européenne. De leur côté, les fabricants européens d'engrais ont cherché à rassurer les agriculteurs, rappelant que la surtaxe ne s'applique qu'aux engrais russes et assurent être en mesure d'augmenter leurs capacités de production pour compenser le recul des achats à la Russie. D'après la Commission européenne, la Russie fournirait environ 25% des importations européennes d'engrais.

L'IPAMPA aliments achetés poursuit sa baisse régulière

Sous l'effet de la baisse des prix des tourteaux principalement, et dans une moindre mesure des céréales, l'IPAMPA aliments achetés lait de vache décroît lentement. Il s'établit à l'indice 120,1 en mai 2025, soit -1,1% sur un mois et -3,8% sur un an.

IPAMPA aliments achetés lait de vache

Source : GEB-Idele d'après INSEE et SSP

